

Université de Montréal

**La III^e République et Bismarck:
Le rôle des opportunistes dans le compromis franco-allemand**

par

Catherine Racicot

Département d'histoire

Faculté des arts et sciences

Mémoire présenté à la Faculté des études supérieures

En vue de l'obtention du grade de

Maître ès arts (M.A.)

Décembre 2008

© Catherine Racicot, 2008

Université de Montréal

Faculté des études supérieures

Ce mémoire intitulé :

La III^e République et Bismarck:

Le rôle des opportunistes dans le compromis franco-allemand

présenté par :

Catherine Racicot

a été évalué par un jury composé des personnes suivantes :

Paul Létourneau

Samir Saul

Carl Bouchard

Mémoire accepté le :

Sommaire

Le concert européen est souvent perçu, du moins pour les années 1871 à 1890, comme l'œuvre indéniable du Chancelier allemand Otto von Bismarck et des grands hommes politiques de son temps. La politique dite bismarckienne a effectivement connoté la plupart des interactions entre pays rivaux de l'époque, particulièrement entre la France et l'Allemagne. Son incidence sur la politique française est telle qu'elle en affecte les politiques intérieure et extérieure. Les républicains opportunistes adopteront vis-à-vis de la politique bismarckienne une attitude pragmatique leur permettant, de 1878 à 1885, de recouvrer leur rôle d'antan, ainsi que d'encadrer un fort sentiment nationaliste. S'il est souvent reproché aux opportunistes d'avoir préféré le momentané au planifié, il nous semble que la politique des gouvernements Ferry, Gambetta, Waddington et Freycinet réussit au contraire à tirer habilement son épingle du jeu bismarckien. Familiers du caractère éphémère de ce jeu, les opportunistes ont su y trouver des avantages, assurer à la France le recouvrement d'une position diplomatique de choix et l'acquisition de nouveaux territoires coloniaux, tout en préservant une certaine indépendance face au Chancelier.

Mots-clés : conciliation franco-allemande; politique bismarckienne; III^e République; opportunistes; discours; Otto von Bismarck; Jules Ferry; Léon Gambetta

Abstract

The European concert is often perceived, at least from the 1871s to 1890, as the unmistakable work of the German Chancellor Otto von Bismarck and the major politicians of his time. The said *Bismarckian* policy effectively influenced most of the interactions between opposing parties, particularly between France and Germany. Its bearing on the French policy is such that it affects home and foreign policies. The opportunist republicans will personify this ambiguous reaction to new German giant. A pragmatic attitude allows them, between 1878 and 1885, to recover their former role as well as to guide a strong nationalist feeling. If the opportunists are often blamed for having preferred the short term, the governments of Ferry, Gambetta, Waddington and Freycinet managed to handle *Bismarckian* policy skilfully. Familiar with its ephemeral character, opportunist governments knew how to find advantages, insure that France recover its diplomatic position and acquire new colonial territories while protecting a certain independence vis-à-vis the Iron Chancellor.

Keywords : Franco-German conciliation; Bismarckian policy; Third Republic; opportunists; political speeches; Otto Von Bismarck; Jules Ferry; Léon Gambetta.

Table des matières

SOMMAIRE.....	III
ABSTRACT.....	IV
TABLE DES MATIÈRES.....	V
REMERCIEMENTS.....	VIII
NOTE DE L'AUTEUR	IX
INTRODUCTION	1
ÉTAT DE LA QUESTION	2
IDÉES DIRECTRICES	6
CADRE CHRONOLOGIQUE ET LIMITES DU MÉMOIRE	7
SOURCES	8
HYPOTHÈSES	8
LA CONTRIBUTION DU SUJET	9
CHAPITRE 1	11
LA POLITIQUE BISMARCKIENNE	11
LA POLITIQUE EXTÉRIEURE	11
LES SYSTÈMES D'ALLIANCES ET D'ISOLEMENT	12
RAPPROCHEMENT FRANCO-ALLEMAND	13
LA POLITIQUE OPPORTUNISTE	17
LES PRÉMISSSES DE L'OPPORTUNISME RÉPUBLICAIN	19
LA POLITIQUE INTÉRIEURE DE L'OPPORTUNISME	21
LA POLITIQUE EXTÉRIEURE DE L'OPPORTUNISME.....	21
CONCLUSION.....	24
CHAPITRE 2	26
ÉVOLUTION DES DISCOURS	26
QUELQUES LIGNES DIRECTRICES	27
UNE POLITIQUE PROGRESSIVE	27

UN DISCOURS PRUDENT ET AMBIGU.....	28
UN CARACTÈRE POPULAIRE ET DE RALLIEMENT	29
UNE ATTITUDE PRAGMATIQUE	30
UN DISCOURS POUR UNE POLITIQUE EXTÉRIEURE ACTIVE	31
LE CHAUVINISME FAIT PLACE À L’OPPORTUNISME.....	33
UN DISCOURS DE PLUS EN PLUS BIENVEILLANT À L’ÉGARD DE LA POLITIQUE ALLEMANDE	38
UNE OPPOSITION À LA COLLABORATION AVEC L’ALLEMAGNE, MÊME CHEZ LES OPPORTUNISTES	40
CONCLUSION.....	43
CHAPITRE 3.....	44
LE DISCOURS OPPORTUNISTE.....	44
LES POLITICIENS	45
JULES GRÉVY (1807-1891).....	45
LÉON GAMBETTA (1838-1882).....	46
L’HOMME POLITIQUE	46
GAMBETTA ET L’OPPORTUNISME	48
GAMBETTA ET L’ALLEMAGNE.....	50
JULES FERRY (1832-1893).....	53
L’HOMME POLITIQUE	53
FERRY ET L’OPPORTUNISME.....	54
FERRY ET L’ALLEMAGNE	55
CHARLES DE FREYCINET (1828-1923).....	58
L’HOMME POLITIQUE	58
FREYCINET ET L’OPPORTUNISME	58
FREYCINET ET L’ALLEMAGNE.....	59
LES DIPLOMATES	60
ALPHONSE CHODRON DE COURCEL (1835-1919).....	61
LE DIPLOMATE	61
COURCEL ET L’OPPORTUNISME.....	61
COURCEL ET L’ALLEMAGNE	62

WILLIAM HENRY WADDINGTON (1826-1894).....	63
LE DIPLOMATE	63
WADDINGTON ET L'OPPORTUNISME.....	63
WADDINGTON ET L'ALLEMAGNE	64
CONCLUSION.....	64
CHAPITRE 4.....	66
L'OPPORTUNISME ET LES RÉALISATIONS EFFECTIVES EN POLITIQUE	
ÉTRANGÈRE	66
LE CONGRÈS DE BERLIN	67
LA QUESTION DE TUNISIE.....	68
LA QUESTION DU MAROC.....	71
LA QUESTION D'ÉGYPTE	74
LA QUESTION DE MADAGASCAR	78
LA QUESTION DU TONKIN.....	80
LE CONGRÈS DE BERLIN	82
CONCLUSION.....	83
CONCLUSION	85
BIBLIOGRAPHIE.....	91
ARCHIVES.....	91
SOURCES PUBLIÉES.....	91
DICTIONNAIRES ET ENCYCLOPÉDIES.....	92
OUVRAGES COLLECTIFS.....	92
MONOGRAPHIES	92
ARTICLES DE PÉRIODIQUES	94
CHAPITRES D'OUVRAGES COLLECTIFS.....	96
MÉMOIRES ET THÈSES	96

Remerciements

Avec la fin de ce mémoire arrivent le plaisir, le sentiment d'accomplissement et l'heure des remerciements. En effet, une multitude de personnes ont, de près ou de loin, contribué à la réalisation de ce travail. Je tiendrais tout d'abord à remercier monsieur Paul Létourneau pour m'avoir permis de réaliser une petite excursion au Quai d'Orsay, à l'aide d'une bourse de déplacement du GERSI. Un merci tout particulier à Robert Pascal pour m'avoir permis d'assumer un poste d'auxiliaire d'enseignement, ce qui m'a donné une tonne de copies à corriger, mais aussi, une toute première expérience dans le domaine vers lequel je me dirige. Enfin, merci à monsieur Samir Saul pour ses judicieux conseils.

Ce mémoire ne serait rien sans quelques personnes particulières qui m'ont apporté soutien moral, conseils... et cafés. Une première pensée à mes merveilleuses amies, Virginie, Audrey et Heide. Merci à vous trois de m'avoir écoutée délibérer pendant des heures sur ce mémoire, m'avoir rassurée et consolée.

Merci à Francis. Merci aussi à Mélissa, Valérie et Véronique. Ces dernières m'ont appris à prendre une pause, à m'arrêter pour mieux penser. Enfin, merci à Janick dont le soutien me fut inestimable. En espérant maintenant que ce mémoire ne soit point, telle que la politique opportuniste le fut, incompris. Ne faites pas un Ferry de moi!

Note de l'auteur

La majorité des citations comprises en ce mémoire sont traduites de manière à préserver la cohérence et la clarté de notre propos. Seules quelques citations sont maintenues dans la langue originale, et ce, essentiellement parce que la traduction leur retirait leur essence ainsi que leur portée.

Introduction

Depuis bon nombre d'années, les rapports franco-allemands se situant entre la guerre de 1871 et la Première Guerre mondiale ont été amplement abordés. Leurs répercussions sur la diplomatie européenne ont aussi été étudiées. La raison de ce souci continu pour le sujet consiste précisément en l'importance des contrecoups engendrés par cette relation chancelante entre la France et l'Allemagne.

Les ouvrages qui portent sur les échanges franco-allemands de cette période mettent en relief plusieurs thèmes. Par exemple, le chauvinisme français¹, le soudain intérêt allemand pour l'expansion outre-mer et les tentatives bismarckiennes de « pousser la France dans la voie de l'expansion coloniale afin de la détourner de la ligne bleue des Vosges et de la revanche »². S'ils abordent aussi l'entente franco-allemande au niveau international³, politique élaborée par Otto Von Bismarck qui vise essentiellement le maintien d'un *statu quo* en Europe, ils omettent ou n'approfondissent point l'un des aspects fondamentaux de la question. En effet, la politique bismarckienne suscite maintes réactions au sein du corps politique français, échos qui nous semblent négligés par l'historiographie des rapports franco-allemands.

Ces réactions françaises s'articulent, entre autres, autour de la politique républicaine dite opportuniste. Cette politique française, élaborée dans les années 1870, est en partie le fruit de 1871 et de la politique menée par Bismarck durant ces mêmes années. C'est cette

¹ L'on pense par exemple, à des auteurs tels que Jean Garrigues qui a rédigé *Le boulangisme*. Paris, Presses universitaires de France, 1992. 127 pages. Il y dresse un portrait de la montée du chauvinisme français jusqu'à son apothéose avec la crise boulangiste vers 1887. On retiendra ici pour le terme chauvinisme la définition tirée de l'ouvrage de Andrew Heywood, *Political ideologies, an introduction*. 4^e édition, Chine, Palgrave Macmillan, 2007. p. 145, qui le décrit tel «uncritical and unreasoned dedication to a cause or group, typically based on a belief in its superiority».

² Cette idée est déjà exprimée et présente au sein d'une multitude d'œuvres portant sur les relations européennes de l'époque. Voir Pierre Albin. *L'Allemagne et la France en Europe*. Paris, Librairie Félix-Alcan, 1913. 400 pages. Voir aussi, dans un ouvrage à caractère fort monarchiste, Jacques Bainville. *Bismarck et la France; d'après les mémoires du prince de Hohenlohe*. Paris, Nouvelle Librairie nationale, 1915. 299 pages.

³ Nous entendons ici la brève quoique fructueuse entente franco-allemande sur la scène coloniale et diplomatique entre 1878 et 1885.

même stratégie qui conduit à la chute du gouvernement républicain⁴ et d'une certaine manière, tout droit à une recrudescence du chauvinisme français. Elle permet néanmoins dans un premier temps l'avènement des républicains au pouvoir et le retour de la France sur la scène continentale puis internationale. La politique opportuniste prend en 1873 la forme que nous lui connaissons jusqu'en 1885-1886⁵, celle d'un rigoureux pragmatisme, d'un caractère progressiste, prudent et populaire⁶.

État de la question

De nombreux ouvrages traitent les relations franco-allemandes entre 1871 et 1914. Néanmoins, si quelques textes se penchent en effet sur l'opportunisme républicain en tant que conception politique⁷, peu en abordent la facette internationale. Afin d'illustrer le thème en question dans son intégralité, il nous faut ainsi puiser dans différentes sources historiographiques⁸. Enfin, rares sont les ouvrages qui traitent la question des relations franco-allemandes de manière à faire de la France un acteur indépendant à part entière. La France est tantôt présentée comme passive et soumise aux impératifs de la politique extérieure de Bismarck, tantôt éclipsée par la brillante politique du stratège allemand.

⁴ L'opposition politique de l'époque, tant la branche radicale du parti républicain que l'opposition monarchiste et libérale, accuse en effet le gouvernement Ferry d'une substantielle collaboration avec le voisin allemand pour les questions d'ordre international. On impute aussi à Jules Ferry la responsabilité d'une politique coloniale outre-mer nuisant à la position de la France sur la scène européenne.

⁵ L'année 1885 établit effectivement une cassure par rapport à la politique française des années précédentes, mais ce n'est qu'après la chute du gouvernement Freycinet que l'autorité française tente de réorienter effectivement sa politique étrangère.

⁶ Jérôme Grévy. *La République des opportunistes*. Paris, Perrin, 1998. p. 48.

⁷ Voir Pierre Barral. *Les fondateurs de la Troisième République*. Paris, Armand Colin, 1968, 360 pages; Serge Berstein. «Jules Ferry» et Pierre Guillen. «Les républicains opportunistes et la politique étrangère» dans Léo Hamon. *Les Opportunistes, les débuts de la République aux républicains*. Paris, Maison des sciences de l'homme, 1991, 323 pages.

⁸ En ce qui concerne la collaboration franco-allemande, elle est habituellement traitée au sein d'ouvrages postérieurs à la Seconde Guerre mondiale, nombreux dans les décennies 1960 et 1970. Voir Eber Malcom Carroll, *Germany and the Great Powers, 1866-1914*. Hamden, Connecticut, Archon Books, 1966. 852 pages; A.J.P. Taylor. *The struggle for mastery in Europe, 1848-1918*. Oxford, Clarendon Press, 1954. 638 pages; William Leonard Langer, *European alliances and alignments 1871-1890*. New York, Knopf, 1962 [c1950]. 510 pages. Pour des ouvrages un peu plus actuels, voir Jérôme Grévy. *La République des opportunistes*. Paris, Perrin, 1998. 415 pages; Allan Mitchell. *The German influence in France after 1870 : the formation of the French Republic*. Chapel Hill, University of North Carolina Press, 1979, 279 pages; François Broche. *La III^e République, 1870-1895, de Thiers à Casimir-Perier*. Paris, Pygmalion Gérard Watelet, 2001. 535 pages.

En ce qui concerne les publications de l'époque, elles touchent rarement la question opportuniste. Ces ouvrages mettent plutôt l'accent sur 1871 ou encore s'intéressent aux relations franco-allemandes au niveau international, sans y voir le plein rôle joué par la France. Au final, ce sont essentiellement les documents officiels, les Archives diplomatiques françaises et les Papiers d'agents du Quai d'Orsay, qui proposent un aperçu intéressant de la question. Les discours des politiciens et diplomates de la période concernée sont aussi d'une aide précieuse.

Le second conflit mondial cède le pas à un bouillonnement d'idées et d'intérêts pour les relations franco-allemandes. Les historiens de l'Allemagne sont, par exemple, « unanimes dans l'affirmation que la politique bismarckienne après 1871 visait le maintien de la paix »⁹ et d'accord pour affirmer que la collaboration franco-allemande s'inscrit aussi dans cette logique. Ainsi, si une certaine mésentente sur les visées générales de Bismarck à partir de 1871 oppose les spécialistes¹⁰ et s'ils suggèrent un large éventail d'interprétations, cette coopération outre-mer semble faire l'objet d'un consensus. On y voit, pour l'Allemagne, l'influence de facteurs d'ordres intérieur et extérieur, se rattachant, par exemple, à la diplomatie européenne ou à la menace de la France. Si Taylor, Carr et Gooch prônent la prépondérance du facteur de la politique européenne, particulièrement des rapports franco-allemands, Hans-Ulrich Wehler réfute, tout comme Mommsen, l'importance de la France dans les calculs bismarckiens, qu'il considère secondaire¹¹. Ces mêmes ouvrages demeurent cependant quelque peu évasifs sur les motivations de la France dans cette conciliation.

⁹ Traduction libre de “unanimous in affirming that after 1871 Bismarck’s policy was one designed to maintain peace [...]” dans Herbert D. Andrews. « Bismarck’s foreign policy and German historiography, 1919-1945 ». *The Journal of modern history*, volume 37, numéro 3, 1965, p. 345.

¹⁰ Encore aujourd'hui, la venue de nouvelles interprétations sortant en quelque sorte de l'ordinaire ébranle considérablement les thèses établies. On pense ici essentiellement à Hans-Ulrich Wehler. *The German Empire, 1871-1918*. New York, Berg Publishers, Oxford, 1991. 293 pages. Il est l'un des premiers historiens allemands à parler de colonialisme pragmatique chez Bismarck et de faire primer les considérations d'ordre intérieur sur l'ensemble des facteurs exogènes suggérés par « la vieille école ».

¹¹ Issu de Catherine Repussard, « L'Allemagne sur la scène coloniale ». *Revue d'Allemagne et des pays de langue allemande*, volume 38, numéro 4, 2006, p. 468.

Les interprétations de Pierre Renouvin et, par la suite, de Jean-Claude Allain, Pierre Barral, Serge Berstein, Pierre Guillen et Raymond Poidevin demeurent au regard de notre sujet, les meilleures clés de compréhension¹². Ces derniers abordent les rapports franco-allemands d'une manière fort exhaustive en insistant sur les forces profondes des relations internationales. Bien que portant sur des thématiques distinctes, ils partagent une approche similaire de la problématique ici observée.

Ils s'accordent sur l'essence de la politique bismarckienne – son caractère pragmatique, sa fixation sur le *statu quo* européen et surtout, sur la prévention d'une nouvelle guerre avec la France – ainsi que sur le nationalisme exacerbé caractérisant les sociétés de l'époque. En nous référant à leurs principaux ouvrages, nous pouvons dresser un portrait très représentatif des interactions franco-allemandes entre 1871 et 1914.

Les parutions de Jérôme Grévy, *La République des Opportunistes*¹³, d'Allan Mitchell, *Bismarck and the French nation, 1848-1890* et *The German influence in France after 1870 : the formation of the French Republic*¹⁴, ainsi que les biographies de Daniel Amson, *Gambetta ou le rêve brisé*, et Jean-Michel Gaillard, *Jules Ferry*¹⁵ nous ont aussi été d'une grande aide. Bien entendu les textes de Pierre Barral, *Jules Ferry : une volonté pour la République*¹⁶, et de John Patrick Tuer, *Gambetta and the making of the Third Republic*¹⁷ sont aussi de mise afin de bien

¹² Voir, entre autres, Pierre Renouvin, *L'époque contemporaine, 1871-1919*. Paris, Presses universitaires de France, 1957. volume 11, tome 4; Jean-Claude Allain. « La paix dans les relations internationales du traité de Francfort à la Grande Guerre (1871-1914) ». *Revue d'histoire diplomatique*, volume 95, numéro 1, 1981, p. 26-42; Barral, *Les fondateurs de la Troisième République...* et *Jules Ferry : une volonté pour la République*. Nancy, Presses universitaires de Nancy, Éditions Serpenoise, 1985, 175 pages; Berstein, «Jules Ferry» et Guillen, «Les républicains opportunistes et la politique étrangère» dans Hamon, *Les Opportunistes, les débuts de la République aux républicains...*; Pierre Guillen. *L'Expansion, 1881-1898*. Paris, Imprimerie nationale, 1984. 521 pages et Raymond Poidevin. *Les relations franco-allemandes, 1815-1975*. Paris, Armand Colin, 1977. 373 pages.

¹³ Paru en 1998 chez Perrin.

¹⁴ Paru respectivement en 1971 et 1979 chez Pegasus et l'University of North Carolina Press.

¹⁵ Paru respectivement en 1994 et 1989 chez Tallandier et Fayard.

¹⁶ Paru en 1985 à Nancy aux Éditions Serpenoise.

¹⁷ Paru en 1973 à Londres chez Longman.

saisir l'opportunisme républicain et son développement tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de la France.

Ces ouvrages permettent de saisir l'élaboration et surtout l'évolution de l'opportunisme durant les années 1870-1880. Ils insistent aussi sur les liens particuliers unissant l'Allemagne au développement de la III^e République de même qu'aux deux hommes politiques les plus marquants du moment, Léon Gambetta et Jules Ferry. Ces ouvrages nous permettent enfin d'évaluer la réception de cette politique bismarckienne par les opportunistes.

Qui plus est, nous accordons une importance assez particulière à l'ouvrage de Grévy cité plus haut. *La République des Opportunistes* de Grévy nous a invité dans le cadre de ce travail à approfondir la question de l'opportunisme. En effet, ce dernier soulève plusieurs aspects intéressants quant au face-à-face de l'opportunisme et de la politique bismarckienne. Ce livre nous a donc été d'une grande utilité en ce qui regarde la direction possible à emprunter pour ce mémoire.

En ce qui concerne les études relatant spécifiquement les différentes réponses du corps diplomatique français face aux politiques continentale et d'outre-mer de Bismarck, elles sont peu nombreuses. L'influence de la politique bismarckienne sur l'ensemble politique français ne fait effectivement pas l'objet d'une multitude de publications. Les archives diplomatiques françaises¹⁸, les archives du Quai d'Orsay¹⁹ et quelques récents travaux tels *l'Histoire de la diplomatie française*, collectif regroupant entre autres Jean-Claude Allain, Pierre Guillen et Georges-Henri Soutou²⁰ constituent l'exception.

¹⁸ DDF, 1^{ère} série, 1871-1900, volumes 1-6.

¹⁹ AE, Allemagne, 14, 29, 36, 39, 52. AE, Allemagne, *Correspondance particulière du Comte de Saint-Vallier avec Monsieur Waddington*, 166, 166bis. Papiers Gambetta, 49. Papiers Ferry, 1-4. Papiers Freycinet, 1B. Papiers Waddington, 7.

²⁰ Paru en 2005 chez Perrin.

Idées directrices

L'ensemble des propos formulés évolue sous un thème plus général et bien exploré, celui des rapports franco-allemands de l'ère bismarckienne. L'objet de ce propos n'est point de démontrer l'évolution des rapports franco-allemands sous l'égide du stratège prussien. Nous tentons plutôt de mettre en relief les dissonances d'une réception politique française, l'opportunisme, quant à la politique allemande de conciliation. Enfin, nous souhaitons remettre les pendules à l'heure en ce qui a trait au rôle de la France dans ces échanges franco-allemands. En effet, ce rôle fut trop souvent relégué à celui de figurant et non apprécié à sa juste valeur. La France est un acteur autonome au sein de ces rapports et elle ne fut jamais dupe des intentions allemandes ou de la précarité de ce rapprochement. C'est ce que nous découvrirons au cours des pages suivantes.

Le thème de ce mémoire peut aisément se diviser en trois principales parties. L'illustration des politiques bismarckienne et opportuniste, par le biais d'un chapitre transitoire, constitue la première section de notre programme. Ayant dressé un bref portrait de ces assises politiques et diplomatiques, nous entrerons dans le cœur du sujet en abordant les discours républicains.

L'opportunisme consiste, avant tout, en une politique intérieure. C'est une manière nouvelle et originale d'entrevoir le gouvernement, les allégeances politiques et le rôle populaire du pouvoir. «Radical pour le fond, modéré et progressif pour la méthode, conservateur et libéral, l'opportunisme est plus qu'un pragmatisme»²¹. Le discours occupe aussi un rôle particulier dans le programme politique des opportunistes. C'est pour eux, le moyen par excellence de transmettre leurs idées, et ce, tant à la population qu'à l'Assemblée. C'est essentiellement ce pour quoi nous portons une attention particulière aux discours, afin d'y saisir les idées opportunistes et leur évolution au fil des années.

L'autorité française applique aussi l'opportunisme à sa politique étrangère et particulièrement aux rapports franco-allemands, malgré la réprobation générale que

²¹ Grévy, *La République des opportunistes...*, p. 48.

suscite un rapprochement avec l'Allemagne. Elle élabore un propos volontairement ambigu lui permettant de jouer plusieurs cartes à la fois. Nous illustrerons ainsi la portée effective de cet opportunisme et les réserves qu'il suscite, et ce, jusqu'à aujourd'hui.

Cadre chronologique et limites du mémoire

Nous porterons une attention particulière aux rapports franco-allemands, c'est-à-dire aux échanges entre le gouvernement opportuniste et Bismarck, de 1871 à 1885. De plus, c'est essentiellement l'aspect international de cette relation qui nous intéresse. Enfin, nous tentons, dans la mesure du possible, de confiner l'étude à ces deux puissances européennes. Il est entendu que certaines tierces puissances seront évoquées si ce n'est que pour le rôle qu'elles occupent au sein de la politique bismarckienne.

L'objet de notre recherche est principalement l'attitude des diplomates et politiciens français de la III^e République face aux politiques continentale et d'outre-mer de l'Allemagne. Les rapports entre les pays voisins observés sont d'ordre diplomatique et politique. Ainsi, les liens économiques, sociaux et intellectuels ne sont évoqués que lorsqu'ils permettent de mieux illustrer certains points ou encore à titre d'exemples²². Ceux-ci ne figureront point au cœur de notre propos ni de notre approche. Nous nous contenterons d'illustrer l'opinion et les idées des politiciens et diplomates français et d'esquisser les soubresauts de leurs discours et décisions politiques.

Enfin, quelques limites documentaires doivent être prises en considération. Plusieurs documents datant de l'époque sont rédigés en allemand²³. Le problème de la langue est de cette façon l'un des obstacles majeurs rencontrés lors de l'étude des sources. Les ouvrages en français et en anglais de toutes périodes sur ce sujet ont par contre pu être étudiés de manière à pallier la présence fort limitée de sources allemandes à l'intérieur de cette bibliographie.

²² Voir, entre autres, Digeon, *La crise allemande de la pensée française...*, p. 363. On s'y penche sur les relations ou contacts interuniversitaires entre la France et l'Allemagne, cette dernière dont l'aura d'intelligence et de savoir attire l'intelligentsia française.

²³ Les documents diplomatiques allemands du *Auswärtigen Amts*, par exemple.

Sources

Les sources étudiées se regroupent en deux corps documentaires, soit les Archives diplomatiques françaises²⁴ et les archives des Affaires étrangères au Quai d'Orsay²⁵. De nature diplomatique, ces dernières permettent par la recension des échanges politiques internes ou en lien avec un gouvernement extérieur de cerner le discours et l'action gouvernementale française. Les principales dépêches observées sont évidemment celles des ambassadeurs français à Berlin, à Rome, à Londres ainsi qu'à Vienne, des ministres des Affaires étrangères français, des ambassadeurs allemands à Paris et à Londres et finalement, celles de Bismarck. Les *Papiers d'Agents*, rassemblés quant à eux au sein des Archives des Affaires étrangères au Quai d'Orsay, sont aussi très intéressants. Ils permettent de dresser une liste des thèmes prédominants ayant marqué les différents gouvernements qui se succèdent en ces débuts de la III^e République. Les questions de Tunisie, du Maroc et d'Égypte sont par exemple abordées à l'intérieur des *Papiers Ferry*, *Freycinet* et *Gambetta*²⁶ alors que le cas malgache n'est sondé que dans les documents Ferry.

Hypothèses

L'opportunisme des années 1880 est selon nous et à tort, négativement reçu par les historiens de toutes époques. Il recèle une originale, quoique prudente, stratégie visant le retour de la France au sein du concert européen ainsi que le recouvrement d'une image nationale fière²⁷. Nous suggérons que si Bismarck fut capable d'une politique extérieure empreinte de succès, le gouvernement républicain sut lui aussi profiter de ces années de paix européenne. Il regagna une place privilégiée au cœur des puissances et contribua même d'une certaine manière à cette paix.

²⁴ DDF, 1^{ère} série, 1871-1900, volumes 1-6.

²⁵ Publié au ministère des Affaires étrangères à Paris pour la période qui nous intéresse, soit de 1871 à 1890.

²⁶ Publié à Paris respectivement de 1881-1885, sous les volumes 1, 2, 3 et 4, de 1876-1919, volume 1B et de 1870-1882, sous les volumes 49, 50, 56 et 61.

²⁷ Guillen, «Les républicains opportunistes et la politique étrangère», dans Hamon, *Les Opportunistes, les débuts de la République aux républicains...*, p. 193.

Nous proposons une étude de la politique opportuniste relativement à la politique du Chancelier allemand. Enfin, nous présenterons un exposé de ses diplomates et dirigeants qui, sans jamais oublier complètement les causes de l'animosité française à l'égard de l'Allemagne²⁸, optèrent pour une conciliation. Celle-ci permet à long terme à la France de se relever de cette défaite de 1871.

Cette politique à double tranchant est aussi animée par une instabilité ministérielle et un fort risque d'échec des ministères qui se succèdent. L'opportunisme est motivé par le désir de préserver tant bien que mal la République dans ce contexte des années 1870-1880 tout en mettant en application ses idées politiques. Et si la politique étrangère républicaine participe d'une certaine manière au dessein bismarckien, elle évolue sur un terrain précaire, au regard de ses propres réalités intérieures.

C'est en 1885 que prend fin cette politique opportuniste qui, pour un temps, sut jouer de la politique du Chancelier et en tirer profit. Mais, malgré la déconfiture du gouvernement opportuniste et la tournure inusitée des événements diplomatiques²⁹, les Gambettistes et Ferrystes ont créé un mouvement irréversible. « L'ambiance générale qui pousse à une politique active d'affirmation nationale persiste »³⁰, mais ne bénéficie pas, sur la scène extérieure, de l'amitié allemande.

La contribution du sujet

L'approfondissement des relations franco-allemandes contribue à la compréhension des questions historiques concernant l'Europe à la fin du XIX^e et au début du XX^e siècle.

« Il y a [par exemple] plus que jamais, durant la période considérée qui s'étend de la guerre franco-prussienne à l'entrée de l'Allemagne dans la Société des Nations en 1926, équivalence, voire identité de nature, entre le problème de

²⁸ Guillen, *L'expansion...*, p. 229.

²⁹ Nous faisons ici référence au renversement brutal de la politique allemande dès 1885. Voir DDF, 6, Courcel à Freycinet, n°29, Berlin, 28 mai 1885.

³⁰ Guillen, «Les républicains opportunistes et la politique étrangère», dans Hamon, *Les Opportunistes, les débuts de la République aux républicains...*, p. 193.

l'établissement de la paix européenne ou mondiale et celui de la réconciliation franco-allemande »³¹.

Au-delà des grandes thématiques, peu d'ouvrages ont abordé l'opportunisme républicain en tant que politique extérieure française fructueuse. Peu de publications ont tâché d'envisager la politique républicaine à l'étranger telle une ultime tentative visant à pallier l'instabilité ministérielle affectant la IIIe République depuis son avènement³². Enfin, peu de livres y ont noté un astucieux effort cherchant à répondre aux besoins contradictoires émis par la nation française durant cette période trouble³³.

Les auteurs comme Barral, Berstein et Guillen ont étudié l'opportunisme républicain. Ils en ont illustré l'évolution à l'intérieur comme à l'extérieur. Néanmoins, lorsqu'ils abordent les liens entre ce gouvernement et l'Allemagne de Bismarck, ils y relèvent des conséquences sur l'équilibre intérieur et un alibi empêchant les républicains de conclure une alliance avec une tierce puissance³⁴. Nous y voyons une partie intégrante de la politique opportuniste. Avec les discours et les réalisations politiques présentés subséquemment, nous tâcherons de démontrer que les républicains répondent favorablement à la conciliation allemande en toute connaissance de cause. La France des opportunistes accepte ce concours pour le relèvement de sa politique, nationale et extérieure.

³¹ Sophie Lorrain. *Des pacifistes français et allemands pionniers de l'entente franco-allemande, 1870-1925*. Paris, L'Harmattan, 1999. p. 10.

³² Fresnette Pisani-Ferry. *Jules Ferry et le partage du monde*. Paris, B. Grasset, 1962. p. 33.

³³ Gaillard, *Jules Ferry...*, p. 534.

³⁴ Voir, entre autres, Guillen, «Les républicains opportunistes et la politique étrangère», dans Hamon, *Les Opportunistes, les débuts de la République aux républicains...*, p. 191.

Chapitre 1

La politique bismarckienne³⁵

L'opportunisme voit, entre autres, le jour en réaction à la politique bismarckienne. Il s'y adapte, y réagit et s'en éloigne épisodiquement. Les opportunistes mènent une politique intérieure et extérieure bien à eux, mais leurs décisions sont influencées par une multitude de facteurs, dont la conduite du Chancelier. C'est pourquoi il semble important de dépeindre brièvement la politique bismarckienne. Nous aborderons donc, à l'intérieur de cette brève partie, la politique étrangère, les systèmes d'alliances et enfin, le rapprochement franco-allemand.

La politique extérieure

L'Allemagne prend la forme que nous lui connaissons jusqu'à la Première Guerre mondiale en 1871. Politiquement, cette entité est fortement influencée, voire contrôlée par Bismarck. Chancelier de la Prusse dès 1862, puis de l'Allemagne en 1871, il a un fort ascendant sur l'ensemble gouvernemental. De surcroît, ce joug bismarckien ne s'étend pas seulement à la société allemande, mais à l'Europe entière.

« En intervenant comme un élément de conciliation dans les rivalités opposant les autres grands États, en proposant ses bons offices pour apaiser les conflits, en constituant autour de lui un bloc des puissances conservatrices évoluant plus ou moins dans son orbite, le Reich à la fois apparaîtra comme le garant de la paix européenne et assurera sa prééminence »³⁶.

Prépondérant en Allemagne et en Europe, le Chancelier allemand tente malgré tout de maintenir en place un certain équilibre³⁷. C'est, entre autres, dans cette optique de préserver le *statu quo* européen et de rassurer les puissances européennes que Bismarck clarifie ses intentions en qualifiant l'Empire allemand d'État « saturé ».

³⁵ Prendre note que cette section fera partiellement l'objet d'un article publié par la revue scientifique du GERSI (Groupe d'Étude et de Recherche sur la Sécurité Internationale), *Les chroniques du GERSI*, dont la date de publication est encore inconnue mais du moins prévue pour l'automne 2009.

³⁶ Pierre Guillen. « Nationalisme et politique extérieure dans le Deuxième Reich, 1871-1914 ». *Revue d'Allemagne et des pays de langue allemande*, volume 28, numéro 1, 1996, p. 51.

³⁷ René Girault. *Diplomatie européenne : nations et impérialismes, 1871-1914*. Paris Armand Colin, 1997, p. 72.

Le stratège allemand est ainsi influencé et guidé par la volonté de sauvegarder un certain équilibre européen, minimalement celui de 1871. L'Europe connaît au XIX^e siècle des perturbations sociales et de profonds bouleversements. Les velléités d'indépendance, les nationalismes émergents, les guerres, les révolutions et la rapide industrialisation créent un contexte fort instable qui déplaît à l'homme politique somme toute assez conservateur. L'Europe ne demande, selon Bismarck, qu'à être exemptée de plus de changements. Surtout, l'Allemagne récemment unifiée exige d'échapper à d'éventuelles remises en question sociales et politiques³⁸. Dans une Europe où l'anticipation d'un conflit futur domine la diplomatie de la fin du XIX^e siècle³⁹, l'on s'accorde néanmoins sur les velléités de paix portées par la tactique bismarckienne⁴⁰.

Les systèmes d'alliances et d'isolement

La stabilité de l'Europe est préservée, entre autres, grâce à un complexe système d'alliances. La renommée de grand stratège du diplomate allemand vient essentiellement de ce système. Il met en place un complexe ensemble d'accords liant l'Allemagne à la majorité des autres États continentaux à l'exception de la France. Les prémisses de cette stratégie se font sentir dès 1873 lorsque Bismarck conclut avec la Russie puis l'Autriche-Hongrie ce qui deviendra le système des trois Empereurs. Suivront le traité austro-allemand, l'alliance des trois Empereurs et enfin, en 1882, la Triple-Alliance. Il semble donc que dès la guerre franco-prussienne, Bismarck mène une politique d'intimidation et d'exclusion à l'égard de la France, stratégie cherchant à l'isoler politiquement⁴¹.

Comme le décrit Raymond Poidevin,

« tout en imposant à la France des traités, Bismarck s'emploie à l'isoler. Il est sans illusions : la France exploitera toute occasion de revanche. Mais il pense que Paris ne peut pas s'engager dans une guerre contre l'Allemagne sans alliés. L'objectif de la politique du Chancelier s'impose donc d'évidence : faire le vide autour de la

³⁸ Raymond Poidevin. *Les relations franco-allemandes, 1815-1975*. Paris, Armand Colin, 1977, p. 93.

³⁹ Girault, *Diplomatie européenne : nations et impérialismes, 1871-1914...*, p. 16.

⁴⁰ DDF, 2, Saint-Vallier à Waddington, n°253, Berlin, 20 février 1878.

⁴¹ Guillen, « Nationalisme et politique extérieure dans le Deuxième Reich, 1871-1914 »..., p. 51.

France, en s'employant à rassembler les puissances continentales dans un réseau d'ententes tissées par Berlin »⁴².

Cette politique d'isolement de la nation française sur la scène européenne est due au fait que cette dernière constitue, selon Bismarck, la menace principale au *statu quo* européen. L'Allemagne craint que la France provoque le remaniement de cet équilibre européen favorable à sa préséance⁴³. Néanmoins, il est impossible d'isoler à perpétuité la France et Bismarck en est conscient.

Rapprochement franco-allemand

Le Chancelier opte ainsi, sur le plan continental, pour l'isolement de la France et tente de « soigner les désaccords » entre cette dernière et l'ensemble des puissances étrangères. C'est-à-dire qu'il encourage sciemment la France à s'enliser dans des questions internationales la mettant directement en conflit avec une tierce puissance, notamment avec l'Angleterre ou l'Italie⁴⁴. Il essaie aussi d'exclure par un réseau serré d'accords tous concours extrinsèques⁴⁵, mais entretient lui-même un rapport de plus en plus étroit avec la nation française. En effet, Bismarck tend à mettre en place une patiente, mais bénéfique stratégie afin de s'immiscer dans les affaires françaises et de donner naissance à un partenariat franco-allemand à l'extérieur.

Dès 1871, l'influence allemande se fait sentir à Paris, économiquement et politiquement. Ne constituant point le centre de notre thématique, nous n'aborderons pas en profondeur le rôle économique grandissant de l'Allemagne dans le quotidien français durant cette période. Nous vous référons plutôt aux ouvrages d'Allan Mitchell dans lesquels ce sujet est amplement et habilement esquissé⁴⁶.

⁴² Poidevin, *Les relations franco-allemandes, 1815-1975...*, p. 104.

⁴³ *Ibid.*, p. 93.

⁴⁴ *Ibid.*, p. 108.

⁴⁵ *Ibid.*

⁴⁶ *The German influence in France after 1870 : the formation of the French Republic...* et *A stranger in Paris: Germany's role in Republican France...*

Pour ce qui est de l'ascendant politique que revêt en France l'interlocuteur allemand en 1871, il est assez substantiel. L'avènement de la III^e République est par exemple souhaité, voire secondé par le Chancelier allemand. En effet, génératrice d'un climat politique agité et peu unifié, la République est beaucoup moins menaçante que la monarchie aux yeux du Chancelier⁴⁷. D'autre part, Bismarck s'assurera d'appuyer l'accession au pouvoir d'hommes politiques français lui étant bien disposé. En 1873, l'Allemagne a toujours une influence considérable sur le développement intérieur de la France et, sans prendre en compte son concours, l'évolution de la III^e République demeure incompréhensible⁴⁸. Si l'autorité opportuniste naît bien de la vacance d'un pouvoir et d'une instabilité politique patente, le Chancelier contribue néanmoins à son avènement et concourt tout autant à son prolongement.

Par exemple, Bismarck réagit fermement à la nomination de Mac-Mahon comme Président de la République⁴⁹ et appuie l'arrivée du mandat de Jules Grévy en répondant favorablement aux demandes de Waddington quant à la reconnaissance de Grévy par Berlin⁵⁰. Il prête aussi son soutien à Gambetta et somme la presse allemande de faire de même⁵¹. Bismarck voit dans la venue des républicains au gouvernement une assurance au maintien de la discorde en France. De plus, il considère le parti républicain comme un voisin éventuellement plus prompt à la coopération et moins dangereux qu'une monarchie ou un empire⁵². Par ailleurs, il est intéressant de noter que Guillaume I^{er} était quant à lui favorable au pouvoir monarchique et ne partageait pas l'opinion du Chancelier bien qu'il s'y soit résigné⁵³.

⁴⁷ Bismarck craint le retour de la monarchie française pour une multitude de raisons. En politique extérieure, il la craint essentiellement parce qu'une alliance monarchique entre la France, l'Espagne et l'Autriche-Hongrie sera tout à fait probable et assurément menaçante pour l'Allemagne. Voir Grévy, *La République des opportunistes...*, p. 87.

⁴⁸ Mitchell, *The German influence in France after 1870 : the formation of the French Republic...*, p. 98.

⁴⁹ *Ibid.*, p. 88.

⁵⁰ AE, Paris, Allemagne, 166 bis, Saint-Vallier à Waddington, 18 février 1879.

⁵¹ Grévy, *La République des opportunistes...*, p. 87.

⁵² Voir Grévy, *La République des opportunistes...*, p. 87; Allan Mitchell. *Bismarck and the French nation, 1848-1890...* et du même auteur, *A stranger in Paris: Germany's role in Republican France...*

⁵³ Gontaut-Biron, Élie vicomte de. *Dernières années de l'ambassade en Allemagne de M. Gontaut-Biron, 1874-1877*. Paris, Plon- Nourrit et cie, 1907. p. 282.

Ainsi, une originale collaboration naît sur la scène internationale entre la France sortant de son mutisme des années précédentes et l'Allemagne, forte puissance continentale s'impliquant depuis peu sur le théâtre colonial⁵⁴. L'Allemagne tire la France de son isolement en lui proposant un certain appui politique sur la scène extérieure. Cet appui se manifeste dans un premier temps au niveau continental lors de conférences européennes, au Congrès de Berlin de 1879⁵⁵ par exemple. L'Allemagne supportera par la suite l'expansion française au fil de litiges relatifs à l'Angleterre ou encore par la voie d'échanges de territoires coloniaux⁵⁶. Ce soutien semble constant au cours des années 1879 à 1885⁵⁷, mais tend à favoriser certaines expéditions au détriment des autres.

En effet, Bismarck semble accorder son appui à la France plus aisément lorsqu'il est question du Maroc ou de l'Égypte que du Tonkin ou de Madagascar. Ce sont, avant tout, des impératifs géopolitiques et diplomatiques qui poussent le Chancelier à agir de la sorte. Le Maroc et l'Égypte revêtent une importance indiscutable aux yeux des puissances européennes et font l'objet de nombreuses convoitises, particulièrement de la part de l'Italie et de l'Angleterre.

« Les questions africaines tiennent dans cette opération séduction un rôle de premier plan : Tunisie, Maroc, Afrique centrale, Égypte, autant d'affaires permettant à Bismarck de faire des ouvertures à la France [...] ce qui aura le double avantage d'absorber ses forces et aussi de la brouiller avec toutes les puissances qui prennent ombrage de sa politique méditerranéenne »⁵⁸.

⁵⁴ Bismarck orchestre effectivement à Berlin la Conférence européenne de 1879 qui se penche sur les questions orientales du moment. Ce dernier y tient le rôle de médiateur et encourage personnellement la France à y participer. Voir DDF, 2, Saint-Vallier à Waddington, n°259, Berlin, 6 mars 1878.

⁵⁵ DDF, 2, le Prince de Hohenlohe à Waddington, n°311, Paris, 3 juin 1878.

⁵⁶ Voir Jean-Claude Allain. *Agadir 1911 : une crise impérialiste en Europe pour la conquête du Maroc...*; Daniel De Leon. « The Conference of Berlin of the West-African question ». *Political science Quaterly*, volume 1, numéro 1, 1886, p.103-139. Cet article énumère les principaux échanges territoriaux effectués lors du Congrès de Berlin et dresse un portrait des différentes législations adoptées quant au monde colonial.

⁵⁷ Cet appui est pratiquement sans faille pendant ce court laps de temps. Le Chancelier allemand, s'il ne soutient pas officiellement la France, la seconde dans l'ensemble de ces aventures extérieures.

⁵⁸ Poidevin, *Les relations franco-allemandes, 1815-1975...*, p. 136.

Le support allemand varie ainsi d'une question à l'autre, mais demeure conséquent avec la politique globale du Chancelier.

Les années 1880 annoncent le succès de Bismarck et de sa politique hégémonique. Son système diplomatique est arrivé à son apothéose, il a fait de l'Allemagne la première puissance européenne et de la France un pays isolé sans alliance ni entente, à l'exception près de l'Allemagne⁵⁹. La politique bismarckienne est, comme le souligne Raymond Poidevin, compliquée et formée de pressions, de coups de poing, de menaces et de mains tendues⁶⁰.

Si Bismarck essaye, en s'associant aux aventures et positions françaises, de défendre sa politique continentale, le gouvernement républicain y voit autant sinon plus d'avantages. Et s'il nous semble indéniable que Bismarck tente, par cette brève association, de préserver le *statu quo* européen et le nouveau rapport de force qui lui est favorable, diverses motivations animent les opportunistes et les poussent à accepter la collaboration franco-allemande.

⁵⁹ Fresnette Pisani-Ferry. *Jules Ferry et le partage du monde*. Paris, B. Grasset, 1962, p. 223.

⁶⁰ Dans *Les relations franco-allemandes, 1815-1975*. Paris, Armand Colin, 1977, p. 118.

La politique opportuniste

Après avoir brièvement dépeint en quoi consiste la politique bismarckienne à l'endroit de la France, il convient maintenant de présenter dans ses grandes lignes les fondements de la politique opportuniste. D'abord, il est intéressant de noter que l'appellation *opportuniste* est au départ rejetée par les républicains, Gambetta en premier, parce qu'on y voit une connotation négative. Comme il correspond à la politique menée par les républicains dans les années 1870-1880, « Gambetta choisit d'assumer le terme; devant ses électeurs de Belleville, le 27 octobre 1876 il le commente publiquement [et] il l'accepte pour désigner ses théories en lui donnant une signification positive »⁶¹.

Ce revirement de situation est un bon exemple de la nature de l'opportunisme. Réagir avec pragmatisme et prudence aux événements intérieurs et extérieurs est l'un des préceptes fondamentaux de cette « tactique politique prônée par certains républicains au début de la III^e République, lesquels dominent la vie politique jusqu'à la fin des années 1890 »⁶².

L'opportunisme est aussi une conception singulière du pouvoir ainsi qu'une façon innovatrice de gouverner. Cette philosophie positiviste, portée par de grands noms de la III^e République, tels que Gambetta⁶³, Ferry, Freycinet et Waddington, fait du gouvernement un guide respectant la volonté populaire⁶⁴. Pour les opportunistes, « la République n'aura d'avenir que si elle est admise par la masse de la population

⁶¹ Grévy, *La République des opportunistes...*, p. 48.

⁶² Sébastien Boulay. *Répertoire historique du XIX^e siècle français et européen*. Paris, Ellipses, 2006, p. 354.

⁶³ Le rôle de Gambetta au sein du mouvement opportuniste est à la fois essentiel et ambigu. Voir p.47.

⁶⁴ Serge Berstein. «Jules Ferry», dans Léo Hamon. *Les Opportunistes, les débuts de la République aux républicains*. Paris, Maison des sciences de l'homme, 1991, p. 263.

française »⁶⁵. Ces républicains se veulent un gouvernement d'observation des courants populaires, des pensées et des contextes qui a renouvelé sa foi en le suffrage universel⁶⁶.

« Le progrès n'est pas [pour les opportunistes] une suite de soubresauts ni de coups de force. Non, c'est un phénomène de croissance sociale qui se produit d'abord dans les idées et descend dans les mœurs pour passer ensuite dans les lois »⁶⁷.

L'opportunisme est enfin une « politique avisée, ne laissant jamais passer l'heure propice, les circonstances favorables, mais ne sacrifiant rien ni au hasard ni à l'esprit de violence »⁶⁸. Cette volonté d'attendre le moment opportun et de ne pas presser l'évolution vers la République française, comme les opportunistes l'entendent, suscitera d'ailleurs de vives critiques de l'opposition radicale.

Le concept fait son apparition en réaction à une situation politique particulière en France et est avant tout, une politique intérieure. Il semble aussi un moyen efficace de s'opposer à une scène politique française qui se trouve dans un piètre état. Confrontés à une situation politique chaotique, les opportunistes proposent l'unité, la prudence et le pragmatisme.

« Plus qu'une doctrine, l'opportunisme est donc un principe d'opposition, fortement lié aux hommes et aux circonstances. Gambetta se félicite parfois des lenteurs de la politique puisqu'elles donnent le temps au parti républicain de s'instruire, de faire ses preuves, de produire des hommes et aussi de gagner la confiance des indifférents et des timides. Car la République doit accueillir sans exclusive ceux qui viennent à elle. Ce qui avait fondamentalement changé [comparativement aux autres générations et autres partis] était le rapport au temps. Plutôt que de vouloir réaliser immédiatement la République idéale, il faudrait procéder avec prudence, progressivité et pragmatisme »⁶⁹.

Enfin, l'opportunisme se manifeste en ce qui concerne les questions extérieures. En effet, les opportunistes appliquent ces mêmes vues politiques à leur conduite sur le plan internationale, c'est-à-dire un pragmatisme implacable, une ouverture face aux

⁶⁵Gisèle et Serge Berstein. *La Troisième République*. Paris, MA Éditions, 1987, p. 224.

⁶⁶ Philippe Vigier. «Gambetta» dans Léo Hamon *Les Opportunistes, les débuts de la République aux républicains...*, p. 256.

⁶⁷Berstein, «Jules Ferry», dans Hamon. *Les Opportunistes, les débuts de la République aux républicains...*, p. 263.

⁶⁸ *Discours de Gambetta*, IX, p. 399, Belleville, Élysée-Ménilmontant, le 12 août 1881.

⁶⁹ Grévy, *La République des opportunistes...*, p. 46.

opportunités qui se présentent et une constante prudence. Nous aborderons successivement les prémisses de cette politique et son essence afin d'en venir, dans les prochains chapitres, à l'usage que les hommes politiques français en feront.

Les prémisses de l'opportunisme républicain

1871 ouvre la voie à une nouvelle ère des relations internationales, particulièrement en ce qui a trait aux interactions franco-allemandes. Cette phase fondamentale pour la suite des événements laisse, au-delà de toutes considérations, de profondes séquelles en France. Plus qu'à l'identité française, cet épisode porte atteinte à la perception de l'Allemagne entretenue en France depuis quelques décennies. Cette étape vient bousculer les rapports extérieurs, l'identité nationale française et l'image que l'on se fait en France du pays voisin. Enfin, les cicatrices laissées par 1871 y sont pour beaucoup dans la chute du gouvernement centriste et la montée du radicalisme vers les années 1886-1887.

Cette date butoir, 1871, plus qu'un simple moment de défaite française face à l'armée prussienne, bouleverse profondément la France. On peut identifier au minimum cinq conséquences résultantes de la guerre franco-prussienne ainsi que de la création de l'Empire allemand en janvier 1871. Dans un premier temps,

« la victoire allemande, en proposant à la France le modèle de son pays arrivé en 1870 seulement à la réalisation consciente de son unité, allait donner à la réflexion des intellectuels français et à leurs méditations politiques une inflexion toute nouvelle. Loin de promouvoir un idéal universel, ils devaient limiter leur pensée à leur pays diminué. Après 1870, et sous l'influence allemande, va se créer un mouvement précédemment impensable en France : le repliement sur la nation conçue comme une création historique originale, à l'image de l'Allemagne »⁷⁰.

L'isolement français et la redéfinition du rôle de nation lumière en Europe constituent deux autres conséquences tout aussi importantes. En effet, « la France, qui aimait se présenter comme la nation guide, est devenue un pays incomplet depuis la perte de l'Alsace-Lorraine; et cela sera cruellement ressenti pendant un demi-siècle »⁷¹. Enfin, un

⁷⁰ Claude Digeon. *La crise allemande de la pensée française, 1870-1914...*, p. 77.

⁷¹ *Ibid.*, p. 98.

profond complexe psychologique est généré dans l'opinion publique française par l'avènement de l'unité allemande. Après 1871, l'assurance française quant à la valeur de sa société, son pays, ses pensées et ses principes se voit ébranlée, voire concurrencée par une hantise de l'Allemagne, de son peuple et de sa puissance. Il est de plus intéressant de dénoter une certaine fixation française à se comparer à l'Allemagne ainsi qu'un sentiment d'infériorité relatif à cette nouvelle puissance⁷².

La France se terre, à partir de cette époque, dans une opposition constante et sans équivoque à l'Empire. Le peuple français, érudit ou non et de différentes générations, subit un profond bouleversement quant à sa vision de l'Allemagne⁷³. Ainsi, entre l'Allemagne de 1869, temple de l'intelligence, et l'Allemagne de 1871, horrible et glorieuse, il y a un net abîme⁷⁴. La conviction si répandue avant 1870 que l'établissement définitif de la paix en Europe est imminent est oubliée. La paix allemande a triomphé et elle n'est fondée aux yeux de la France que sur une injustice et maintenue par la force⁷⁵.

1871 est non seulement une année de bouleversements ainsi que d'émotions pour la France, mais elle est de plus, le début d'un nouveau rapport de force en Europe. La France a maintenant un rôle subordonné à la jeune puissance allemande sur la scène diplomatique⁷⁶. L'Allemagne est ainsi une autorité de fraîche date qui doit cohabiter avec un État français qui éprouve de forts ressentiments à son égard.

⁷² L'on peut de plus identifier une apparente volonté de refus impératif de l'autre et de positionnement de soi à l'antipode du voisin allemand, c'est-à-dire de définition de soi essentiellement en rapport à l'Allemagne, par image inversée de l'autre. Voir à ce sujet Claude Digeon. *La crise allemande de la pensée française, 1870-1914...*, p. 76.

⁷³ Claude Digeon dépeint, dans son œuvre *La crise allemande de la pensée française*, les différentes formes de compréhension et d'inclusion de l'autre connues en France sous diverses générations. Il illustre successivement les idées, perceptions et sentiments des générations de 1850, de 1870 ainsi que de 1890 par rapport à l'Allemagne.

⁷⁴ *Ibid.*, p. 8.

⁷⁵ *Ibid.*, p. 324.

⁷⁶ Voir Jean-Claude Allain, Pierre Guillen, Georges-Henri Soutou, Laurent Theis et Maurice Vaïsse. *Histoire de la diplomatie française. Tome II de 1815 à nos jours*. Paris, Perrin, 2005. 636 pages.

La politique intérieure de l'opportunisme

Notre propos concerne essentiellement la politique étrangère des opportunistes. Plus précisément, l'intégrité de leur conduite extérieure vis-à-vis de la politique de Bismarck. Néanmoins, un détour par l'aspect intérieur de la politique opportuniste s'impose.

La guerre franco-prussienne ouvre une période d'instabilité gouvernementale qui s'étend de 1871 à 1887. L'opportunisme se caractérise à l'intérieur par la défense des principes de 1789, particulièrement la souveraineté nationale, l'égalité, la laïcité des institutions, la liberté d'expression, de réunion et d'association. Gambetta et Ferry « considèrent les républicains comme les fils de 1789, les héritiers et les continuateurs de la Révolution française [...] après un siècle de lutte entre le progrès et la réaction, les républicains ont pour mission d'achever la Révolution »⁷⁷. Qui plus est, les opportunistes cherchent lentement à faire de la France une véritable République, à unifier les vues politiques et à réformer les institutions françaises pour en faire les porte-étendards de la République. Au final, « les républicains ne formeraient plus un parti, une opinion, une école, car ce serait la nation tout entière, la France, qui serait la République »⁷⁸.

Sans avoir atteint la République intégrale, les opportunistes se sont maintenus au pouvoir assez longtemps pour mener à terme certains de leurs projets phares et assurer une stabilité relative à la III^e République. Cette durabilité est en lien direct avec la politique opportuniste exercée, à l'intérieur comme à l'extérieur. Le support allemand et la prudence dont le gouvernement opportuniste fait preuve sont aussi les atouts majeurs de ce dernier, particulièrement sur la scène internationale.

La politique extérieure de l'opportunisme

À compter de la mise en place du gouvernement Thiers, la logique du pouvoir français consiste, comme l'écrit Bismarck le 24 avril 1871, « à désirer, en secret il est vrai, notre coopération [celle de l'Allemagne], mais à rougir en quelque sorte, vis-à-vis de la France de

⁷⁷ Grévy, *La République des opportunistes...*, p. 35.

⁷⁸ *Ibid.*, p. 48.

son entente avec nous »⁷⁹. L'Allemagne fascine plus que jamais une France qui ne peut oublier l'humiliation de 1871. Les offres de Berlin seront toujours alléchantes pour le gouvernement opportuniste, mais on n'y répondra qu'avec retenue, et ce, dès 1871.

Plusieurs spécialistes se sont ultérieurement prononcés sur l'opportunisme républicain et sur la politique extérieure qui s'y rattache. Des auteurs comme Taylor et Mitchell, voient dans l'opportunisme une réaction à la politique bismarckienne. Les républicains ont réagi aux avances de Bismarck, mais n'ont rempli qu'un rôle plus ou moins actif dans ces échanges et n'ont pas volontairement cherché le concours allemand. Ils auraient donc eu une fonction passive. Ils n'auraient pas non plus envisagé, dès l'élaboration de la politique opportuniste à l'intérieur, de regagner la scène extérieure, de se servir de l'Allemagne pour arriver à leurs fins et d'imposer leurs termes à la conciliation proposée⁸⁰.

Il est légitime de se questionner quant au rôle de l'opportunisme dans la conciliation franco-allemande. Pour notre part, nous ne croyons pas que la politique bismarckienne explique seule cette situation avantageuse pour la France. Avec un gouvernement replié sur lui-même, comme en 1871, ou encore, avec un gouvernement influencé par le chauvinisme, cette collaboration n'aurait guère été possible. Si, de cette manière l'opportunisme joue déjà un rôle, quoique passif, face au dessein bismarckien, il remplit aussi une fonction active grâce à ses différentes décisions.

Dès 1874 Gambetta envisage de se rapprocher, dans une certaine limite, de la puissance allemande en politique extérieure⁸¹. Bien entendu, l'opportunisme républicain agit avec prudence, à certains moments discrètement face à l'Assemblée, quelques fois tel un miroir de la politique bismarckienne — par rapport à la question égyptienne, par exemple. Néanmoins, Paris procède en fonction de ses besoins et non en réaction à la stratégie du Chancelier. L'opportunisme n'est point un produit de la politique de Bismarck, n'évolue

⁷⁹ Cité dans Poidevin, *Les relations franco-allemandes (1815-1975)...*, p. 96.

⁸⁰ Mitchell, *The German influence in France after 1870...*, p. 185.

⁸¹ Vigier, «Gambetta», dans Hamon. *Les Opportunistes, les débuts de la République aux républicains...*, p. 252.

pas en réponse à celle-ci, mais il constitue plutôt un fruit de la situation, de l'époque et de l'état de la France – politiquement, socialement et culturellement.

Certains auteurs rejoignent en partie notre pensée. Nous pensons ici à Barral, Berstein et Guillen. Ces derniers voient dans l'attitude du gouvernement opportuniste à l'endroit de l'Allemagne un moyen de redorer l'image nationale, une façon de recouvrer un rôle international et de s'assurer des débouchés économiques⁸². Quant à la relation entre le gouvernement opportuniste et l'Allemagne, ils considèrent que les républicains

« évoluent vers une attitude moins intransigeante pour rechercher avec l'Allemagne une détente, une sorte de *modus vivendi*, voire même une entente limitée dans les questions extraeuropéennes pour soutenir contre l'Angleterre leur politique d'expansion [mais que] sous peine d'être renversés, les gouvernements opportunistes doivent renoncer à causer avec Berlin »⁸³.

La France développe effectivement un habile pragmatisme en politique extérieure qui, sans oublier les provinces perdues, est exempt de ressentiments et tend plutôt vers des rapports rationnels avec le voisin allemand. Cet opportunisme fait bénéficier la France d'appuis internationaux, d'avantages territoriaux et économiques et de nouvelles acquisitions.

Or, si nous adhérons globalement à cette analyse, nous croyons cependant que les républicains n'abandonnent pas l'idée d'entente avec l'Allemagne. Au risque de devoir céder le pouvoir, les ministères successifs sont restés dans la voie de la collaboration franco-allemande parce que cela répondait au moment même, mieux que toute autre politique, à leur conception des besoins de la France.

Quelques constantes influencent néanmoins le cours de la politique étrangère des opportunistes: le désir assez généralisé de paix, lequel s'oppose à la persistance de l'idée de revanche; le refus d'une conciliation avec l'Allemagne; le vœu de sortir de l'isolement;

⁸² Guillen, «Les républicains opportunistes et la politique étrangère», dans Hamon, *Les Opportunistes, les débuts de la République aux républicains...*, p. 188.

⁸³ *Ibid.*, p. 191.

l'engouement pour une politique coloniale rendant à la France son honneur et sa gloire; la fixation obsessionnelle pour la région des Vosges⁸⁴. La République des opportunistes est celle des contrastes et des hésitations. Cette ambiguïté n'est pas l'essence de la politique opportuniste. C'est plutôt le résultat des besoins contradictoires exprimés par la France et de la tentative gouvernementale d'y répondre.

Enfin, l'opportunisme est pour les républicains, il ne faut point l'oublier, un discours ainsi qu'une méthode de gouverner⁸⁵. La matérialisation de cette méthode sera ainsi observée en détail dans les chapitres subséquents à travers les propos des politiciens et du corps diplomatique et leurs actions. Ce discours français, de 1871 à 1885, se positionne et délibère sur la perte de l'Alsace-Lorraine, sur l'Allemagne, sur la politique bismarckienne et sur la coopération franco-allemande.

Conclusion

Les politiques bismarckienne et opportuniste sont ainsi deux entités relativement jeunes qui vont interagir dans un contexte international fort nouveau. Elles sont toutes deux des politiques intérieures et extérieures. Bismarck a su assurer une stabilité intérieure par des concessions novatrices sur le plan social, par d'habiles manœuvres politiques en se jouant des libéraux et des conservateurs et par un complexe réseau d'alliances à l'extérieur.

Le gouvernement opportuniste tente de calmer le jeu politique à l'intérieur et de donner satisfaction aux revendications françaises en se lançant dans une politique d'expansion.

Pour les opportunistes,

« le recueillement en Europe s'impose provisoirement [après 1871], d'où la nécessité de se lancer dans une politique d'expansion hors d'Europe, à la fois pour rendre confiance aux Français et parce que les autres grandes nations européennes

⁸⁴ Voir Poidevin, «La politique extérieure de Jules Ferry 1883-1885» dans François Furet. *Jules Ferry, fondateur de la République/Actes du colloque organisé par l'École des Hautes Études en Sciences Sociales*. Paris, Éditions de l'École des Hautes Études en Sciences Sociales, 1985, p. 213.

⁸⁵ Grévy, *La République des opportunistes...*, p. 295.

s'engagent dans cette voie et que si la France ne suit pas, elle cessera de compter comme puissance »⁸⁶.

Il est impératif de connaître les tenants de ces deux politiques pour saisir les discours et les actions du gouvernement opportuniste dans le cadre de la politique de rapprochement promue par l'Allemagne. C'est avec l'analyse de ces discours et des actions posées que nous serons en mesure d'élucider le rôle véritable du gouvernement opportuniste dans cette période de conciliation franco-allemande.

⁸⁶ Guillen, «Les républicains opportunistes et la politique étrangère», dans Hamon, *Les Opportunistes, les débuts de la République aux républicains...*, p. 184.

Chapitre 2

Évolution des discours

La politique extérieure de l'opportunisme n'est pas une réaction défaitiste, antipatriotique et de contrainte relative à la politique du Chancelier allemand. « Dans toute cette affaire [les opportunistes] ne s'engagent qu'avec beaucoup de prudence et il est clair, dès le départ, qu'ils ne veulent pas d'une discussion sur l'Alsace-Lorraine, d'une alliance ou d'un rapprochement trop marqué »⁸⁷. Leur politique extérieure est une réplique originale qui sut, en se dégageant autant que possible du chauvinisme ambiant, contribuer à une atténuation des tensions franco-allemandes. Il est nécessaire d'aborder les thèmes de leur discours et des réalisations politiques du pouvoir. Ce que l'esquisse de ces deux thématiques permet d'élucider est essentiellement l'opportunisme en lui-même, sa logique et son évolution.

L'opportunisme républicain fut établi et modelé au gré des événements politiques des années 1871 à 1885. On y voit la réponse appropriée à une œuvre ainsi qu'un monde diplomatique sur lequel la France n'a plus le contrôle. Enfin, le pouvoir a une attitude gouvernementale ambiguë afin de répondre aux besoins de la France et de développer son programme politique. Cette conduite est perceptible tant dans les mots que dans les actes du gouvernement.

Il convient de rappeler que le discours français retenu dans ce travail est exclusivement celui qui s'attarde à la politique extérieure opportuniste. Deuxième fait important pour l'évolution de notre analyse, nous aborderons essentiellement le discours du gouvernement au pouvoir et des corps officiels, tels le Quai d'Orsay, le Président du Conseil et ses ministres. Enfin, ce discours français varie d'un politicien à l'autre ainsi qu'en fonction des différents partis. Il se modifie aussi au gré des époques et des événements diplomatiques. Nous nous pencherons ainsi sur quelques lignes directrices du discours opportuniste, sur le propos français post-1871 et la constante de l'Alsace-Lorraine

⁸⁷ Poidevin, *Les relations franco-allemandes, 1815-1975...*, p. 140.

en tant qu'embûche à la détente avec l'Allemagne, pour enfin illustrer le discours traitant de la politique bismarckienne.

Quelques lignes directrices

Il est possible de mettre en lumière certains traits caractéristiques faisant de ces discours hétéroclites, les porte-étendards d'une même politique, l'opportunisme. Bien que prononcés par divers politiciens aux vues parfois opposées, ces discours recèlent des points de convergence.

Une politique progressive

Si l'opinion des groupes d'opposition de la III^e République, essentiellement les monarchistes⁸⁸, l'extrême gauche radicale et la droite libérale⁸⁹, ne fluctue guère au fil des années, il en est tout autrement pour les républicains modérés au pouvoir. Leurs propos au regard de la politique bismarckienne évoluent particulièrement des années 1871 à 1890. En effet, les présidents du Conseil, Waddington, Freycinet, Ferry et Gambetta, entre autres, ont tous une vision de l'Empire qui progresse à différents rythmes et de diverses manières. Pour certains, tel Gambetta, cette conception connaît une forte mutation au gré du temps.

« Bien vite [Gambetta] comprend les inconvénients de cette image de belliciste [qu'il porte et essaie d'y remédier]. Du point de vue intérieur, elle risque de lui nuire auprès des Français dont le vote de février 1871 a incontestablement montré qu'ils désiraient la paix. D'autre part, elle risque d'indisposer les chancelleries européennes qui craignent qu'un nouveau conflit tourne à l'avantage de l'Allemagne et lui assure une position hégémonique sur le continent »⁹⁰.

Malgré cette évolution que connaît la pensée républicaine modérée, plusieurs éléments de la société française opposent un refus catégorique à tout rapprochement franco-

⁸⁸ Orléanistes ou légitimistes.

⁸⁹ Les principaux pourfendeurs d'une entente même minime avec l'Empire allemand sont essentiellement le Duc de Broglie et Georges Clemenceau. Voir Guillen, *L'Expansion, 1881-1898...*, p. 109.

⁹⁰ Grévy, *La République des opportunistes...*, p. 83.

allemand⁹¹. Cela rend difficile toute position publique en faveur d'une conciliation quelconque avec l'Allemagne. Cette réticence à l'accommodement incite l'autorité républicaine à la prudence et à la discrétion quant à ses véritables visées politiques. Le gouvernement opportuniste passe sous silence certaines décisions politiques pour éviter le tollé de protestations de la Chambre et de l'opinion publique. L'opposition et la presse saisissent toutes les occasions de dénoncer les aventures coloniales françaises. Elles déplorent, par exemple, « les carences dans la préparation et l'exécution de l'expédition de Tunis, les dessous financiers scandaleux, les menaces portées à la paix [et] l'altération des relations avec le monde musulman »⁹².

Un discours prudent et ambigu

Le discours républicain est prudent parce que l'opinion française, l'instabilité des cabinets, l'éclatement du milieu politique et la situation en politique extérieure l'exigent. La nature même de l'opportunisme et des visées qu'il se donne encourage la prudence. En effet, n'oublions pas que la politique opportuniste favorise l'action progressive en toute décision, tout changement pour ainsi ne pas presser les choses et laisser le temps aux réformes ou aux nouvelles idées de gagner les esprits.

La prudence dont font preuve les opportunistes implique néanmoins quelques désavantages. Ferry et Courcel contribuent par exemple au revirement et à l'échec de la politique de Bismarck parce qu'ils y opposent une prudence inébranlable. Cette prudence est néanmoins de mise, car l'opinion n'est pas prête à une quelconque conciliation et beaucoup voient en une entente avec l'Allemagne la fin de l'indépendance française en politique étrangère⁹³. Elle est d'autant plus d'usage en ce qui concerne les questions extérieures, ces dernières étant un incontournable sujet de controverses et de discordes.

« La méthode opportuniste qui faisait merveille pour les affaires proprement intérieures semblait tout naturellement à Jules Ferry la plus indiquée pour les

⁹¹ Que l'on pense aux organes chauvinistes, la Ligue des patriotes par exemple, ou à la presse en général, la majorité des milieux politiques semble partager un patriotisme antiallemand des plus virulents. Voir Guillen, *L'Expansion, 1871-1898...*, p. 118.

⁹² *Ibid.*, p. 110.

⁹³ DDF, 2, Saint-Vallier à Waddington, n°365, Berlin, 28 décembre 1878.

affaires extérieures. En butte à une double opposition (monarchiste et radicale), qui reprochait déjà à Gambetta ses compromissions supposées avec l'Allemagne et au premier Cabinet Ferry son aventure *Tunisie*, il répugne à procéder par des annonces spectaculaires ou de grandes affirmations doctrinales : vis-à-vis de l'Allemagne comme vis-à-vis de l'Empire colonial naissant, face à un parlement indifférent ou hostile à toute idée d'expansion territoriale (qui détournerait les Français de la récupération des provinces perdues), il se montre prudent, en insistant simplement sur la nécessité pour la France, dans une Europe résolument protectionniste de rechercher de nouveaux débouchés [...] »⁹⁴.

L'ambiguïté du discours est ainsi un troisième élément à retenir. En effet, peu importe le contexte à l'intérieur duquel les allocutions républicaines sont prononcées, elles sont toutes caractérisées par l'ambivalence. Cette dernière n'est pas due à un manque de planification ou d'organisation, mais plutôt à une stratégie qui laisse planer le doute sur les actions réelles de l'autorité. L'opportunisme et son entière évolution sont étroitement liés à la situation au sein de laquelle cette politique émerge⁹⁵, car la scène politique française est hétérogène, les aspirations hétéroclites et souvent contradictoires.

« [Même] la famille républicaine est toujours divisée. Elle n'a pas réussi à constituer le ou les deux partis qui auraient pu permettre au parlementarisme de fonctionner harmonieusement. Cette incapacité à se réunir sera surmontée par instants, lorsque des coalitions, dites de défense républicaine, se formeront [...] »⁹⁶.

C'est pourquoi les opportunistes demeurent ambigus quant à leurs projets politiques. Ils comptent s'assurer un ralliement populaire minimal qui leur permettrait d'atteindre leurs buts politiques, tout en répondant aux aspirations de la France.

Un caractère populaire et de ralliement

La France des années 1870-1880 exige un gouvernement fort et apte à répondre à l'ensemble des difficultés particulières qu'elle éprouve. « Sous la houlette de Gambetta, les républicains devinrent des hommes de gouvernement »⁹⁷ et tentèrent tant bien que mal de combler ces attentes. Ayant saisi l'importance du verbe, Gambetta et Ferry utilisent leurs

⁹⁴ François Broche. *La III^e République, 1870-1895, de Thiers à Casimir-Perier...*, p. 372.

⁹⁵ Grévy, *La République des opportunistes...*, p. 295.

⁹⁶ *Ibid.*, p. 294.

⁹⁷ *Ibid.*, p. 295.

discours pour charmer et ainsi, gagner la foule⁹⁸. Leur rhétorique est empreinte de patriotisme, de fierté nationale et des idées de 1789. Elle se garde cependant, au fil du temps, de répandre des idées belliqueuses ou de vanter la réconciliation franco-allemande. Les opportunistes sont conscients que l'opinion française ne veut ni d'une nouvelle guerre ni d'une conciliation avec l'Allemagne. Le discours nébuleux et imprécis laisse donc une marge de manœuvre aux opportunistes.

Les opportunistes tentent aussi de réunir coûte que coûte les républicains en un parti politique uni. Gambetta et Ferry souhaiteraient faire des factions républicaines une entité politique qui s'exprime en une seule et même voix. Et s'il n'est pas possible d'homogénéiser les vues politiques des différents partis français, ils désireraient à tout le moins que la dissension affecte moins les rangs républicains. Jules Ferry s'exprime en ce sens le 15 octobre 1874 : « messieurs, avant de refaire une France grande, faisons une France une. Refaisons l'union de tous les Français. Reconstituons le grand parti national sous les plis d'un drapeau qui puisse l'abriter, parce qu'il est le seul sur lequel, aujourd'hui comme au temps de l'invasion, tous les Français puissent servir avec honneur »⁹⁹.

Une attitude pragmatique

Gambetta écrit à Léonie Léon¹⁰⁰ à propos du discours de Bismarck au Reichstag le 19 février 1878 :

« tu as pu lire [...] le discours du monstre. Je suis ravi, enchanté : c'est bien ce que j'avais désiré, attendu, sans oser y compter. Nous y occupons, sous le voile de l'allusion, une place importante et distinguée. L'équilibre et la répartition des forces continentales y sont admirablement indiqués. [...] C'est en vérité plus que nous ne pouvions espérer de l'esprit fantasque et véhément de l'aventurier de génie qui a fait la nouvelle Allemagne par le fer et le feu et selon la terrible formule : la force prime le droit. Voici que se lève maintenant de cet homme l'aurore radieuse du droit; c'est à nous à présent de profiter des circonstances, des dispositions, des ambitions rivales

⁹⁸ *Ibid.*, p. 295.

⁹⁹ Jules Ferry. *Discours*, 2, L'industriel vosgien, p. 120-123 cité dans Grévy, *La République des opportunistes...*, p. 34.

¹⁰⁰ Léonie Léon est l'amante de Léon Gambetta. Ils entretiennent une importante correspondance de 1872 à 1882. Environ 1000 de ces lettres ont été conservées et certaines concernent la politique de Gambetta.

pour poser nettement nos plus légitimes revendications et fonder avec lui l'ordre nouveau »¹⁰¹.

Cette lettre, datée du 20 février 1878, est caractéristique de l'attitude de Gambetta à l'endroit de l'Empire allemand, c'est-à-dire qu'elle ne laisse, dans l'ensemble, que des impressions sur la pensée réelle de son auteur. Gambetta semble apprécier ce discours de Bismarck au Reichstag, car ce dernier paraît bien disposé à accueillir de nouveau la France sur la scène internationale et c'est exactement ce qu'il recherche. Ayant délaissé la Revanche et la politique de repli sur soi, Gambetta croit la France prête à se lancer dans une politique extérieure plus active.

Cette lettre fait surtout transparaître la pensée pragmatique de Ferry et des opportunistes. C'est ce pragmatisme qui encourage les opportunistes à considérer les avances de Bismarck non pas comme une attitude face à laquelle on ne peut qu'opposer un refus catégorique, mais plutôt comme une opportunité à saisir pour réaliser ses visées à l'extérieur. Les opportunistes ont toujours fait de la politique extérieure un élément crucial de leur programme¹⁰².

Un discours pour une politique extérieure active

Les opportunistes sont en général du même avis : le retour de la France sur la scène internationale est essentiel pour son développement ultérieur. La politique de recueillement fait ainsi de moins en moins d'adeptes dans ses rangs. Quoique de manières parfois différentes, les opportunistes prônent un réinvestissement du théâtre diplomatique.

Outre le facteur d'affirmation nationale, les républicains voient dans une politique étrangère active une façon de développer les exportations et les investissements à

¹⁰¹ *Lettres de Gambetta*, Gambetta à Léonie Léon, n°357, 20 février 1878.

¹⁰² Grévy, *La République des opportunistes...*, p. 83.

l'étranger¹⁰³. Mettant de côté leur rôle de nation lumière à l'étranger, les opportunistes et particulièrement Gambetta « situe[nt leur] discours en rupture avec une certaine tradition républicaine, né à la fin du XVIII^e siècle et vivifiée par les romantiques qui voient avant tout dans la France la grande nation libérant les peuples asservis et leur apportant la Déclaration des droits de l'homme »¹⁰⁴.

Enfin, deux constantes demeurent quant aux moyens d'y parvenir. Les opportunistes reconnaissent, pour la plupart, que le recouvrement d'un rôle international important pour la France passe par une politique d'implication dans le domaine colonial et que celle-ci a plus de chance de réussir avec le concours allemand.

Certains continuent ardemment d'espérer une guerre de revanche et sont forts déçus de l'évolution de la politique extérieure des opportunistes. Challemel-Lacour écrit à Dionys Ordinaire le 25 février 1881:

« Il faut vouloir ce qu'on veut, condamnés comme nous le sommes, c'est mon avis, à ne faire la guerre qu'à coup sûr, il faut savoir attendre les circonstances favorables, sans faire blanc de son épée. Je me moque absolument qu'on me reproche de ne pas parler un langage assez fier, pourvu que nous soyons les plus forts quand il faudra marcher. Je voudrais que le monde entier s'abusât sur nos forces, sur nos ressources jusqu'au jour où nous pourrions en user largement. Mais il ne s'abuse pas, on parle trop, et c'est pourquoi l'Europe nous honore de ses défiances et de ses antipathies. Elle voit en nous comme autrefois les éternels trouble-fête, et ce n'est pas ce qui hâtera pour nous l'heure de la Revanche »¹⁰⁵.

Cette idée de revanche sera fréquemment utilisée pour attaquer la conduite intérieure et extérieure des opportunistes. Bien qu'elle relève essentiellement de l'imaginaire¹⁰⁶, elle occupe une place importante dans le discours français et républicain après 1871 et influencera nécessairement le cours des choses pour les différents cabinets opportunistes.

¹⁰³ Guillen, «Les républicains opportunistes et la politique étrangère», dans Hamon, *Les Opportunistes, les débuts de la République aux républicains...*, p. 188.

¹⁰⁴ Grévy, *La République des opportunistes...*, p. 85.

¹⁰⁵ Lettre de Challemel-Lacour envoyée à Dionys Ordinaire, le 25 février 1881, Papier ordinaire cité dans Grévy, *La République des opportunistes...*, p. 93.

¹⁰⁶ Grévy, *La République des opportunistes...*, p. 19.

Le chauvinisme fait place à l'opportunisme

Le malaise français à l'égard de l'Allemagne, présent dans toutes les classes, influe sur la politique gouvernementale après 1871. En effet, avec l'établissement de la III^e République, le parti républicain est au départ acquis à l'idée de la revanche. Ne souhaitant point l'exaltation d'un sentiment antiallemand qui serait incontrôlable, les républicains, et sans doute l'opinion française, désirent plutôt récupérer l'Alsace-Lorraine et voir la révision des conditions du Traité de Francfort¹⁰⁷. Le gouvernement républicain pourra jouer de ce ressentiment populaire à maintes circonstances. « Un sentiment antiallemand, qui voit dans l'Allemagne une menace vitale pour la subsistance même du pays s'est constitué dès la fin de la guerre [de 1871 et] la III^e République pourra l'entretenir, le structurer, l'élargir »¹⁰⁸. Néanmoins, si la nation française se fait une représentation négative de l'autre, elle ne veut cependant pas sombrer dans « l'antagonisme irréductible ».

Le courant dominant, majoritairement antiallemand, se retrouve dans le parti républicain de 1871. Certains républicains, plus tard opportunistes, se font dans les premiers temps de leur mandat à l'Assemblée les garants de la revanche.

« De 1871 à 1874, Gambetta ne cesse de proclamer l'attachement qu'il porte à la France. Ses allusions à l'Alsace-Lorraine sont si explicites qu'il passe pour l'homme de la Revanche. Son action pendant la Défense nationale, sa démission en mars 1871, ses liens avec les Alsaciens-Lorrains et avec des anciens combattants, l'attention qu'il porte à la réorganisation de l'armée, tout contribue à faire de lui un va-t-en-guerre »¹⁰⁹.

Ces républicains recueillent ainsi au début l'appui populaire par leurs discours enflammés¹¹⁰, mais s'aperçoivent rapidement que l'opinion désire avant tout la paix.

Il ne faut pas omettre le caractère lyrique, voire mythique, de l'idée de revanche. Sans nier la connotation agressive et chauvine des paroles proférées à l'endroit de l'Allemagne et de

¹⁰⁷ Guillen, *L'Expansion...*, p.108.

¹⁰⁸ Stéphane Audoin-Rouzeau. « 1870 : Une étape oubliée vers la guerre totale, Étude d'opinion publique ». *Historiens et géographes*, volume 83, numéro 338, p. 94.

¹⁰⁹ Grévy, *La République des opportunistes...*, p. 83.

¹¹⁰ Voir, entre autres, Juliette Adam. *Après l'abandon de la revanche*. Tome VII. Paris, Alphonse Lemerre, 1910. 495 pages.

sa politique par les républicains, « l'idée de revanche releva indéniablement davantage du mythe que d'un véritable programme [politique] »¹¹¹. Elle est objet de cohésion sociale, de résurrection nationale et enfin de stabilité intérieure. La germanophobie et le patriotisme antiallemand dominant l'essentiel des courants politiques et des idées en général, cette idée de revanche permet aux dirigeants d'avoir une cause commune à laquelle lier l'opinion¹¹².

Néanmoins, ce concept demeure théorique et une bonne partie des républicains envisage la récupération de l'Alsace-Lorraine par des voies diplomatiques ou pacifiques. « Gambetta est le premier homme politique à prononcer le mot de revanche, mais il est également le premier [...] à envisager de récupérer l'Alsace et la Lorraine par des voies pacifiques »¹¹³. L'ambiance régnant à compter de 1871 n'autorise cependant guère les opportunistes à s'exprimer ouvertement en ce sens. Les modérés optent, durant les années 1870, pour le silence et battent en retraite pour un certain temps. On pense ici, entre autres, à Ferry, Waddington et leur organe républicain de gauche *Le Temps*. Il faudra attendre les années 1880 pour que les partisans de l'expansion s'expriment plus ouvertement, dans *Le Temps* par exemple, où le sénateur Littré déclare « que l'expansion sera la compensation aux pertes en Europe »¹¹⁴.

Si le discours dominant des années 1870 est agressif, il est de même de plus en plus discret ou du moins, tend à l'être. En effet, la crainte d'inquiéter les différentes autorités européennes motive le confinement des sentiments revanchards en un prudent et vigilant chauvinisme¹¹⁵. On tente de minimiser les contrecoups des discours belliqueux et de

« corriger cette réputation, pour rassurer l'opinion publique aussi bien que l'opinion internationale. C'est pourquoi [...] les opportunistes adoptent un langage très prudent où il n'est question de l'Alsace et la Lorraine que par

¹¹¹ Grévy, *La République des opportunistes...*, p. 19.

¹¹² Voir Guillen, *L'Expansion...*, p. 118.

¹¹³ Grévy, *La République des opportunistes...*, p. 20.

¹¹⁴ *Le Temps*, 4 janvier 1880, p. 3 cité dans Guillen, *L'expansion...*, p. 104.

¹¹⁵ Grévy, *La République des opportunistes...*, p. 83.

allusions. [Ces derniers sont] très soucieux de ne pas donner à l'Allemagne de *casus belli* avant que la France n'ait terminé la réorganisation de son armée »¹¹⁶.

Les opportunistes ont d'ailleurs raison de craindre les effets d'une telle attitude belliciste. Les critiques se font vives à l'extérieur, à commencer par le Chancelier allemand. Bismarck critique, en ce qui concerne l'idée de revanche,

« [les] ministres et diplomates français [dans le cas échéant, le gouvernement opportuniste] qui assurent qu'il ne faut pas prendre tout cela au sérieux, que les nationalistes chauvins ne sont qu'une minorité et que la masse de l'opinion réprouve leurs outrances [et leur] rétorque que la presse modérée ne met pas en garde ses lecteurs contre cette agitation germanophobe, et que le gouvernement français montre à ce propos une étrange tolérance »¹¹⁷.

Il y a malgré tout une nette évolution du discours entre le moment où Gambetta¹¹⁸ réprimande « l'insolente prétention qu'affiche le ministre prussien d'intervenir dans la constitution d'une Assemblée française [et souligne que] l'enseignement ne sera pas perdu pour ceux qui ont le sentiment de l'honneur national »¹¹⁹, et le moment où il reconnaît la tentative de rapprochement du Chancelier. L'Alsace-Lorraine est au départ une barrière psychologique et se dresse tel un mur entre les deux nations voisines¹²⁰. Ces deux provinces qui jamais ne seront « germanes ou germanisées »¹²¹ constituent indéniablement un frein à l'évolution vers un climat moins tendu. Néanmoins, le propos évolue bel et bien vers un « pensons-y toujours, mais n'en parlons jamais »¹²².

¹¹⁶ *Ibid.*, p. 83.

¹¹⁷ Cité dans Guillen, *L'expansion...*, p.121.

¹¹⁸ Lui qui, considéré tel le porte-parole de la revanche, reçoit en grand nombre des preuves de l'appui populaire, des poèmes à son endroit par exemple. Voir AE, Papiers Gambetta, 49, Georges Nicolas, typographe à La République française, à Léon Gambetta, janvier 1873.

¹¹⁹ Discours, datant du 3 février 1871, paru au sein de *La République française* dès le 7 novembre 1871 tiré de Juliette Adam, *Après l'abandon de la revanche...*, p. 71.

¹²⁰ La question de l'Alsace-Lorraine ne sera, comme nous le savons, que tardivement réglée. L'intérêt gouvernemental pour la question est continu. En effet, les dossiers du ministère des Affaires étrangères portant sur l'Alsace-Lorraine sont nombreux, volumineux et constituent un véritable miroir des relations franco-allemandes. Leur importance évolue effectivement en considération de l'évolution des rapports outre-Rhin. Voir à ce propos AE, Allemagne, carton 36, Article de la Gazette de France, février 1887.

¹²¹ Expression tirée du manifeste de Juliette Adam, *Non! L'Alsace-Lorraine n'est ni Germaine ni germanisée*. Paris, Alphonse Lemerre, 1902, 32 pages.

¹²² Pisani-Ferry, *Jules Ferry et le partage du monde...*, p. 261.

Aucun membre du parti républicain n'oublie l'Alsace et la Lorraine. Certains en font l'obstacle premier à toute entente avec l'Allemagne¹²³ tandis que les autres en font, par exemple, l'objet d'une possible négociation avec le Chancelier. Et si le gouvernement républicain semble associé à ce patriotisme antiallemand pour un temps, il s'en éloigne peu à peu, sans toutefois se positionner contre le chauvinisme ambiant. « Beaucoup de républicains, hypnotisés par la menace allemande, entendaient que le régime évitât toute aventure extérieure, ne se mêlât que le moins possible des affaires n'intéressant pas directement la sécurité de [la] frontière de l'est »¹²⁴, mais il semble y avoir, du moins de la part de la majorité, un adoucissement des positions.

Léon Gambetta en est le meilleur exemple. D'abord radical, il ajuste son tir et opte pour une politique plus conciliante dès 1873. C'est à ce moment même que l'on voit Gambetta préciser et clarifier le concept de l'opportunisme. Bien que la nature même du concept l'empêche de s'exécuter d'après un programme politique préétabli, l'opportunisme évolue tout de même selon certains préceptes de base. La politique de recueillement pratiquée depuis 1871 en France est rejetée. Cette attitude conciliante de la part de Gambetta est, pour plusieurs, une monnaie d'échange pour récupérer l'Alsace-Lorraine. En effet, l'homme politique espérait, selon certains, la restitution à la France de l'Alsace-Lorraine contre l'octroi à l'Allemagne de certains avantages économiques et coloniaux¹²⁵.

Néanmoins, comme il fut mentionné plus tôt, le parti républicain n'adhère pas en bloc, au même rythme à une attitude plus conciliante envers l'Allemagne.

« Le pouvoir républicain, c'est ce qui fait sa faiblesse, est loin de constituer un bloc persuadé de la nécessité d'une politique d'expansion [...] les arguments de l'opposition trouvent donc un certain écho au sein même de la majorité »¹²⁶.

¹²³ Gaillard, *Jules Ferry...*, p. 534.

¹²⁴ Maurice Reclus. *Jules Ferry, 1832-1893*. Paris, Flammarion, 1947. p. 246.

¹²⁵ François Broche. *La III^e République, 1870-1895, de Thiers à Casimir-Perier...*, p. 289.

¹²⁶ Guillen, *L'Expansion...*, p. 111.

En effet, le milieu politique est à l'époque des plus éclatés et il en va de même pour le parti républicain¹²⁷. Les républicains libéraux, le centre gauche, la gauche républicaine, les républicains conservateurs et le courant radical, de droite ou de gauche, ont des vues différentes sur la manière appropriée de gouverner et des visées politiques distinctes.

« [La] question du Tonkin en particulier et de l'expansion coloniale en général divise les républicains : la plupart des opportunistes sont favorables, les radicaux sont fermement opposés quant à la gauche républicaine, qui représente le monde rural, elle est séduite par les arguments de ce parti anticolonial »¹²⁸.

Si la nature du parti politique est à l'époque beaucoup plus souple qu'aujourd'hui, un certain engagement est tout de même exigé de la part des membres de la formation républicaine. Cet enrôlement frôle dans certains cas le prosélytisme, voire l'apostolat¹²⁹. On attend des républicains qu'ils se consacrent entièrement au républicanisme. Gambetta décrit ce don de soi à la cause républicaine telle

« une religion qui pourrait bien être la véritable. Cette religion s'applique à prendre un homme ignorant, rempli de préjugés, défiant, soupçonneux, égoïste, et rien que par la persuasion, par la douceur, par la pénétration, elle s'applique à l'amener à soi, à l'élever, à lui faire comprendre ce qu'il y a de beau, ce qu'il y a de grand dans l'histoire, et surtout dans ses rapports avec ses semblables au triple point de vue de la famille, de la cité et de la Patrie »¹³⁰.

Il n'en demeure pas moins qu'une faction épouse des vues bien différentes de celles proposées en public.

Les Gambetta, Waddington, Ferry et Freycinet, gagnés à la politique de courtoisie envers l'Allemagne, adoptent une attitude beaucoup plus flexible à l'endroit du voisin. Ni les gouvernements Thiers et Mac-Mahon ni la présidence républicaine de Jules Grévy, de 1879 à 1885, n'encouragent ostensiblement le maintien d'une profonde mésentente entre

¹²⁷ Gambetta rêvait de faire de la scène politique française un système de bipartisme alternatif, à l'exemple du modèle britannique. Il souhaitait avoir, d'un côté, un parti républicain efficace et organisé et, de l'autre, un parti conservateur représentant l'aile droite de la politique française. Ce projet échoue, entre autres, parce que la droite refuse de se plier au jeu du parlementarisme républicain et que la gauche peine à s'unir en une seule et même voie. Voir Grévy, *La République des Opportunistes...*, p. 297.

¹²⁸ *Ibid.*, p. 313.

¹²⁹ *Ibid.*, p. 205.

¹³⁰ *Discours de Gambetta*, tome III, Nantes, 16 mai 1873. p. 397.

les deux États. Néanmoins, ils ne s'empresent pas de prendre position pour la nécessité d'un rapprochement. La motivation première de ce raisonnement est de satisfaire tous les partis et l'opinion publique.

Le pouvoir républicain réagit en tenant un discours plus ou moins clair, permettant de soustraire à la vue une attitude conciliante envers l'Empire allemand¹³¹. L'autorité républicaine, craignant d'être répudiée, laisse volontairement planer une certaine ambiguïté sur sa politique effective. Elle discourt parfois en faveur d'une politique de coopération et quelquefois pour le compte des provinces à récupérer coûte que coûte. Et lors de ces élans républicains concernant l'Alsace-Lorraine, les organes populaires s'enflamment aussi, car ils se sentent soutenus ou, du moins, admis par le pouvoir.

Dans la conception opportuniste des choses, s'entendre avec l'Allemagne et vouloir le retour de l'Alsace-Lorraine à la France ne constituent pas deux visées politiques diamétralement opposées. Si de l'extérieur elles le paraissent, elles sont plutôt complémentaires dans la pensée opportuniste. « En août 1880, pour la première fois, des allusions explicites laissent entendre [que Gambetta et les opportunistes pensent] que le retour de l'Alsace-Lorraine pourra résulter non de la force, mais du droit »¹³². En 1881, Gambetta précise cette idée en déclarant :

« Il n'y a pas que la force pour résoudre les problèmes extérieurs; l'esprit de droit et de justice est bien aussi quelque chose [...] et alors je pense, j'espère que je verrai ce jour où, par la majesté du droit, de la vérité et de la justice, nous retrouverons, nous rassemblerons les frères séparés »¹³³.

Un discours de plus en plus bienveillant à l'égard de la politique allemande

On a jadis craint une action agressive de Bismarck à l'encontre de la nation française¹³⁴ et les moments de tensions, comme la crise du printemps 1875¹³⁵, ont toujours tendance à

¹³¹ Gaillard, *Jules Ferry...*, p. 534.

¹³² Grévy, *La République des opportunistes...*, p. 90.

¹³³ *Discours de Gambetta*, tome IX, Paris, réunion électorale du XX^e arrondissement, 12 août 1881.

¹³⁴ Guillen, *L'Expansion...*, p. 118.

¹³⁵ On a craint une guerre préventive de la part de l'Allemagne car celle-ci s'est montrée très inquiète face au réarmement français. Voir Grévy, *La République des opportunistes...*, p. 84; DDF, 1,

renforcer cette peur. Mais, le discours républicain quant à l'Allemagne chemine vers une attitude plus conciliante.

Par exemple, l'appui allemand aux élections de 1879¹³⁶ et la cordialité de la chancellerie lors du Congrès de Berlin¹³⁷ permettent aux républicains de tempérer leur perception autrefois incisive de l'Allemagne. Et, bien que Gambetta dénonce au départ les manœuvres bismarckiennes, il n'en demeure pas moins que ce dernier conçoit éventuellement d'un très bon œil le rapprochement avec Berlin. Le politicien français voit toujours dans le dessin de Bismarck le souhait d'attirer la France dans son orbite afin de la tenir éloignée de l'Italie ainsi que de l'Angleterre¹³⁸, mais la coopération comporte trop d'avantages pour en faire fi. Gambetta envisage par exemple l'élaboration d'une politique française extérieure « basée sur les intérêts communs de l'Italie et de l'Allemagne et de la France, moyennant certains sacrifices consentis par l'Allemagne et destinés à donner satisfaction à l'opinion publique, sacrifices à déterminer »¹³⁹.

Outre une attitude plus ouverte des autorités républicaines, la politique de Bismarck bénéficie vers la fin des années 1870 d'un climat français bienveillant. En effet,

« quelques facteurs jouent dans le sens de la détente : l'attitude ambiguë de certains intellectuels français, l'attitude des socialistes français et la timide résurrection du socialisme internationaliste, le rééquilibrage des forces militaires et aussi la reprise et le développement des relations d'affaires »¹⁴⁰.

Le duc Decazes aux représentants diplomatiques de France à Vienne, Londres, Saint-Pétersbourg, Rome (Quirinal), Rome (Saint-Siège), Bruxelles, La Haye, n°428, Versailles, 18 mai 1875.

¹³⁶ Il ne faut point oublier que la presse allemande, fortement influencée, voire contrôlée par le Chancelier allemand, est au départ fort favorable à la République française ainsi qu'à la conciliation. Voir DDF, 1, Saint-Vallier à Thiers, n°158, Nancy, 6 novembre 1872; DDF, 2, Waddington à Saint-Vallier, n°368, Paris, 2 janvier 1879.

¹³⁷ DDF, 2, Prince de Hohenlohe à Waddington, n°311, Paris, 3 juin 1878.

¹³⁸ Guillen, *L'Expansion...*, p. 229.

¹³⁹ Auguste Scheurer-Kestner. *Journal*, NAF 12 707, f° 307. p. 198-199 cité dans Grévy, *La République des opportunistes...*, p. 84.

¹⁴⁰ Poidevin, *Les relations franco-allemandes, 1815-1975...*, p. 123.

Quoi qu'on y relève la défense d'intérêts essentiellement allemands, l'idée de paix bismarckienne est reconnue¹⁴¹. C'est dans ce contexte que le discours républicain s'accorde en politique extérieure une certaine liberté. Gambetta, Ferry et dans une moindre mesure, Freycinet et Waddington en sont les plus grands protagonistes. Ils se feront peu à peu les partisans d'une politique d'expansion et adhéreront dans certaines circonstances à l'idée d'une entente franco-allemande.

Une opposition à la collaboration avec l'Allemagne, même chez les opportunistes

Cette disposition favorable du gouvernement opportuniste à l'égard de la politique de conciliation allemande s'illustre ainsi par une étroite coopération sur le théâtre international. C'est à la lumière de cette collaboration que le discours de l'opposition, des dissidents au sein de l'Union républicaine et de la tendance populaire en général, connaît une seconde mutation. À cette période plutôt bienveillante à l'endroit de la politique du voisin succède un moment de refus global de la présence, de l'influence ou même du rôle diplomatique de celui-ci au regard des affaires françaises.

« Dès le mois de septembre [1884], la presse d'opposition se déchaîne contre la politique de Ferry. *L'Intransigeant* l'accuse d'avoir renoncé à la revanche et d'abandonner l'Alsace-Lorraine. Dans *La Justice*, Clemenceau voit en lui le protégé de M. de Bismarck. Pour *La Gazette de France*, Ferry est tombé dans un piège prussien »¹⁴².

Les bienfaits d'un compromis franco-allemand en politique extérieure sont au départ reconnus des deux côtés du Rhin. En effet, la presse l'accueille généralement de manière favorable¹⁴³. Elle devient cependant, sous l'influence de l'opposition politique, le bouc émissaire de l'ensemble des problèmes éprouvés à ce moment par la France, en tête de liste la perte de l'Alsace-Lorraine. Celle qui, pour certains, était « la politique de la raison et [...] la politique du succès »¹⁴⁴ soulève de vives critiques. La nature et les manières de

¹⁴¹ DDF, 2, Teisserenc de Bort à Waddington, n°467, Vienne, 26 septembre 1879.

¹⁴² Poidevin, *Les relations franco-allemandes...* p. 140.

¹⁴³ DDF, 2, Tivy à Decazes, n°212, Berlin, 25 octobre 1877; *Le Temps*, 4 janvier 1880, p. 3 cité dans Guillen, *L'expansion...*, p. 104.

¹⁴⁴ *Discours de Gambetta*, IX, Élysée-Ménilmontant, 12 août 1881.

procéder de l'opportunisme républicain sont rejetées. Ainsi, malgré que les résultats de la politique gouvernementale soient au final, satisfaisants, la nature même de la politique semble avoir joué contre ses défenseurs.

Les intellectuels commencent aussi à dénoncer le caractère imprévisible de la politique extérieure de l'Allemagne. Laboulaye, dont la thèse fut recueillie par le Quai d'Orsay, écrit en 1882 un mémoire sur *l'unité apparente et le caractère acrobatique de l'Empire allemand et sur le sens et les incidences de la politique méditerranéenne de Bismarck*¹⁴⁵. Ce dernier y déplore, entre autres, l'aspect incertain et surtout inconstant de la politique bismarckienne à l'égard de la France. On peut voir que non seulement l'opinion publique et les groupes politiques rejettent la main tendue allemande, mais aussi que la récente génération d'intellectuels y dénote une action aux conséquences négatives pour la France¹⁴⁶.

L'opposition parlementaire, radicale, considère le rapprochement entre la France et l'Allemagne sur la scène extérieure comme une trahison de la part du gouvernement opportuniste. Elle déplore que la France soit devenue la protégée de l'Allemagne. Juliette Adam va même jusqu'à qualifier, dans la *Nouvelle Revue*, le personnel diplomatique d'instrument au service de Bismarck, séduit par les flatteries de ce dernier et imperméable aux souvenirs de 1870¹⁴⁷.

Chef de file de l'opposition à la politique opportuniste, particulièrement en ce qui concerne la situation internationale, Georges Clemenceau reproche aux opportunistes la conciliation franco-allemande, le soi-disant aventurisme du gouvernement républicain et la mise de côté de l'Alsace-Lorraine. Il tient, par exemple, ce discours lors des débats parlementaires du 24 novembre 1884.

« Je suis partisan autant que vous, je ne dis pas plus que vous, mais autant que vous d'une politique de bonne entente et de bons rapports avec tous nos voisins, mais il y a une chose qu'il faut sauvegarder par-dessus tout, c'est l'indépendance de notre situation. [...] Messieurs, M. le prince de Bismarck est un ennemi dangereux;

¹⁴⁵ Titre du mémoire, Lisbonne, 1882. Voir AE, Papiers Waddington, 7, 30 juin 1882.

¹⁴⁶ En ce qui concerne cette nouvelle génération d'intellectuels, voir Digeon, Claude. *La crise allemande de la pensée française, 1870-1914...* chapitre V.

¹⁴⁷ Mitchell, *The Bismarckian Policy of conciliation with France, 1875-1885...*, p. 166.

c'est peut-être un ami plus dangereux encore. Oui! C'est lui qui vous a montré Tunis au Congrès de Berlin; c'est lui qui vous a mis en opposition avec l'Angleterre dans les conditions que j'indiquais tout à l'heure; c'est lui qui traite aujourd'hui pour le Congo, avec vous, sur le tapis vert de Berlin; [...] peut-être nous a-t-il fait plus de mal dans la paix que dans la guerre. [...] Dans la paix : l'incertitude de l'avenir, l'instabilité, le sentiment que tout l'édifice de la paix dépend d'un caprice impossible à prévoir, les tentations de la politique de paix, le mauvais exemple de tous ceux qui se ruent vers la puissance et vers la force, ont agi sur les peuples, sur les gouvernements, vous le savez bien! De là, l'énervement, les divisions, l'impuissance, les appétits éveillés; le voisin prend, on veut prendre; d'où l'affaiblissement du sens moral, le droit sacrifié, la politique nationale dénaturée. On s'est ainsi trouvé, sans s'en être aperçu, sans jamais y avoir pensé un seul instant, avoir compromis ce qu'il fallait sauvegarder par-dessus tout dans le pays, à savoir la dignité, l'indépendance, l'honneur national. Voilà la conséquence d'une première faute. Voilà le danger de l'abandon de la politique de recueillement. Ah! Je reconnais que vous n'avez pu faire autrement du jour où vous êtes entré dans la politique d'action au-dehors. Du jour où, désertant l'Europe, vous vous êtes jeté sur l'Afrique, sur l'Asie, vous étiez condamné à subir en Europe le concours, la protection auxquels vous ne pouviez vous soustraire. [...] Je vous supplie de cesser de répandre à profusion, comme on le fait depuis une année, l'argent français, le sang français, pourquoi? Pour couvrir des fautes qui ne sont encore que les fautes de quelques hommes et qui, demain, seraient les fautes du parti républicain tout entier »¹⁴⁸.

Si l'on s'oppose maintenant à la colonisation en partenariat avec l'Allemagne et tout simplement en tant que préoccupation politique, il semble que cela soit au nom de la revanche. Il semble maintenant que « l'esprit de la détente ne fut jamais suffisant afin d'éradiquer les ressentiments français quant à la perte de l'Alsace-Lorraine »¹⁴⁹.

« Les républicains opportunistes peuvent d'autant moins laisser penser qu'ils ont abandonné l'idée de la revanche et qu'ils se résignent au fait accompli [c'est] que leur évolution vers des attitudes moins intransigeantes est critiquée avec virulence par tout un secteur de l'opinion [...] par les monarchistes, mais aussi par les républicains ultrapatriotes »¹⁵⁰.

¹⁴⁸ Cité dans Barral, *Les fondateurs de la Troisième République...*, p. 222.

¹⁴⁹ Traduction libre de "the spirit of detente was never sufficient to eradicate French resentment over the loss of Alsace-Lorraine [...]" dans Mitchell, *The German influence in France after 1870 : the formation of the French Republic...*, p. 185.

¹⁵⁰ Guillen, *L'Expansion...*, p. 119.

Conclusion

Il apparaît essentiel, avant de dépeindre le discours et les réalisations politiques opportunistes, de saisir que le propos des opportunistes n'est pas figé et homogène. Il évolue considérablement de 1871 à 1885. Non seulement la conception que l'on a de l'Allemagne évolue, mais la perception républicaine de ce que doit être le rôle français à l'extérieur change elle aussi. D'une volonté de revanche et d'une politique de réarmement, on passe au recueillement puis à une présence active sur la scène extérieure, aux côtés de l'Allemagne.

Enfin, cette évolution est progressive, pragmatique, prudente et se réalise à différents rythmes chez les opportunistes. L'éclatement de la scène politique française puis, à plus petite échelle, du parti républicain nuit au ralliement des républicains en un seul parti, uni et fort ainsi qu'à l'élaboration d'une politique intérieure et extérieure cohérente à long terme. De plus, les précautions prises par les opportunistes, prudence, pragmatisme et progressivité, n'empêchent point des mouvements radicaux comme l'agitation boulangiste d'avoir un certain écho auprès de la population. À cause de l'échec des opportunistes à relever la France, à réaliser la revanche, à récupérer l'Alsace-Lorraine¹⁵¹, les courants extrémistes gagnent en popularité.

Ces difficultés sont autant de réalités avec lesquelles l'opportunisme doit composer. La conciliation allemande, aussi alléchante soit-elle, est de même un problème que les opportunistes doivent traiter. Ces derniers vont mettre en œuvre l'ensemble de leurs ressources, prudence et pragmatisme en particulier, pour faire de la proposition de conciliation allemande, un élément favorisant la République, selon les conceptions des opportunistes.

¹⁵¹ *Ibid.*, p. 121.

Chapitre 3

Le discours opportuniste

Par la mise en relief des discours opportunistes, nous démontrerons que l'opportunisme est une politique pragmatique qui évolue rapidement, mais au regard de ses propres réalités, intérieures et extérieures. Les opportunistes ne furent pas dupes de l'attitude de Bismarck. Ils consentirent à la conciliation franco-allemande en toute connaissance de cause et surent tirer profit de cette main tendue de l'Allemagne. Les opportunistes surent effectivement s'en réjouir, l'utiliser ou s'en éloigner au moment opportun. L'étude des discours nous démontre que l'évolution de l'opportunisme et de ses visées est inhérente à la société française. Bien que l'Allemagne lui ait facilité la tâche, la politique opportuniste, à l'intérieur comme à l'extérieur, est une création républicaine.

Aussi, cette collaboration partielle avec l'Allemagne est le résultat conjoint de la volonté de rapprochement de Bismarck et de l'évolution de la politique opportuniste. Les politiciens et diplomates que nous avons retenu tiennent un discours visant le retour de la France sur la scène internationale. Le discours est prudent, mais clair. Initiée par Ferry et Gambetta, « la motivation essentielle est de redonner à la France, après l'humiliante défaite de 1870, son rang de grande nation en lui permettant d'être présente partout dans le monde et de répandre sa culture »¹⁵². Ce retour sur la scène internationale n'est pas le résultat de la politique de Bismarck, mais plutôt le résultat de l'évolution de la politique opportuniste. Qui plus est, la conciliation franco-allemande survenue dans quelques questions internationales, somme toute assez circonscrites, est dirigée par la politique ambivalente du Chancelier, mais aussi par les impératifs et la prudence des opportunistes.

Les différents politiciens et diplomates étudiés figurent tous au sein de ce mémoire pour une raison bien précise. Ils s'expriment ou travaillent en faveur de l'opportunisme, en forgent les principaux traits et le défendent ardemment. Gambetta, Ferry, Freycinet et Waddington, développent cette politique opportuniste et enjoignent à leurs diplomates

¹⁵² Grévy, *La République des opportunistes...*, p. 295.

d'en faire autant à l'extérieur. Ils façonnent enfin, chacun à l'aide de différents attributs, l'opportunisme et répondent à la politique bismarckienne avec vigilance, pragmatisme et progressivité.

Gambetta énonce les concepts déterminants de la politique opportuniste dès 1874. Ferry y contribue à l'intérieur par des réformes importantes¹⁵³ et un certain autoritarisme¹⁵⁴ et à l'étranger par l'importance qu'il accorde à l'expansion outre-mer. Freycinet et Waddington y concourent essentiellement par leur prudence, l'un des préceptes de base de l'opportunisme, et agissent comme éléments modérateurs. Par exemple, « lorsque Freycinet est pressenti pour succéder à Waddington, en janvier 1880, le *Télégraphe* exprime son soulagement et son souhait de voir le nouveau Président du conseil conserver l'attitude modérée de Waddington »¹⁵⁵.

Les politiciens

Jules Grévy (1807-1891)

Troisième Président de la III^e République française, Grévy demeure au pouvoir de 1879 à 1886. Sous son mandat sont nommés les principaux artisans de l'opportunisme républicain et c'est cet aspect qui nous intéresse ici. Bien que le Chancelier allemand voit d'un bon œil son élection et qu'il bénéficie de cette façon d'un amoindrissement des tensions entre les deux pays voisins, ce dernier n'encourage pas la gestion de la politique extérieure de Ferry et Gambetta. Il leur préfère la politique modérée de Waddington et Freycinet. Grévy évince d'ailleurs Gambetta du pouvoir dès les premiers jours de son mandat à la présidence française et demande à Waddington de former un nouveau cabinet¹⁵⁶.

¹⁵³ Ferry est en effet, à l'origine de plusieurs réformes. Pour ne nommer que ceux-ci, les domaines scolaires, de la magistrature, les lois municipales, militaires et sociales feront l'objet de plusieurs réformes. Voir Grévy, *La République des opportunistes...*, p. 295.

¹⁵⁴ *Ibid.*, p. 291.

¹⁵⁵ Le *Télégraphe*, 5 janvier 1880 cité dans Grévy, *La République des opportunistes...*, p. 89.

¹⁵⁶ Grévy, *La République des opportunistes...*, p. 266.

Le Président français dénonce aussi les idées des Ferrystes et Gambettistes en matière de diplomatie et cherche même à contrecarrer leur développement¹⁵⁷. Il s'efforce de se préserver un certain droit de regard sur la politique étrangère et considère la politique de recueillement comme la meilleure règle de conduite. Grévy déclare, par exemple, « c'est moi qui suis mon ministre des Affaires étrangères. Il est deux questions que je ne laisse à personne le soin de traiter : la politique extérieure et la guerre »¹⁵⁸.

Et s'il s'exprime parfois contre un membre du corps politique et de son avènement au pouvoir, ses interventions semblent néanmoins s'y limiter. Il déclare, par exemple, lors d'une discussion avec Juliette Adam que :

« les combinaisons de Gambetta sont trop dangereuses pour la France au dehors [et] le pouvoir lui permettrait, ayant encore tout son prestige, de les réaliser, et ce serait aussi fou [l'entente officielle de Gambetta avec Bismarck] que ce qu'en 1871 il a fait contre lui à propos des élections législatives [...] il cache ses intrigues avec Bismarck et exploite ses actes insensés de Défense nationale qui [...] nous ont empêchés d'avoir certaines conditions meilleures de l'Allemagne »¹⁵⁹.

Nous ne nous étendrons pas davantage sur le discours de ce personnage, car il n'est pas, au regard de l'opportunisme et de sa politique extérieure, un élément indispensable. Il est néanmoins intéressant de retenir qu'en tant que Président, Grévy favorise une attitude bienveillante, mais réservée sur la scène européenne et qu'il ne partage guère l'engouement des opportunistes pour une politique extérieure active.

Léon Gambetta (1838-1882)

L'homme politique

Avocat de formation, Léon Gambetta est impliqué dans la politique à partir de 1869 en tant que député de Belleville¹⁶⁰. Ayant participé à la Défense nationale et à la résistance en 1870-1871, ce politicien charismatique a marqué la scène française de 1869 à 1882. C'est

¹⁵⁷ Guillen, «Les républicains opportunistes et la politique étrangère», dans Hamon, *Les Opportunistes, les débuts de la République aux républicains...*, p. 187.

¹⁵⁸ *Ibid.*

¹⁵⁹ Cité dans Amson, *Gambetta ou le rêve brisé...*, p. 358.

¹⁶⁰ Gisèle et Serge Berstein. *La Troisième République*. Paris, MA Éditions, 1987. p. 148.

enfin en novembre 1881 que Gambetta forme le *grand ministère* après plusieurs années de mise à l'écart du pouvoir. Cependant, au bout de seulement trois mois en fonction, le 27 janvier 1882, Gambetta est renversé.

« Son rôle éminent, son audience dans le pays jouent contre lui, ainsi que son tempérament autoritaire, son intelligence politique, son sens tactique, dans un contexte où la République s'identifie désormais à une profonde méfiance envers tout ce qui rappelle le pouvoir personnel et où les fortes personnalités éveillent la suspicion du monde parlementaire »¹⁶¹.

De plus, Gambetta est perçu par certains hommes politiques, Jules Grévy en tête de liste, comme un républicain de classe inférieure, trop enthousiaste et vulgaire¹⁶². Grévy insiste, par exemple, lors d'un échange avec Juliette Adam, sur le fait que « Gambetta n'a pas notre vieux sang français dans les veines; son patriotisme n'a été qu'un patriotisme de tête, ajoutons-y, pour vous plaire, aussi de cœur, mais pas de sang! »¹⁶³

Si le milieu politique ne l'apprécie guère au départ, Gambetta est néanmoins fort populaire auprès de la population française en général. Surnommé le « commis voyageur de la République », Gambetta s'efforce de populariser les idées républicaines et parcourt ainsi la France d'une frontière à l'autre¹⁶⁴. Souvent identifié comme un personnage clé de la III^e République, son discours a, au départ, fait une forte impression sur les foules pour son intransigeance¹⁶⁵.

Les allocutions nombreuses de Gambetta, en public ou lors d'une Assemblée parlementaire, sont toujours passionnées. Il déclare, par exemple, pendant le discours de Cherbourg :

« si nos cœurs battent, c'est pour ce but et non pour la recherche d'un idéal sanglant; c'est pour que ce qui reste de la France nous reste entier; c'est pour que nous puissions compter sur l'avenir et savoir s'il y a dans les choses d'ici-bas une justice immanente qui vient à son jour et à son heure »¹⁶⁶.

¹⁶¹ *Ibid.*, p. 149

¹⁶² Amson, *Gambetta ou le rêve brisé...*, p. 359.

¹⁶³ *Ibid.*, p. 358.

¹⁶⁴ Berstein, *La Troisième République...*, p. 149.

¹⁶⁵ Grévy, *La République des opportunistes...*, p. 83.

¹⁶⁶ *Discours de Gambetta*, IX, Cherbourg, 10 août 1880. p. 59.

Le politicien s'exprime aussi par la voie de divers organes de presse qui diffusent ses idées et ceux de ses amis, Challemel-Lacour et Juliette Adam entre autres.

« Homme de parole [Gambetta] possède l'art de captiver les auditoires, mais pas celui de mettre sur papiers ses idées. Homme d'action, il sut rassembler en 1868, autour du projet de la Revue politique, des rédacteurs compétents et militants, comme il saura le faire au moment de la fondation de la *République française* puis de la *Petite République française* »¹⁶⁷.

La République française publie, par exemple, son premier numéro le 7 novembre 1871¹⁶⁸. Véhiculant au départ des idées de revanche, ces revues deviennent peu à peu, pour les Gambettistes, le meilleur moyen de diffuser les concepts républicains à grande échelle¹⁶⁹. Ses idées républicaines se dissocient graduellement du ton agressif qui fut le leur et se feront plus prudentes¹⁷⁰. On soutient, par exemple, les mots d'ordre républicains, sagesse, modération, prudence et vigilance, en commentant l'amendement Wallon le 2 février 1875 dans la *République française*¹⁷¹. Gambetta modère en effet ses propos à l'approche des responsabilités. « Il préfère [...] après 1875, employer les termes rassurants de modération, ordre, union et concorde; le terme radical est réservé à une utilisation plus locale : le comité du XX^e arrondissement s'intitule toujours en 1881, comité républicain radical »¹⁷².

Gambetta et l'opportunisme

Considéré comme l'acte de naissance de « l'opportunisme gambettiste », le discours d'Auxerre met un terme à l'incertitude et l'ambiguïté de la pensée de Gambetta¹⁷³. Le politicien présente dans ce discours les grandes idées directrices de l'opportunisme, ses

¹⁶⁷ Grévy, *La République des opportunistes...*, p. 115.

¹⁶⁸ Amson, *Gambetta ou le rêve brisé...*, p. 248.

¹⁶⁹ Guillen, «Les républicains opportunistes et la politique étrangère» dans Hamon. *Les Opportunistes, les débuts de la République aux républicains...*, p. 185.

¹⁷⁰ Poidevin, *Les relations franco-allemandes (1815-1975)...*, p. 109.

¹⁷¹ L'amendement Wallon instaure la pratique de l'élection du Président de la République à la majorité absolue des suffrages de l'Assemblée nationale. Il détermine aussi la durée du mandat et la rééligibilité du Président. Voir Grévy, *La République des opportunistes...*, p. 32.

¹⁷² *Ibid.*, p. 47.

¹⁷³ Vigier, «Gambetta» dans Léo Hamon. *Les Opportunistes, les débuts de la République aux républicains...*, p. 251.

contours et limites¹⁷⁴. Ainsi prend fin, le 1^{er} juin 1874, l'hésitation du discours gambettiste entamée en novembre 1873¹⁷⁵. Cela dit, cette assurance quant aux principes de base de l'opportunisme n'empêche d'aucune façon le concept d'évoluer au cours des années 1880.

Si une définition de l'opportunisme fut précédemment donnée, il est intéressant de voir ici comment le pragmatique Gambetta l'envisage et le décrit. Il déclare au parlement :

« la politique d'aujourd'hui, en 1876, ne sera pas la politique de 1877, ni de 1878, ni de 1880; elle changera avec nos besoins, avec nos intérêts, avec nos hostilités, avec ce qui se produira en Europe, sur tel marché, en présence de telles conditions économiques, financières ou militaires qui pourront déplacer l'axe de cette politique. Et alors, je dis qu'il y a lieu de modifier la conduite politique d'après les changements mêmes qui ont été subis par le monde. Vous voyez donc bien que la politique est affaire de tact, d'étude, d'observation et de précision »¹⁷⁶.

Gambetta tempère de cette façon son discours, même en ce qui a trait aux provinces perdues. Il a trop à perdre en tant qu'homme de la Revanche et trop à gagner à être modéré. Il souhaite toujours le recouvrement de l'Alsace-Lorraine, mais il est plus prudent et posé. Il déclare, lors du célèbre discours à Cherbourg le 10 août 1880 :

« La fortune tourna contre nous, et depuis dix ans il ne nous est pas échappé un mot de jactance ou de témérité. Il est des heures dans l'histoire des peuples où le droit subit des éclipses, mais, dans ces heures sinistres, c'est aux peuples de se faire les maîtres d'eux-mêmes, sans tourner leurs regards exclusivement vers une personnalité; ils doivent accepter tous les concours dévoués, mais non des dominateurs; ils doivent attendre dans le calme, dans la sagesse, dans la conciliation de toutes les volontés, libres de leurs mains et de leurs armes, au dedans comme au-dehors. [...] On a dit, quelquefois, que nous avons un culte passionné pour l'armée; [...] ce n'est pas un esprit belliqueux qui anime et dicte ce culte, c'est la nécessité, quand on a vu la France tombée si bas, de la relever, afin qu'elle reprenne sa place dans le monde. [...] C'est ainsi, Messieurs, qu'on mérite de se relever, qu'on gagne les véritables palmes de l'histoire; c'est à elle qu'il appartient de porter un jugement définitif sur les hommes et sur les choses; en attendant, nous sommes des vivants, et on ne nous doit qu'une égale part de soleil et d'ombre, le reste vient par surcroît »¹⁷⁷.

¹⁷⁴ *Discours de Gambetta*, IV, Auxerre, 1^{er} juin 1874.

¹⁷⁵ Cette période d'évolution est, en premier lieu, soulignée par John Patrick Tuer Bury dans *Gambetta and the making of the Third Republic*. London, Longman, 1973, 499 pages.

¹⁷⁶ *Discours de Gambetta*, V, Paris, 15 février 1876.

¹⁷⁷ *Discours de Gambetta*, IX, Cherbourg, 10 août 1880.

Les propos du politicien évoluent de cette façon, en concordance avec ce que nous avons énoncé plus tôt, vers une conception différente du rôle de la France, à l'intérieur comme à l'extérieur, et de la politique étrangère. Avec l'évolution du discours gambettiste, nous pouvons suivre l'élaboration des idées opportunistes. Ce discours de Cherbourg en est un bon exemple. Gambetta semble convaincu des bienfaits de l'expansion française et prend ses distances vis-à-vis de la question de la récupération des provinces perdues et du réarmement. Il croit, par exemple, qu'il est urgent de procéder à un renouvellement complet de la représentation diplomatique et qu'il est honteux que, depuis cinq ans, cette diplomatie n'ait su rien inventer pour rapprocher les puissances européennes menacées par l'ambition de l'Allemagne¹⁷⁸.

Aussi, Gambetta est de plus en plus empreint du désir de voir la France de retour sur la scène internationale.

« Au départ, pour Gambetta qui symbolise l'esprit de revanche, il s'agit avant tout de s'affirmer en Europe face à l'Allemagne. Mais une évolution se fait peu à peu dans son esprit; selon le témoignage de Juliette Adam, elle aboutit au début de 1878, à la conclusion suivante : c'est avant tout par une politique d'expansion hors d'Europe que la France doit s'affirmer »¹⁷⁹.

Peu à peu, le politicien français opte pour un propos moins extrême et plus indulgent à l'égard de l'Allemagne.

Gambetta et l'Allemagne

Ainsi, le partisan de la guerre à outrance¹⁸⁰ se métamorphose-t-il en défenseur d'une entente franco-allemande, minimale il est vrai, sur la scène extérieure. Ce changement draconien survenant vers 1874, c'est l'ensemble du discours du politicien qui prend une tournure inattendue.

«Je choisis entre deux maux : celui de l'effacement, qu'on appelait recueillement, et celui de la participation à l'action diplomatique européenne. Oui j'ai choisi

¹⁷⁸ *Lettres de Gambetta*, Gambetta à Juliette Adam, n°251, 5 octobre 1875.

¹⁷⁹ Guillen, *L'Expansion...*, p. 97.

¹⁸⁰ Amson, *Gambetta ou le rêve brisé...*, p. 211.

l'action parce qu'elle m'apportait un appoint colossal dont vous ne pouvez soupçonner l'importance pour ma politique intérieure »¹⁸¹.

Cet appoint est de différentes formes. En effet, cette politique étrangère active permet de répondre à l'ensemble des besoins exprimés par le programme républicain. Les répercussions sont évidentes : une certaine stabilité intérieure grâce à la reconnaissance à l'extérieur et le retour de la France sur la scène internationale.

Gambetta commence de plus à concevoir l'expansion sous l'aile allemande comme un avantage et un bon moyen à terme de retrouver l'Alsace-Lorraine. Effectivement, dès la fin des années 1870 « la colonisation [devient pour les opportunistes] une étape nécessaire vers la revanche qui sera possible que lorsque le pays aura refait ses forces matérielles et surtout morales autour de cette valeur essentielle, la Patrie »¹⁸².

On fait habituellement de cette idée l'une des principales raisons pour lesquelles Gambetta passe d'un chauvinisme endurci à la détente vis-à-vis du voisin allemand. Aussi, le fait que Gambetta soit toujours considéré comme le porte-parole de la revanche le prive du vote des modérés et inquiète les gouvernements européens¹⁸³. L'homme politique français prend conscience de ce facteur nuisible et tend à le corriger en adoptant

« un langage très prudent, où il n'est question de l'Alsace et de la Lorraine que par allusions. [Aussi,] très soucieux de ne pas donner à l'Allemagne de casus belli avant que la France n'ait terminé la réorganisation de son armée, Gambetta soutient sans hésitation les mesures prises par Thiers, notamment la loi militaire du 27 juillet 1872 [et] s'inquiète de leur caractère trop ostensible »¹⁸⁴.

Ainsi, Gambetta opte au final pour une politique plus conciliante envers l'Allemagne et, en dépit du caractère belliqueux de son propos antérieur, décide en 1876 d'échanger avec Bismarck. Par l'intermédiaire du Comte Henckel de Donnersmarck résidant à Paris, Gambetta entre en contact avec le Chancelier et débute une série d'échanges dont le

¹⁸¹ Adam, *Après l'abandon de la revanche...*, p. 122.

¹⁸² Discours de Léon Gambetta tiré de Gaillard, *Jules Ferry...*, p. 532.

¹⁸³ Grévy, *La République des opportunistes...*, p. 83.

¹⁸⁴ *Ibid.*, p. 83.

développement ultérieur est peu connu¹⁸⁵. Nous savons que Gambetta voyage incognito en Allemagne en septembre 1876 pour observer les manœuvres militaires allemandes¹⁸⁶ et qu'il s'y rend secrètement une seconde fois en avril 1878¹⁸⁷, mais nous n'avons aucune preuve attestant la rencontre du politicien et du Chancelier. Certains historiens soutiennent qu'une rencontre entre les deux parties était sur le point de se produire, mais que Gambetta s'y refusa prétextant la peur de perdre sa popularité en France¹⁸⁸. Il semble selon d'autres que le politicien français souhaite entretenir une correspondance particulière avec le Chancelier allemand, ce que ce dernier, craignant la réaction française, refuse¹⁸⁹.

Ce revirement de situation de la part de Gambetta crée néanmoins aussitôt de violentes objections issues de tous les milieux. Des républicains, amis ou opposants, déplorent ce choix politique¹⁹⁰. Juliette Adam, par exemple, est outrée lorsque Gambetta lui raconte un certain entretien avec Crispi¹⁹¹.

« J'ai dit à Crispi que seul Bismarck pouvait imposer le désarmement ». Je m'indigne. Comment, lui, Gambetta, lui notre défenseur national, admet qu'on parle de désarmement général avant que nous ayons repris par les armes notre Alsace et notre Lorraine »¹⁹².

Il est difficile d'identifier clairement ce que Gambetta visait avec cette stratégie. Il est néanmoins évident que la conciliation franco-allemande sur la scène internationale faisait partie de sa politique étrangère et qu'il a recherché activement le concours allemand. Une chose est certaine,

« il est difficile de voir un traître dans l'homme qui ne cessera d'exalter le renforcement de la puissance militaire française et l'esprit de la revanche [et] peut-être Gambetta espérait-il qu'en échange de compensations économiques et

¹⁸⁵ *Ibid.*, p. 85.

¹⁸⁶ Amson, *Gambetta ou le rêve brisé...*, p. 307.

¹⁸⁷ Grévy, *La République des opportunistes...*, p. 88.

¹⁸⁸ *Ibid.*, p. 89.

¹⁸⁹ Amson, *Gambetta ou le rêve brisé...*, p. 341.

¹⁹⁰ Adam, *Après l'abandon de la revanche...*, p. 71.

¹⁹¹ Francesco Crispi (1819-1901), homme d'État italien.

¹⁹² Adam, *Après l'abandon de la revanche...*, p. 29.

coloniales, Bismarck accepterait sinon de restituer les provinces annexées, du moins de les neutraliser »¹⁹³.

Gambetta qui déclarait à Ferry, « il faudra bien que les esprits chagrins en prennent leur parti un peu partout; la France reprend son rang de grande puissance »¹⁹⁴ quitte la scène diplomatique en 1882 après moins de trois mois au pouvoir et meurt quelque temps plus tard. Le *grand ministère* n'aura en effet, duré que deux mois et seize jours. « Ce gouvernement deviendra pour plusieurs générations de républicains un symbole, celui de l'échec d'un homme qui succombe sous les coups d'une alliance hétéroclite »¹⁹⁵.

Jules Ferry (1832-1893)

L'homme politique

Considéré comme le père de l'école laïque et de l'Empire colonial français de la fin du XIX^e siècle, Jules Ferry est connu à partir de 1865 essentiellement grâce à ses écrits dans le journal le *Temps*¹⁹⁶. Il exprime à plusieurs reprises ses idées à travers ce journal d'allégeance libérale et récolte une certaine popularité¹⁹⁷.

Fort de ce succès, il est élu député pour la première fois en 1869, est membre de la Défense nationale en 1870 et occupe le poste de maire de Paris du 16 novembre 1870 au 18 mars 1871. Il devient, en 1871, représentant de la région des Vosges et forme conjointement avec Grévy la Gauche républicaine. Premier ministre à deux reprises, son discours et ses décisions politiques qui « vont jeter les bases du régime naissant »¹⁹⁸ le conduisent tout de même à sa perte en 1885. Lorsque Ferry tente en 1887, une ultime fois d'obtenir la nomination à la présidence de la Chambre, les radicaux lui refusent définitivement leur appui¹⁹⁹.

¹⁹³ Broche, *La III^e République...*, p. 289.

¹⁹⁴ *Lettres de Gambetta*, n°474, Gambetta à Jules Ferry, 13 mai 1881.

¹⁹⁵ Grévy, *La République des opportunistes...*, p. 281.

¹⁹⁶ Berstein, *La Troisième République...*, p. 123.

¹⁹⁷ *Ibid.*

¹⁹⁸ Berstein, Serge. «Jules Ferry», dans Hamon, *Les Opportunistes, les débuts de la Républiques aux républicains...*, p. 259.

¹⁹⁹ Gaillard, *Jules Ferry...*, p. 539.

« Ferry inaugure ainsi avec Gambetta la longue suite des hommes d'État de valeur que leur volonté de gouverner rend suspects aux parlementaires qui les écartent du pouvoir pour leur préférer des personnages de moindre relief et de faible autorité, peu susceptibles de porter ombrage durablement à la cohorte des successeurs éventuels qui se pressent dans l'ombre »²⁰⁰.

Ferry et l'opportunisme

Les allocutions de Ferry ont un caractère particulier pour plusieurs raisons. Premièrement, il est l'un des premiers hommes politiques à prôner un réinvestissement de la France dans le domaine colonial²⁰¹.

« [Bien que,] au début peu intéressé aux questions extérieures, Jules Ferry, dès 1878, se range aux conceptions de Gambetta sur la nécessité d'une politique d'expansion au-dehors, et il en devient, après la mort de Gambetta, le principal héraut au sein du parti républicain »²⁰².

Le politicien « a [ainsi] voulu détourner la France de son rôle de contemplation de ses malheurs »²⁰³. Il voit dans la politique extérieure non seulement des avantages politiques et diplomatiques pour la France, mais aussi d'importants gains économiques²⁰⁴. Ferry conçoit en effet l'expansion comme un bon moyen de stimuler le milieu des affaires²⁰⁵ et de donner à la France une mission civilisatrice à l'étranger²⁰⁶. La politique étrangère des républicains s'oriente ainsi sur une triple base, politique, économique et humanitaire.

Le politicien chemine, pendant un certain temps, seul au sein d'une atmosphère politique française fort favorable au repli national. La droite, l'extrême gauche et les monarchistes,

²⁰⁰ Berstein, «Jules Ferry», dans Hamon, *Les Opportunistes, les débuts de la Républiques aux républicains...*, p. 272.

²⁰¹ Grévy, *La République des opportunistes...*, p. 295.

²⁰² Guillen, «Les républicains opportunistes et la politique étrangère», dans Hamon, *Les Opportunistes, les débuts de la République aux républicains...*, p. 185.

²⁰³ Gaillard, *Jules Ferry...*, p. 575.

²⁰⁴ *Ibid.*, p. 541.

²⁰⁵ Certains sont même allés jusqu'à dire que Ferry était en fait un instrument aux mains du capitalisme financier. Voir Charles-Robert Ageron. «Jules Ferry et la colonisation», dans François Furet. *Jules Ferry, fondateur de la République/ actes du colloque organisé par l'École des Hautes Études en Sciences Sociales*. Paris, Éditions de l'École des Hautes Études en Sciences Sociales, 1985, p. 196.

²⁰⁶ Berstein, *La Troisième République...*, p. 124.

par exemple, prônent le recueillage de la France²⁰⁷. C'est à eux que Ferry s'adresse lorsqu'il déclare :

« rayonner sans agir, sans se mêler aux affaires du monde, en se tenant à l'écart de toutes les combinaisons européennes, en regardant comme un piège, comme une aventure toute expansion vers l'Afrique ou vers l'Orient, vivre de cette sorte, pour une grande nation, croyez-le bien, c'est abdiquer et, dans un temps plus court que vous ne pouvez le croire, c'est descendre du premier rang au troisième ou au quatrième »²⁰⁸.

Ferry choisit d'investir la scène internationale, et ce, avec la bienveillance allemande. Cette dernière « sort la France de sa léthargie crispée vis-à-vis de l'Empire »²⁰⁹. Malgré les ressentiments envers l'Allemagne, Ferry opte pour une politique qu'il juge plus avantageuse pour la France et qui comporte un rapprochement avec l'Empire voisin.

Ferry et l'Allemagne

En effet, Ferry critique à maintes reprises cette mauvaise foi française à l'égard du Chancelier. Il écrit, par exemple, à Joseph Reinach le 10 août 1886 :

« Quant aux Allemands, c'est encore un trait de cette manie, qui voit partout la main du croque-mitaine européen. Il est impossible de calculer le mal que fait à l'opinion et, par suite, à notre politique européenne, cette disposition malade, nerveuse, apeurée, à tout grossir, à tout travestir quand il s'agit du Chancelier »²¹⁰.

Cependant, si cette stratégie de conciliation franco-allemande se concrétise par les réalisations du gouvernement Ferry, le discours tenu publiquement est au même moment plus subtil et posé²¹¹. Effectivement, Ferry maintient un discours qui sous-entend l'importance de l'expansion et du rôle de la France sur la scène extérieure, mais qui demeure assez flou en ce qui a trait au possible appui allemand. Le pouvoir opportuniste cache ainsi la véritable nature de plusieurs décisions prises en ce qui concerne le théâtre international. « Dissimuler la portée [des] expédition [s] pour éviter d'alarmer

²⁰⁷ Pisani-Ferry, *Jules Ferry et le partage du monde...*, p. 235.

²⁰⁸ *Discours de Ferry*, V, Chambre des députés, 28 juillet 1885.

²⁰⁹ Gaillard, *Jules Ferry...*, p. 575.

²¹⁰ Lettre de Jules Ferry à Joseph Reinach, n°176, 10 août 1886.

²¹¹ Pisani-Ferry, *Jules Ferry et le partage du monde...*, p. 33.

l'opinion »²¹² et berner le parlement semblent de mise pour mener à terme sa mission. Ferry tait certains sujets tendus, et ce, par prudence pour son gouvernement et son avenir. Comme le mentionne Gaillard :

« parler haut et fort de la colonisation, c'est [...] prendre le risque de violentes polémiques qui diviseraient une majorité dont la fragilité n'est plus à démontrer; c'est la raison pour laquelle Ferry choisit de ne pas exposer le fond de sa politique »²¹³.

L'opportunisme reconnaît le rôle effectif des assises populaires, là n'est pas la question. Ferry opte pour la coopération franco-allemande en politique étrangère, car il croit essentiel que la France regagne une certaine préséance sur la scène extérieure. Or, l'Allemagne peut aider la France à arriver prestement à ses fins. Si Ferry s'abstient d'aborder ouvertement la question, c'est parce que trop peu voient en France la nécessité de cette entente avec l'Allemagne à l'extérieur. D'autres raisons expliquent cette prudence.

« [Ferry] ne le veut pas et ne le peut pas. Il ne le veut pas, car son attachement à l'Alsace-Lorraine et sa volonté de retrouver un jour la province perdue l'empêchent de trop sacrifier à la connivence allemande en matière coloniale. Il ne le peut pas, car il est sous haute surveillance de l'opinion publique et de la presse qui se déchaînent, surtout dans le camp radical »²¹⁴.

La France n'est aux yeux de Ferry pas prête à passer outre ces ressentiments à connotation nationaliste et à opter rationnellement pour ce qui est le plus juste pour la nation française. Elle persiste dans la voie du ressentiment à l'égard de l'Allemagne et voit difficilement les avantages que pourrait procurer un compromis entre les deux pays voisins. Ferry décide ainsi d'agir seul, en conséquence de sa propre conception de ce qui est bon pour la France.

Le politicien français n'est, tout comme Gambetta, pas dupe et se doute bien du caractère éphémère sinon intéressé de la main tendue allemande. S'il ne peut précisément en cerner les contours, Ferry sait néanmoins qu'elle prendra fin dès le moment où elle ne sera plus

²¹² *Ibid.*, p. 21

²¹³ Gaillard, *Jules Ferry...*, p. 534.

²¹⁴ *Ibid.*, p. 575.

utile au développement de la politique allemande²¹⁵.

Rappelons que cette stratégie bismarckienne sert à maintenir la France dans un isolement que seule l'Allemagne peut outrepasser. C'est essentiellement pour cela que Ferry demeure prudent tout au long des délibérations en ce qui concerne la question égyptienne, par exemple. Il est au fait que

« le Chancelier cherche à envenimer les relations franco-britanniques et reprendre l'initiative dans la question égyptienne qu'il ne veut pas voir se résoudre par un accord bilatéral entre la France et la Grande-Bretagne, que les autres puissances dont l'Allemagne n'auraient qu'à entériner »²¹⁶.

Ainsi, Ferry accepte l'appui allemand, mais ne laisse en aucun cas entendre qu'il l'encourage ou le demande. C'est pour l'homme politique, il est vrai, un bon moyen d'atteindre ses fins et de redorer l'image de la France sur la scène extérieure. Ferry en limite cependant la portée à certains cas particuliers où l'appui allemand lui semble indispensable ou bénéfique, les questions égyptienne ou congolaise, par exemple²¹⁷. Il n'oriente pas sa politique en fonction de cette conciliation franco-allemande, mais l'utilise à bon escient pour arriver à ses fins sur la scène extérieure. Les opportunistes choisissent donc en quelque sorte les termes de cette connivence bien que l'Allemagne en donne le coup d'envoi.

Enfin, si l'on décrie à partir de 1885 l'ensemble de la conduite républicaine en politique extérieure, ces manifestations populaires de mécontentement s'expriment particulièrement à l'endroit de Ferry. Toute cette contestation du partenariat franco-allemand sur la scène coloniale semble se canaliser essentiellement à l'encontre de cet acteur politique français.

« Chaque jour le Prussien se fait reprocher aigrement de détourner la France de ce qui aurait dû être sa mission sacrée : la récupération de l'Alsace-Lorraine. Ferry est

²¹⁵ Guillen, *L'Expansion...*, p. 229.

²¹⁶ *Ibid.*, p. 158.

²¹⁷ *Ibid.*, p. 71.

accusé avec de plus en plus d'insistance de faire le jeu de Bismarck en sacrifiant l'idée de revanche à l'aventure coloniale »²¹⁸.

Président du Conseil et ministre des Affaires étrangères à ce moment-là, « Ferry-Tonkin » doit faire face à cette opposition qui lui coûte d'ailleurs son portefeuille de ministre.

Charles de Freycinet (1828-1923)

L'homme politique

Autre politicien poursuivant la voie de l'opportunisme, Charles de Freycinet fait son entrée en politique après avoir été recruté par Léon Gambetta en 1870 afin de devenir membre de la Défense nationale. Freycinet est au départ connu et critiqué pour avoir minutieusement suivi la politique de ses mentors, tantôt Gambetta tantôt Ferry. Lors de son premier mandat, « le nouveau ministère français avait été accueilli avec une certaine froideur en Allemagne »²¹⁹ et même en France par une partie du corps diplomatique n'y voyant que le retour du gouvernement Gambetta. Néanmoins, plus les semaines passent, plus on remarque que le Cabinet Freycinet a l'intention de suivre une politique modérée et de ne pas se laisser entraîner sur la pente du radicalisme²²⁰.

Freycinet et l'opportunisme

C'est, entre autres, de cette manière que le mandat de Freycinet s'inscrit dans l'opportunisme républicain. En effet, ce dernier n'a pas, à l'instar de Gambetta ou de Ferry, contribué particulièrement à l'élaboration de la politique opportuniste. Il ne s'est pas impliqué ouvertement dans la Revanche et n'a pas soutenu publiquement la conciliation franco-allemande. Personnage politique prudent, il est demeuré dans l'ombre de Gambetta et de Ferry. Freycinet a appuyé tantôt le camp de Gambetta, tantôt celui de Ferry, mais est resté fidèle aux préceptes de l'opportunisme : pragmatisme, prudence et progressivité. C'est pourquoi il forme l'un des cabinets qui aient duré le plus longtemps à cette époque, soit dix mois. Il n'a cependant pas mené son propre front, si ce n'est que de la question égyptienne.

²¹⁸ Broche, *La III^e République, 1870-1895, de Thiers à Casimir-Perier...*, p. 330.

²¹⁹ AE, Papiers Waddington, 7, article du Journal le *Havas*, décembre 1879.

²²⁰ DDF, 4, D'Aubigny à Freycinet, n°244, Berlin, 31 janvier 1882.

Il est en bonne partie responsable de la conduite de la politique égyptienne puisqu'il se retrouve trois fois Président du Conseil durant cette période. De décembre 1879 à septembre 1880, de janvier à août 1882 et de janvier à décembre 1886, Freycinet est en effet appelé à prendre le pouvoir²²¹. Il doit ainsi particulièrement faire usage de prudence dans l'affaire égyptienne. Gambetta est renversé en janvier 1882 essentiellement à cause de sa gestion de la question égyptienne. Nous verrons de plus près la stratégie de Freycinet en ce qui concerne cette thématique dans le chapitre suivant, mais il est important de noter que le politicien s'est, par cette politique, démarqué. La manière dont Freycinet conduit ce cas particulier est aussi révélatrice de la situation interne et extérieure de la France²²². C'est-à-dire qu'il procède par prudence, tentant de satisfaire à la fois les réfractaires à la politique française en Égypte et les partisans d'une expédition française plus prononcée.

Autre contexte instructif de l'instabilité intérieure est la venue au pouvoir de Freycinet après le renversement du gouvernement de Ferry. On fait encore une fois appel à lui pour son caractère modéré.

« La majorité opportuniste sort des élections fort réduite et son principal leader est désormais Freycinet, pour qui la France doit "concentrer ses forces sur le continent". Réserve et prudence semblent devoir dominer à présent la politique extérieure [...], mais cela ne veut pas dire retour au recueillement »²²³.

Freycinet et l'Allemagne

Freycinet trouve pour un temps, un moyen de conjuguer une politique d'affirmation à l'extérieur et la prudence exigée par les radicaux. Sous le couvert d'une politique modérée, le politicien déclare tout de même en septembre 1886 que « la France doit s'affirmer hautement et être même prête aux derniers sacrifices si sa situation de grande puissance

²²¹ Berstein, *La Troisième République...*, p. 142.

²²² Gaillard, *Jules Ferry...*, p. 566.

²²³ Guillen, «Les républicains opportunistes et la politique étrangère», dans Hamon, *Les Opportunistes, les débuts de la République aux républicains...*, p. 192.

est atteinte »²²⁴. Il continue aussi de manifester à l'Allemagne les intentions pacifiques de la France et sa volonté de marcher à ses côtés en politique extérieure²²⁵. Néanmoins, la politique extérieure poursuivie par Freycinet ne sera pas celle de la conciliation franco-allemande inaugurée par les opportunistes. En effet, les mouvements radicaux gagnent de plus en plus de popularité ce qui inquiète le Chancelier allemand. Bien que Freycinet tâche de rassurer Bismarck quant aux « sentiments pacifiques du gouvernement français et de son désir de vivre en bons termes avec l'Allemagne »²²⁶, la chute de son Cabinet démontre la progression des courants radicaux en France.

Les diplomates

Loin de nous l'intention d'oublier le concours important des parlementaires pour le développement de la politique opportuniste et de la conciliation franco-allemande à l'extérieur. Des personnalités telles que Félix Faure et Maurice Rouvier ont aidé à la mise en œuvre de la politique expansionniste des opportunistes. Par exemple, Faure, représentant le négoce du Havre et Rouvier, de Marseille, sont intéressés par le relancement économique à l'étranger²²⁷. « Tous deux appelés dans le *grand ministère* de Gambetta; ils sont, au sein de la majorité parlementaire les porte-parole des milieux économiques inquiets du marasme des affaires et qui réclament une action vigoureuse du gouvernement pour relancer les exportations »²²⁸.

Néanmoins, nous nous pencherons plutôt sur la contribution du corps diplomatique français, malgré tout plus significative. En effet, « au Quai d'Orsay, hauts fonctionnaires et ambassadeurs, comme Courcel, Saint-Vallier, Billot, Decrais, Noailles, Waddington supportent avec de plus en plus d'impatience la politique de recueillement »²²⁹. Dès la fin des années 1870, les diplomates soutiennent les Gambettistes et Ferrystes et s'opposent à

²²⁴ *Ibid.*, p. 193.

²²⁵ DDF, 6, Freycinet à Courcel, n°96, Paris, 17 octobre 1885.

²²⁶ Guillen, *L'expansion...*, p. 232.

²²⁷ Guillen, «Les républicains opportunistes et la politique étrangère», dans Hamon, *Les Opportunistes, les débuts de la République aux républicains...*, p. 185.

²²⁸ *Ibid.*

²²⁹ *Ibid.*, p. 186.

la poursuite du recueillement.

Albert Billot, Directeur des Affaires politiques du Quai d'Orsay au temps de Jules Ferry, canalise bien ce sentiment généralisé aux Affaires étrangères lorsqu'il déclare : « [qu'il] estime que la France, en sa qualité de grande puissance, ne doit pas se désintéresser de la politique coloniale et que l'heure est venue pour elle d'affirmer sa vitalité persistante, en taillant à son expansion au-dehors du champ proportionné à ses ressources, à son activité et à son génie »²³⁰.

Nous regarderons ici les cas de Courcel et de Waddington, acteurs indispensables à la politique extérieure opportuniste et au développement de la conciliation franco-allemande.

Alphonse Chodron de Courcel (1835-1919)

Le diplomate

Un discours original, innovateur, ambigu et prudent sert ainsi de modèle de conduite aux personnalités telles Alphonse Chodron de Courcel. Ambassadeur français à Berlin de 1881 à 1886, ce dernier est l'associé de Ferry dans la politique d'expansion française.

Courcel et l'opportunisme

Courcel est un ambassadeur gagné à la politique pragmatique et prudente prônée par Gambetta et Ferry. Il tente, par exemple, de « substituer dans les rapports entre la France et l'Allemagne la politique des intérêts à la politique du sentiment et du ressentiment »²³¹. Courcel est de plus en faveur de la politique d'expansion française et déplore « la passion de renoncement qui s'est emparée d'une partie du monde politique français »²³². Il a, entre autres, aidé au règlement des questions égyptiennes et africaines, occupé le poste de délégué français à la Conférence de Berlin de 1885 et surtout, tenu un rôle décisif lors de l'établissement du protectorat français en Tunisie.

²³⁰ George Dethan. «Albert Billot, Directeur des Affaires politiques du Quai d'Orsay au temps de Jules Ferry». *Revue d'histoire diplomatique*, volume 89, 1975, p. 123.

²³¹ DDF, 5, Courcel à Ferry, n°372, Berlin, 17 août 1884.

²³² DDF, 4, Courcel à Duclerc, n°507, Berlin, 12 août 1882.

Courcel et l'Allemagne

Malgré tout, Courcel voit la politique bismarckienne d'un œil fort sceptique et recommande la vigilance au gouvernement opportuniste. Il fait lui-même usage de prudence lors de ses divers contacts avec le Chancelier²³³. Il ne provoque pas les faveurs de Bismarck, il les accepte. Sa participation au développement de la coopération franco-allemande outre-mer est calculée et pesée. « Dans toute cette affaire, Ferry et Courcel ne s'engagent qu'avec beaucoup de prudence. Il est clair, dès le départ, qu'ils ne veulent pas d'une discussion sur l'Alsace-Lorraine, d'une alliance ou d'un rapprochement trop marqué avec l'Allemagne »²³⁴. C'est, entre autres, ce qui poussera le Chancelier allemand à déplorer que la France ne souhaite pas se montrer ouvertement à ses côtés. En effet, celui-ci déclare à Courcel « votre gouvernement a peur de se compromettre avec moi; il n'ose pas se montrer en public donnant le bras à l'Allemagne »²³⁵. Comme le relève Guillen,

« dans les affaires d'Afrique centrale, de Chine et d'Égypte, Paris refuse toujours de s'engager ouvertement aux côtés de Berlin contre Londres. Bismarck constate que la France n'a pas la volonté d'oublier le passé; il se déclare déçu et découragé devant l'état d'esprit dans lequel se confine l'opinion française et devant le manque de confiance du gouvernement français à son égard »²³⁶.

Bismarck n'a pas tort à ce sujet. L'ensemble du corps diplomatique, à l'exception près de Jules Barthélémy St-Hilaire (1805-1895) qui encourage sans réserve le rapprochement²³⁷, se méfie de la politique allemande. Courcel écrit à Challemel-Lacour à ce sujet :

« Il y a dans ce courant d'idées et de doctrines [celles qui circulent dans la presse allemande au sujet de la France] un péril constant sur lequel nous ne devons pas fermer les yeux, car les dispositions des Cabinets, quelque bienveillantes qu'elles soient momentanément, sont sujettes à varier suivant le cours des événements, tandis que les croyances nationales inculquées avec persistance à des générations successives, et adoptées par elles avec autant de passion que de bonne foi, s'imprègnent dans le cœur de tout un peuple et peuvent lui inspirer contre ses voisins d'incurables et bien dangereuses préventions »²³⁸.

²³³ Guillen, *L'Expansion...*, p. 229.

²³⁴ Poidevin, *Les relations franco-allemandes...* p. 140.

²³⁵ DDF, 5, Courcel à Ferry, n°450 et n°471, Berlin, 12 et 29 novembre 1884.

²³⁶ Guillen, *L'expansion...*, p. 225.

²³⁷ *Ibid.*, p. 221.

²³⁸ DDF, 5, Courcel à Challemel-Lacour, n°3, Berlin, 25 février 1883.

Les avantages qu'une collaboration outre-mer procure n'échappent pas au Quai d'Orsay et on y adhère en grand nombre même si la prudence est de mise. En effet, le Quai d'Orsay voit dans la politique de Bismarck une stratégie dangereuse cherchant à amener la France à accepter 1871 et enfin, à isoler cette dernière sur la scène internationale²³⁹. Courcel déplore, par exemple, que l'Allemagne joue d'une politique de bon vouloir auprès de la France pour s'assurer un appui international en cas de conflit franco-allemand²⁴⁰. On comprend néanmoins que malgré une connaissance juste des faits et une certaine crainte, le gouvernement opportuniste donne suite à une politique de conciliation initiée par Gambetta et Ferry, et ce, essentiellement parce que celle-ci répond aux visées extérieures de l'opportunisme.

William Henry Waddington (1826-1894)

Le diplomate

Président du Conseil de février à décembre 1879, c'est surtout sa contribution en tant que ministre des Affaires étrangères qui marque la politique extérieure opportuniste²⁴¹. Il occupe en effet ce poste de 1877 à 1879. Autre contribution importante de Waddington à la politique opportuniste, il est ambassadeur auprès de Londres de 1883 à 1893. Il veillera ainsi de près sur les tribulations des rapports anglo-allemands, lors de la question d'Égypte, par exemple²⁴².

Waddington et l'opportunisme

Waddington aura, en dix mois de présidence, une stratégie qui répond parfaitement aux impératifs opportunistes. Premier Président du Conseil, Waddington n'est pourtant pas l'instigateur de la politique opportuniste. En effet, Gambetta et Ferry avaient déjà esquissé les contours de cette stratégie qui deviendra représentative du parti républicain au pouvoir. Il s'est inspiré des idées de ces deux théoriciens de l'opportunisme et demeure,

²³⁹ Guillen, *L'expansion...*, p. 226.

²⁴⁰ DDF, 5, Courcel à Ferry, n°207, Berlin, 27 février 1884.

²⁴¹ Poidevin, «La politique extérieure de Jules Ferry 1883-1885 », dans Furet. *Jules Ferry, fondateur de la République...*, p. 208.

²⁴² Voir DDF, 6, Freycinet à Waddington, n°204, Paris, 7 mars 1886; DDF, 6, Waddington à Freycinet, n°210, Londres, 15 mars 1886.

après son mandat, un ardent défenseur des pensées gambettistes et ferrystes²⁴³. Waddington est connu pour une politique modérée à l'intérieur et prudente à l'égard du voisin allemand.

Waddington et l'Allemagne

Malgré cette vigilance, il approuve la participation française au Congrès de Berlin – il s'y rend d'ailleurs en tant que délégué français – et encourage l'expansion française en Tunisie. En effet, « le prudent Waddington lui-même est favorable à l'intervention qui constituera une ultime diversion contre le courant qui inconsidérément pousse à la revanche »²⁴⁴. « Le pays a besoin d'un petit regain d'honneur militaire »²⁴⁵ et Waddington croit qu'un règlement favorable de la question tunisienne peut agir à cet effet. On peut identifier dans cette logique, à l'instar de Gambetta et Ferry, une tendance à la prudence en dépit d'une volonté de rapprochement. Encore là, ce rapprochement est souhaité non pour lui-même, mais pour ses résultats. Waddington conseille « de ne lier partie avec l'Allemagne que sur des questions circonscrites et déterminées »²⁴⁶. Enfin, les encouragements de l'Allemagne ont sûrement fini d'assurer le politicien du bon vouloir de l'Allemagne, du moins en cette question²⁴⁷.

Conclusion

Nous avons vu que le discours républicain évolue des années 1871 à 1886. Au départ intransigeant par rapport au vainqueur de la guerre franco-prussienne, le discours républicain s'adapte peu à peu au contexte politique et diplomatique de l'époque, intérieur puis extérieur. Il esquisse aussi, au fil du temps et à l'aide de ces divers tenants, une politique opportuniste qui doit composer avec plusieurs impasses. Les contraintes de l'intérieur comme de l'extérieur poussent ainsi les républicains à adopter un propos prudent et calculé. Ainsi, si l'idée de revanche ne disparaît pas complètement des discours,

²⁴³ Poidevin, «La politique extérieure de Jules Ferry 1883-1885 », dans Furet. *Jules Ferry, fondateur de la République...*, p. 208.

²⁴⁴ Guillen, *L'Expansion...*, p. 132.

²⁴⁵ *Ibid.*

²⁴⁶ *Ibid.*, p. 228.

²⁴⁷ DDF, 2, Saint-Vallier à Waddington, n°367, Berlin, 2 janvier 1879; DDF, 2, Waddington à Saint-Vallier, n°368, Paris, 2 janvier 1879.

elle ne fait apparition que sporadiquement et par allusions²⁴⁸.

L'adoucissement du discours et l'élaboration d'une politique d'expansion à l'extérieur sont des choix faits par les cabinets opportunistes qui se succèdent au pouvoir. Ils sont bien entendu conditionnés aux contextes intérieurs et extérieurs, mais ne sont pas le résultat de la main allemande qui manipulerait la politique française depuis 1871. Il est injuste et faux de réduire l'évolution de la politique opportuniste à une stratégie du Chancelier allemand. L'opportunisme évolue au regard de sa situation intérieure et des réalités extérieures, mais demeure une entité politique française, élaborée par de fervents républicains qui voyaient dans cette politique le relèvement de la France.

À ce discours particulier s'ajoute ainsi une politique outre-mer audacieuse essentiellement parce que liée à l'Allemagne. La véritable nature de cette stratégie, son lien avec l'Allemagne et ses considérations expansionnistes sont fréquemment passés sous silence par le discours opportuniste. On ne peut néanmoins négliger le rôle actif et entreprenant de la France dans la réalisation de ce rapprochement franco-allemand et plus globalement, de son retour en tant qu'acteur majeur de la politique européenne.

²⁴⁸ Voir *Discours de Gambetta*, tome IX, Cherbourg, 10 août 1880. p. 59.

Chapitre 4

L'opportunisme et les réalisations effectives en politique étrangère

Dès les élections de 1879, scrutin pendant lequel Bismarck apporte son appui aux républicains, une certaine retenue française à l'endroit de l'Allemagne est de mise²⁴⁹. Quelques mois après l'investiture de Waddington, une première forme de collaboration franco-allemande voit le jour avec le Congrès de Berlin. Cette réunion diplomatique annonce de surcroît de riches années de rebondissements politiques à l'interne et de rapprochements entre la France et l'Allemagne sur le théâtre extérieur.

L'illustration du discours français des années 1881 à 1886 a laissé transparaître plusieurs aspects intéressants en ce qui concerne l'opportunisme républicain. Sans pour autant abandonner l'idée de récupérer l'Alsace-Lorraine en temps et lieu, les opportunistes optent plutôt pour une vision réaliste des choses et mettent de côté le recouvrement des provinces perdues par la voie armée. Ce pragmatisme politique s'étend aussi à l'ensemble de leur politique extérieure qui, en réaction aux contacts établis par Gambetta et à la réaction favorable de l'Allemagne, s'associe étroitement aux plans bismarckiens. Enfin, ce discours laisse planer une certaine ambiguïté quant à son réel rapport à l'Empire allemand sur la scène extérieure. Les opportunistes doivent constamment tenir compte d'un courant hostile à la politique d'expansion et au compromis avec l'Allemagne assez populaire chez l'opposition et les radicaux.

Nous suggérons d'attacher une attention plus particulière aux questions internationales qui occasionnèrent une certaine entente entre les opportunistes et le Chancelier allemand. Nous ne reprendrons pas tous les éléments dans leur intégralité. Nous proposons plutôt un bref retour sur la contribution française à la concrétisation de certaines ententes, de courte durée et momentanée. Nous démontrerons par là que la France opportuniste ne fut pas qu'un acteur passif dans la politique bismarckienne, mais qu'elle y joua au contraire un rôle actif. Nous aborderons ainsi les questions de Tunisie,

²⁴⁹ Grévy, *La République des opportunistes...*, p. 87.

du Maroc, d'Égypte, du Tonkin et de Madagascar et dans une moindre mesure, les différents accords survenus entre les deux puissances ainsi que les conférences ou démêlés qui s'y rattachent.

Le Congrès de Berlin

Dans un premier temps, « la participation [de la France] au Congrès de Berlin en 1878, encore un peu effacé, consacre sa rentrée sur la scène européenne »²⁵⁰. Ce retour s'effectue sous le mandat de Jules Faure²⁵¹. William Henry Waddington, en tant que ministre des Affaires étrangères, et Charles Raymond de Saint-Vallier, ambassadeur de France à Berlin, sont les deux délégués français envoyés au Congrès. Convoquée par Bismarck, la France répondit non seulement favorablement à la demande allemande²⁵², mais invite de plus en mars 1878, le pays voisin à joindre l'Exposition universelle de 1879 en guise de marque de bonne volonté²⁵³.

Saint-Vallier exprime l'idée selon laquelle la participation française au Congrès de Berlin pourrait faire oublier le caractère revanchard dont la France est taxée depuis 1871. Cela lui permettrait aussi de participer aux décisions du concert européen tandis que, d'un autre côté, la présence de l'Allemagne à l'Exposition universelle de Paris démontrerait une persévérance inégalée dans la voie de l'entente²⁵⁴. Ce même ambassadeur manifesterait quelque temps plus tard le désir du gouvernement français de se mettre d'accord avec le Cabinet allemand en ce qui concerne les affaires européennes en général²⁵⁵. De plus, c'est à ce Congrès que l'Allemagne et l'Angleterre font à la France une proposition alléchante et intéressée quant à la Tunisie²⁵⁶.

²⁵⁰ Jean Baillou. *Les Affaires étrangères et le corps diplomatique français*. Paris, Édition du CNRS, 1984, volume 2. p. 208.

²⁵¹ Président du Conseil du 13 décembre 1877 au 30 janvier 1879, Faure est ministre de la Justice et membre du gouvernement Mac-Mahon.

²⁵² DDF, 2, Waddington au Prince de Hohenlohe, n°312, Paris, 4 juin 1878.

²⁵³ DDF, 2, Saint-Vallier à Waddington, n°259, Berlin, 6 mars 1878.

²⁵⁴ *Ibid.*

²⁵⁵ Guillen, *L'Expansion...*, p. 222.

²⁵⁶ Au départ, le Congrès de Berlin a essentiellement l'objectif de régler les dissensions concernant l'Europe orientale. En effet, la guerre entre la Russie et la Turquie en ce qui concerne les Balkans

La question de Tunisie

La Tunisie suscite déjà depuis bon nombre d'années l'intérêt de la France lorsque Bismarck permet, dans le cadre du Congrès de Berlin en 1878, la création d'un contexte international favorable à ses velléités. L'invitation du Chancelier constitue une réponse favorable aux aspirations françaises d'entente à l'extérieur et d'expansion coloniale. S'efforçant de trouver une compensation au nationalisme français, les Anglais²⁵⁷ et Allemands lui proposent de prendre la Tunisie qui est telle une poire mûre, prête à être cueillie²⁵⁸. Le gouvernement allemand déclare d'ailleurs que la France peut user d'une mainmise sur la Méditerranée sans aucune contrainte²⁵⁹. Lors d'un entretien entre Saint-Vallier et Bülow, ce dernier qualifie aussi la Tunisie de pays faisant partie de l'orbite des possessions françaises en Méditerranée²⁶⁰.

Rappelons que le retrait français de la scène internationale pendant près d'une décennie a énormément nui à la France. Ce soutien allemand est le meilleur moyen de reconquérir rapidement une importance sur ce même tableau. Il est sollicité par Gambetta dès 1876. Les puissances européennes, la Grande-Bretagne, l'Autriche-Hongrie et l'Allemagne s'entendent dès lors pour favoriser une présence française en sol tunisien. Malgré leurs réticences quant au personnage et ses intentions, les républicains au pouvoir acceptent fort bien l'appui allemand dont ils bénéficient.

Bismarck a, sans contredit, utilisé les multiples rivalités dont regorge le monde européen et colonial pour arriver à ses fins. « Bismarck souhaitait satisfaire la France et lui inspirer un certain pacifisme alors que Salisbury désirait l'associer au sein d'une politique

a donné lieu au traité de San Stefano, guère apprécié des puissances européennes. Ces dernières décident donc d'y imposer un frein. On décide aussi dans ce Congrès de satisfaire davantage les besoins des puissances européennes afin d'éviter que ne se reproduise une situation pareille et de préserver l'équilibre européen.

²⁵⁷ La Grande Bretagne ne tient pas particulièrement à ce que l'Italie contrôle les deux rives du détroit de Sicile. Voir Berstein, *La Troisième République...*, p. 320.

²⁵⁸ DDF, 2, Saint-Vallier à Waddington, n°369, Berlin, 5 janvier 1879.

²⁵⁹ Eber Malcom Carroll. *French public opinion and foreign affairs, 1870-1914*. Hamden, Connecticut, Archon Books, 1964. p. 87.

²⁶⁰ DDF, 2, Saint-Vallier à Waddington, n°367, Berlin, 2 janvier 1879.

conjointe au Moyen-Orient. Tunis paraissait telle une compensation parfaite pour l'ambition française »²⁶¹.

L'épisode tunisien semble ainsi une toute première manifestation de la main tendue allemande en ce qui regarde les questions coloniales, intervention très appréciée par St-Hilaire²⁶² qui témoignera une sincère reconnaissance à l'endroit de l'Allemagne et de son appui inébranlable.

Mais qu'en est-il du rôle français dans l'affaire tunisienne. Jules Ferry écrit à ce sujet à Joseph Reinach :

« la vérité sur cette légende [...] que M. de Bismarck nous a donné la Tunisie au Congrès de Berlin. Le Congrès était clos, l'affaire de Chypre venait d'éclater. Waddington bondit chez Salisbury et lui arracha, comme compensation, les promesses relatives à la Tunisie, qu'une correspondance diplomatique transformera en un contrat écrit. Il n'y a pas de Bismarck dans tout cela, ni de Congrès de Berlin. Il y a la riposte prévoyante d'un diplomate avisé, et une entente anglo-française. Il est peut-être bon de ne pas laisser passer d'aussi audacieux mensonges. Quant à m'accuser d'avoir brusqué les choses, c'est aussi odieux que le reste. C'est l'Italie et son consul qui ont brusqué les choses, et qui nous ont mis dans la nécessité de prendre ce qu'ils allaient nous ravir »²⁶³.

La réaction française face à l'appui de Bismarck est plus complexe qu'on ne se l'imagine. Essentiellement à cause des considérations évoquées plus tôt, le gouvernement républicain ne peut, sans hésiter, adhérer ouvertement à cette proposition. Saint-Vallier et Waddington y voient une politique visant le développement des avantages anglo-allemands sur la scène diplomatique. Néanmoins, ils y consentent, car cette avance répond aux besoins de la France.

²⁶¹ Traduction libre de "Bismarck had wished to keep France contented and pacific [and] Salisbury had wished to associate her with his Near Eastern policy. Therefore both had pointed Tunis as the most suitable object of French ambition" dans Taylor, *The struggle for mastery in Europe...*, p. 272.

²⁶² Jules Barthélémy St-Hilaire, ambassadeur français à Berlin sous le premier ministère de Jules Ferry, 1880-1881.

²⁶³ Lettre de Jules Ferry à Joseph Reinach, n°229, 1889.

L'appui allemand leur permet d'initier la mise en œuvre d'un protectorat en Tunisie, dès le 12 mai 1881²⁶⁴. La France prend le contrôle du pays sous la présidence de Jules Ferry, et ce, au détriment de la jeune Italie qui y possédait d'importants intérêts économiques²⁶⁵. Lors de la ratification du Traité de Bardo le 23 mai 1881, l'opposition, en particulier Georges Clemenceau, reproche au gouvernement républicain d'avoir « refroidi des amitiés précieuses, cimentées sur le champ de bataille »²⁶⁶, faisant allusion à l'Italie. Il est exact que la question tunisienne a fortement encouragé l'Italie à adhérer à la Triple Alliance en 1882, a brouillé les rapports franco-italiens et a contribué à maintenir l'isolement de la France.

Le gouvernement républicain décide malgré tout de marcher sur les pas de l'entente franco-allemande. Le but est toujours le recouvrement d'un rôle sur le théâtre international ainsi que de l'image d'une nation prospère²⁶⁷. L'opportunisme se garde bien d'évoquer l'appui allemand à l'Assemblée ou à l'opinion française. Le gouvernement se contente de rappeler vaguement les troubles de frontières avec les tribus qui pénètrent incessamment en Algérie²⁶⁸, la progression italienne en Méditerranée et le recul français ainsi que la perte de prestige en raison du refus d'agir²⁶⁹.

Deux idées sous-tendent ces motifs. Premièrement, la France justifie ces interventions par une provocation ou une agression. Le développement de l'influence italienne et l'agitation de tribus aux frontières algériennes sont brandis par le gouvernement républicain comme un risque à l'intégrité et à la sécurité des possessions françaises²⁷⁰. Enfin, le repli sur soi qui a caractérisé la politique extérieure de la France de 1871 à 1878 est amplement critiqué ici. Les républicains y identifient l'une des raisons primordiales de

²⁶⁴ Guillen, *L'Expansion...*, p. 131.

²⁶⁵ *Ibid.*

²⁶⁶ Cité dans Guillen, *L'Expansion...*, p.151.

²⁶⁷ *Ibid.*, p. 132.

²⁶⁸ La pénétration de montagnards Kroumirs, tribu d'origine tunisienne, en Algérie sert ainsi de prétexte à l'expédition de 30 000 hommes. Voir Berstein, *La Troisième République...*, p. 320.

²⁶⁹ Guillen, *L'Expansion...*, p. 132.

²⁷⁰ *Ibid.*, p. 132.

la détérioration du rôle français sur l'échiquier international²⁷¹. L'investissement du théâtre impérialiste est, selon eux, nécessaire à la stabilité intérieure et à la bonne croissance économique et politique de la France²⁷².

Bien entendu, cette politique de cachotterie rattrapera très tôt les opportunistes, mais elle semble dès lors l'unique moyen de contrer les difficultés résultant de l'impossibilité de constituer une majorité parlementaire sur la question coloniale²⁷³. Les conditions réelles de l'expédition tunisienne, c'est-à-dire l'appui allemand et l'accord tacite de la Grande-Bretagne, sont ainsi passées sous silence. Les opportunistes ont volontairement trompé la Chambre et feront de même pour la majorité des questions suivantes²⁷⁴.

« [Néanmoins] l'établissement du protectorat sur la Tunisie n'entraîne pas, dans l'immédiat, de conséquences diplomatiques fâcheuses : l'Allemagne a manifesté sa bienveillance, la Turquie s'en est tenue à des protestations pour la forme, l'Angleterre à quelques manifestations de mauvaise humeur et la crise avec l'Italie a été assez vite surmontée, du moins en apparence. Rien donc qui peut justifier les attaques de l'opposition à propos de la perte d'amitiés précieuses »²⁷⁵.

En effet, les protestations s'élèvent de toutes parts en Assemblée nationale. Elles atteignent leur apogée lorsque, subséquentement à la signature du Traité de Bardo en juin 1881, éclate une insurrection en sol tunisien. L'envoi des troupes, nécessaire afin de préserver la région récemment acquise, sert de prétexte à l'opposition pour réagir et conduit à la chute du premier Cabinet Ferry²⁷⁶.

La question du Maroc

L'affaire marocaine est très intéressante au regard de la compromission franco-allemande. Concrètement, la France bénéficie dans cette question de l'appui allemand, et *ipso facto* autrichien et le refuse. En effet, la France ne veut pas d'une affaire marocaine et tant que son influence demeure prédominante dans la région, elle n'a ni l'envie ni les moyens –

²⁷¹ Gaillard, *Jules Ferry...*, p. 531.

²⁷² *Ibid.*, p. 531.

²⁷³ *Ibid.*, p. 560.

²⁷⁴ Pisani-Ferry, *Jules Ferry et le partage du monde...*, p. 33.

²⁷⁵ Guillen, *L'Expansion...*, p. 151.

²⁷⁶ *Ibid.*, p. 150.

d'autres campagnes l'occupent, en Extrême-Orient, par exemple – de se lancer dans l'établissement d'un protectorat au Maroc. Bien que ce partenariat lui soit bénéfique, Ferry oppose un refus courtois, mais inébranlable à l'encouragement de Bismarck.

La politique extérieure des opportunistes est toujours un sujet de controverses en France. L'opposition et l'opinion publique s'opposent tantôt à l'expansion coloniale, tantôt critiquent que le Cabinet républicain permette le maintien des avantages économiques allemands au Maroc. Bien que moindres par rapport à ce qu'ils sont dans les années 1870²⁷⁷, l'Allemagne détient toujours des intérêts financiers et commerciaux au Maroc. Ainsi, les questions extérieures demeurent délicates et requièrent une grande prudence de la part de Paris. Ceci explique pourquoi les cabinets opportunistes, Ferry et Gambetta en particulier, cachent les véritables conditions, coûts et mesures de ses expéditions coloniales²⁷⁸.

La France surveille de près et depuis longtemps, la situation marocaine. Pays d'Afrique du Nord, avoisinant l'Algérie et faisant l'objet de maintes convoitises de la part des puissances de la Méditerranée, le Maroc revêt une importance géopolitique incontestable aux yeux de la France. Qui plus est, Tanger est un point névralgique de l'entrée en Méditerranée au même titre que Gibraltar qui est déjà contrôlée par l'Angleterre. Ce n'est cependant qu'à partir de 1881 que la politique française devient plus entreprenante au Maroc²⁷⁹.

Sans vouloir renouveler l'épisode de Tunisie, la France cherche à trouver au Maroc un partenaire prêt à favoriser les intérêts français. Elle pense le trouver en la personne du Chérif Ouezzane²⁸⁰. Évidemment, une crise franco-marocaine suit l'ingérence française et la France doit s'empresse de rassurer les puissances étrangères qui sont inquiètes de la tournure des événements. Les intentions de Paris n'ont cependant pas changé et c'est ce que déclare Courcel au comte de Hatzfeldt le 9 mai 1884 :

²⁷⁷ Guillen et Miège, « Les débuts de la politique allemande au Maroc (1870-1877) »...

²⁷⁸ Gaillard, *Jules Ferry...*, p. 560.

²⁷⁹ Guillen, *L'expansion...*, p. 210.

²⁸⁰ *Ibid.*, p. 211.

« Je lui dis qu'en tant qu'il s'agissait de la France, nous n'avions l'intention de rien entreprendre d'irrégulier dans ce pays, je lui exposai la nature de nos rapports avec le Chérif d'Ouezzane, et les motifs que nous avons eus d'accueillir sa demande parfaitement normale de protection, ainsi que les résultats et limites de notre intervention diplomatique au sujet du Riff. Je terminai en assurant le ministre que nous n'avions pas d'autre désir que de voir la situation au Maroc rester ce qu'elle était, et de maintenir le plus longtemps possible le gouvernement du Sultan, quelque précaire que son existence pût sembler à certaines personnes »²⁸¹.

Cependant, Berlin ne l'entend pas de cette manière. En effet, Bismarck réitère à plusieurs reprises son appui pour la question marocaine. La question du Maroc est le deuxième exemple de soutien allemand à l'aventure française outre-mer. L'affaire marocaine ayant été réglée lors de la Conférence de Madrid en 1881, c'est une attitude allemande des plus conciliantes qu'y rencontre la France. Saint-Vallier écrit à Freycinet le 4 mai 1880 : « [Bismarck] m'a répété que la Chancellerie impériale entendait conformer son attitude à la nôtre et tracer comme ligne de conduite à son représentant l'invitation de seconder l'amiral Jaurès²⁸² et de se prononcer comme lui »²⁸³.

Contrairement aux autres conflits où Bismarck seconde habilement la France, l'Allemagne possède d'importants intérêts au Maroc. Effectivement, l'Allemagne a pied au Maroc depuis quelques années et avec plus d'intensité, depuis « la guerre de 1870 [qui] avait révélé le Maroc à l'Allemagne comme moyen de pression efficace sur la politique française »²⁸⁴. Le rôle grandissant de l'Allemagne au Maroc est en tout premier lieu considéré tel un moyen d'éviter le rappel des troupes françaises stationnées en Algérie²⁸⁵. Il s'est ensuite substitué en une possible monnaie d'échange contre les demandes incessantes de la France quant à l'Alsace-Lorraine²⁸⁶. Bien que Bismarck consacre de considérables efforts dans le maintien de bons rapports avec le Makhzen à Tanger, il « n'hésitera pas à sacrifier les patients efforts de son ministère à Tanger et la bonne

²⁸¹ DDF, 5, Courcel à Ferry, n°264, Berlin, 9 mai 1884.

²⁸² Benjamin Jaurès (1823-1889). Il est ambassadeur de France à Madrid de 1878 à 1882.

²⁸³ DDF, 3, Saint-Vallier à Freycinet, n°108, Berlin, 4 mai 1880.

²⁸⁴ Guillen et Miège, « Les débuts de la politique allemande au Maroc (1870-1877) »..., p. 351.

²⁸⁵ *Ibid.*

²⁸⁶ *Ibid.*

entente avec le Makhzen aux impératifs de sa politique générale [et] ne considérerait [d'ailleurs] le Maroc que comme une carte dans son jeu diplomatique »²⁸⁷.

Le Chancelier exigera donc de l'ambassadeur allemand un appui total aux décisions et ambitions françaises, abandonnant de cette manière ses propres intérêts politiques²⁸⁸. Néanmoins, Bismarck ne renonce pas aux avantages économiques de l'Empire. La preuve en est que ces gains se maintiendront et revêtiront une importance suffisamment significative au Maroc pour entraîner les relations internationales dans un nouveau conflit au tout début du XX^e siècle, la crise d'Agadir²⁸⁹.

L'attitude des opportunistes est dans cette question fort intéressante. Ces derniers ont en effet fait preuve d'une certaine indépendance et d'une assurance face aux avances de Berlin. Malgré une montée en importance de la présence française en sol marocain, le Maroc ne devient pas un protectorat français. L'Allemagne a beau encourager cette dernière en cette voie, la France s'y oppose²⁹⁰. Paris préfère bien entendu la coopération franco-allemande à l'amitié des nations présentes en Méditerranée, l'Italie ou l'Espagne, au grand dam de Clemenceau et de l'opposition en général,²⁹¹ mais ne souhaite pas intervenir, support allemand ou non.

La question d'Égypte

Le cas égyptien relève au départ des puissances française et anglaise. Ces deux nations ont depuis nombre d'années, d'importants intérêts économiques, commerciaux et politiques en Égypte²⁹². Un premier soulèvement a lieu en septembre 1881. Ce dernier est dirigé à l'endroit du Khédive et de la considérable influence européenne en Égypte.

²⁸⁷ *Ibid.*, p. 343.

²⁸⁸ DDF, 3, Saint-Vallier à Freycinet, n°95, Berlin, 23 avril 1880.

²⁸⁹ Allain, *Agadir 1911 : une crise impérialiste en Europe pour la conquête du Maroc...*; Raymond Poidevin. *Les relations économiques et financières entre la France et l'Allemagne de 1898 à 1914*. Paris, A. Colin, 1969, 917 pages.

²⁹⁰ Ageron, «Jules Ferry et la colonisation» dans Furet, *Jules Ferry, fondateur de la République...*, p. 196.

²⁹¹ Guillen, *L'Expansion...*, p. 151.

²⁹² Effectivement, ces derniers sont tous deux présents en territoire égyptien, et ce, essentiellement depuis le début du XIX^e siècle. Si l'influence française est au départ et à tous les niveaux, la plus

Gambetta tente alors de faire valoir auprès du gouvernement anglais la nécessité d'une intervention conjointe en Égypte. Néanmoins, la vive opposition manifestée par les autres puissances intéressées, à savoir l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, la Turquie et la Russie, décourage la Grande-Bretagne qui refuse la proposition de Gambetta. Même Bismarck qui, durant cette période, s'efforce d'appuyer les efforts français sur la scène internationale, rejette l'idée d'une expédition exclusivement franco-britannique. Ces manifestations de refus et l'opposition que suscite en France l'idée d'une intervention militaire en Égypte contribuent, entre autres, au renversement du *grand ministère*.

Les rênes de la République française sont confiées au second Cabinet Freycinet en janvier 1882 suite à l'échec du *grand ministère* Gambetta. On attend de Freycinet une plus grande prudence à l'intérieur comme à l'extérieur²⁹³. Le nouveau Président du Conseil rompt ainsi avec la politique égyptienne de son prédécesseur et opte pour l'alternative souhaitée par le corps diplomatique européen. Il appuie l'option d'une mission concertée en Égypte laissant de côté l'idée d'une expédition française plus poussée ou encore d'une intervention franco-britannique.

Cela dit, les soulèvements s'intensifient en mars 1882 et le mouvement nationaliste égyptien conduit par Arabi pacha inquiète de plus en plus le gouvernement opportuniste. Les pouvoirs français et britannique craignent pour leurs importants intérêts économiques en cette région. La Grande-Bretagne revient sur sa décision et adhère à l'idée d'une intervention franco-anglaise en Égypte²⁹⁴. Le fait est que Londres veut agir le plus rapidement possible afin de limiter les dégâts. La résolution est ainsi soumise au Cabinet Freycinet qui prend l'initiative de convoquer une Conférence à Constantinople²⁹⁵ où les gouvernements français et britanniques pourront rallier les puissances à l'idée d'une intervention franco-britannique.

importante, elle perd peu à peu du terrain au profit de l'Empire britannique. En 1882, lors de l'insurrection, l'Angleterre est la principale puissance étrangère en Égypte.

²⁹³ DDF, 4, D'Aubigny à Freycinet, n°244, Berlin, 31 janvier 1882.

²⁹⁴ DDF, 4, Tissot à Freycinet, n°318, Londres, 13 mai 1882.

²⁹⁵ AE, Papiers Freycinet, 1B, note de Freycinet sur l'attitude française à adopter en Égypte, février 1882.

Pendant que les délibérations à Constantinople ont toujours lieu, un attentat survient à Alexandrie. Londres revient à nouveau sur sa décision initiale²⁹⁶ et presse le gouvernement français de se joindre à elle pour une intervention conjointe immédiate. Prétendant que « les intérêts de la France en Égypte sont surtout d'ordre financier; [et qu']il serait donc très dangereux d'intervenir à la requête de spéculateurs inquiets qui appellent le gouvernement à leur secours »²⁹⁷ et que cela nuirait à la Compagnie du Canal de Suez, l'Assemblée refuse la proposition anglaise. Cette réponse négative entraîne de rudes conséquences pour la France ainsi que pour ses intérêts en Égypte. Nous reviendrons un peu plus tard aux motifs de cette objection française. Après avoir essuyé ce refus, l'Angleterre décide non seulement de déposer le Khédive, mais d'occuper l'ensemble du territoire égyptien.

À la menace de l'établissement d'un protectorat anglais définitif sur l'Égypte et la prise en charge exclusive du canal de Suez, la France réagit. Le duel franco-britannique s'engage et la France semble en quelque sorte mener un « combat de retardement » pour ses intérêts en Égypte, possessions que Paris a elle-même menacées en refusant d'intervenir en 1882. Plusieurs raisons ont néanmoins pesé dans la balance. La principale étant la peur de l'Allemagne.

En effet, l'Allemagne s'oppose pour un temps à une intervention franco-britannique en Égypte. Bismarck exige du Cabinet Freycinet qu'il respecte l'autorité de la Conférence de Constantinople. Cependant, il ne manifeste aucune intention d'opposition ferme en cas d'intervention franco-britannique. « L'attitude de l'Allemagne semble donc peu claire. Fluctuante et inquiétante : on ne peut compter sur Bismarck comme lors de l'affaire de Tunisie, et cette considération fait réfléchir les responsables français »²⁹⁸. C'est

²⁹⁶ Londres revient à de multiples reprises sur ses décisions en ce qui concerne l'intervention en Égypte. Au départ fort favorable à une intervention franco-britannique, elle se rétracte puis adhère à l'idée d'une conférence des puissances à Constantinople. Enfin, elle encourage la France à envoyer une force militaire turque régler la question puis opte enfin pour une intervention franco-britannique. Voir Guillen, *L'expansion...*, p. 151.

²⁹⁷ *Ibid.*, p. 157.

²⁹⁸ *Ibid.*, p. 158.

essentiellement pour cette raison que Freycinet tâche d'obtenir l'appui de l'Assemblée. En cas de complications diplomatiques avec l'Allemagne ou une tierce puissance, le Parlement ne pourrait se retourner aussi facilement contre les choix du Cabinet Freycinet, ayant lui-même soutenu son action.

Bismarck a assurément un rôle important dans les choix du gouvernement opportuniste. Néanmoins, ce qui est intéressant à noter est plutôt le choix de Freycinet de poursuivre dans la voie du condominium franco-britannique malgré la désapprobation allemande. Si le gouvernement opportuniste était réellement manipulé par Bismarck, comme il a été souvent allégué, Freycinet se serait plié à la décision du Chancelier. Or, il a tenté de contourner cet obstacle, d'y trouver une compensation intéressante. Surtout, il a pris un risque et mesuré l'importance des intérêts français en Égypte par rapport à la qualité du soutien allemand. Cette attitude ne semble point celle d'un gouvernement mené à sa guise par l'Allemagne, mais plutôt d'une puissance envisageant diverses possibilités pour réussir à maintenir ses intérêts en Égypte sans toutefois créer de crises diplomatiques.

Le Cabinet Ferry rallie en 1884 le Chancelier à ses vues sur l'Égypte²⁹⁹. Ce dernier accorde son soutien à la France afin d'alimenter les tensions entre celle-ci et l'Angleterre tout en s'assurant de préserver l'Europe d'un conflit armé³⁰⁰. Il propose, par exemple, à la France un appui pour le règlement des indemnités d'Alexandrie et la commission de la dette. Enfin, il adhère au principe de la garantie collective d'un emprunt égyptien et appuie le mémorandum envoyé à Londres par Ferry³⁰¹. Quoique la position allemande soit officiellement neutre dans la question, une certaine opposition de l'Allemagne et de la France contre l'Angleterre prend forme. Bismarck n'est cependant point assuré de l'appui tangible de l'un ou de l'autre des deux rivaux. Lorsqu'il réalise que la France ne s'opposera jamais ouvertement à l'Angleterre, il opte pour une attitude beaucoup plus distante, imprégnée de prudence et de méfiance. Effectivement, le Cabinet Ferry ne compte pas

²⁹⁹ DDF, 5, Courcel à Ferry, n°269, Berlin, 13 mai 1884.

³⁰⁰ Voir à ce propos Langer, *European alliances and alignments 1871-1890...*

³⁰¹ DDF, 5, Courcel à Ferry, n°408, Berlin, 25 septembre 1884.

s'engager ouvertement aux côtés de l'Allemagne contre l'Angleterre dans la question égyptienne. Malgré la bonne volonté manifestée par Bismarck, Ferry et Courcel n'ont pas oublié l'attitude ambiguë du Chancelier au début de la question. Qui plus est, ils tiennent la politique bismarckienne pour chancelante et extrêmement variable. Courcel écrit à Ferry le 25 avril 1884 :

« le jeu de l'Allemagne me paraît être de se réserver, de tenir un langage également bienveillant pour la France et pour l'Angleterre, de mettre aux enchères son amitié et son appui, et, au moyen de cette émulation, qui dégénérerait facilement en rivalité, de détacher définitivement l'une de l'autre les deux Puissances, en rattachant à son propre système politique celles des deux qu'il lui paraîtrait, selon les circonstances, préférable de prendre pour alliée »³⁰².

La meilleure attitude à adopter dans le cas échéant leur semble donc de profiter des moments où cette politique leur est favorable, mais de ne pas s'y fier. Pour donner raison aux opportunistes, le Chancelier fait savoir au gouvernement français au printemps 1885 qu'il est complètement désintéressé de la question³⁰³.

Cela précède le revirement de situation qui suit, c'est-à-dire le changement de cap allemand. Déjà avec l'affaire égyptienne la conciliation franco-allemande commence à battre de l'aile. Ceci essentiellement parce que le soutien allemand devient de plus en plus hésitant par rapport à un pouvoir républicain qui, malgré son bon vouloir dans la coopération outre-mer, ne souhaite pas se mettre à la remorque de l'Allemagne³⁰⁴.

La question de Madagascar

La question de Madagascar est, à l'instar de celle d'Égypte, une affaire qui implique un concours d'influence entre l'Angleterre et la France, cette dernière bénéficiant de l'appui tacite de l'Allemagne qui n'intervient cependant pas directement. Le *grand ministre* de Gambetta semble prêt à rappeler au gouvernement Hova et à Londres que la France a d'importants intérêts à Madagascar lorsque le cabinet tombe. Freycinet semble aussi

³⁰² DDF, 5, Courcel à Ferry, n°247, Berlin, 25 avril 1884.

³⁰³ Guillen, *L'Expansion...*, p. 170.

³⁰⁴ Pisani-Ferry, *Jules Ferry et le partage du monde...*, p. 62.

disposé à intervenir, mais son cabinet chute à cause de la question égyptienne, c'est donc Duclerc qui prend les rênes de l'intervention française à Madagascar.

Après s'être assuré de la disposition favorable de Londres et de Berlin, Duclerc envisage des négociations avec le gouvernement Hova. Les deux puissances disent en effet se ranger derrière la politique de la France à Madagascar³⁰⁵. Bismarck réitère à Paris, par l'entremise du comte de Hatzfeldt,

« que le Cabinet de Berlin, fidèle à la ligne de conduite qu'il observe à notre égard, ne se prêterait à aucun arrangement qui pût être tourné contre nous, et que si, dans l'intérêt du commerce allemand, il était amené à signer une convention, il se bornerait à stipuler le traitement de la nation la plus favorisée, sans reconnaître au profit des Malgaches aucun droit contraire aux vues de la France »³⁰⁶.

Néanmoins, le Cabinet Duclerc tombe. Ferry tente bien d'y remédier et le gouvernement Hova refuse de négocier; les mois passent sans qu'aucune action ne soit entreprise. Enfin, l'intervention au Tonkin requiert l'entière attention du Cabinet Ferry qui doit se désintéresser pour un temps de la question malgache. L'affaire se dénoue à l'automne 1885 lorsqu'un traité reconnaissant la souveraineté du gouvernement hova est ratifié³⁰⁷. Laissant place à l'interprétation, ce traité est peu clair et suscitera longtemps des complications entre le gouvernement Hova et Paris.

Le soutien allemand est ici peu significatif. Bismarck se contente d'encourager la France dans la voie de l'intervention extérieure sans néanmoins risquer de compromettre sa neutralité officielle. Il est vrai que Paris s'informe de la position allemande face à la question malgache avant toutes décisions ou interventions. Elle en fait de même avec l'Angleterre. Néanmoins, si l'intervention française ne se fait pas plus musclée, ce n'est pas parce que Bismarck ne lui apporte un appui plus important ou parce que l'opinion

³⁰⁵ DDF, 4, Tissot à Duclerc, 4 novembre 1882; DDF, 4, note de l'ambassade de l'Allemagne, 3 novembre 1882.

³⁰⁶ DDF, 5, Courcel à Challemel-Lacour, n°23, Berlin, 26 avril 1883.

³⁰⁷ Guillen, *L'expansion...*, p. 209.

anglaise manifeste haut et fort son désaccord³⁰⁸. En effet, c'est plutôt la situation intérieure difficile de la France qui encourage au laisser-faire à Madagascar. La réticence des milieux politiques à intervenir à l'étranger et à provoquer un conflit avec une tierce puissance jouera d'ailleurs un rôle premier dans l'échec des gouvernements successifs à agir promptement à Madagascar³⁰⁹, tout comme lors de l'affaire du Tonkin.

La question du Tonkin

Dès les années 1870, les chambres de commerce, les sociétés de géographie, le Quai d'Orsay et la marine somment le gouvernement républicain de prendre possession du Tonkin. Après s'être assurée de ne contrevenir aux intérêts d'aucunes puissance étrangère dans la région, la France se lance dans une politique de conquête du Tonkin. Elle se heurtera à l'opposition de la Chine qui ne reconnaît pas le traité de 1874 et informe Saint-Hilaire, le 24 septembre 1881, que « l'invasion du Tonkin par les troupes françaises, dans quelque circonstance que ce soit, ne manquera pas de provoquer de grandes inquiétudes à la Cour de Pékin »³¹⁰. Les négociations se prolongeront jusqu'au 12 mai 1884, date de la signature du Traité de Tien-Tsin, « traité réglant définitivement nos rapports avec la Chine en ce qui concerne le Tonkin »³¹¹ selon la France.

Comme à son habitude, Berlin encourage la France dans la voie de l'expansion. Lorsqu'en 1880, Freycinet tente de renforcer la présence française au Tonkin, « en s'acquittant des ordres de son gouvernement, M. de Radowitz a ajouté qu'en vue de la sécurité même de son commerce l'Allemagne applaudirait à l'affermissement et à l'extension de l'autorité française au Tonkin »³¹². Si ce n'est là qu'une question secondaire, l'affaire française au Tonkin démontre que les opportunistes peuvent compter sur le soutien absolu de Bismarck à l'extérieur.

³⁰⁸ DDF, 5, Tissot à Challemel-Lacour, n°41, Londres, 27 mai 1883; DDF, 5, Challemel-Lacour à Waddington, n°124, Paris, 18 octobre 1883.

³⁰⁹ Guillen, *L'expansion...*, p. 208.

³¹⁰ DDF, 4, Le Marquis Tseng à Saint-Hilaire, n°143, Paris, 24 septembre 1881.

³¹¹ DDF, 5, Ferry à Waddington, n°267, Paris, 2 mai 1884.

³¹² DDF, 3, Freycinet à Saint-Vallier, n°197, Paris, 7 juillet 1880.

En effet, la Chine cherche l'appui allemand pour contrer l'expansion française au Tonkin, mais se voit opposer un refus formel de Berlin qui demeure fidèle à sa politique³¹³. Ainsi, malgré que l'Allemagne se garde d'intervenir directement dans ce litige, le Chancelier déclare « que rien ne pourrait [le] faire sortir de [sa] neutralité »³¹⁴ quant à la liberté de la politique française en ce qui concerne ces affaires. Autant de preuves de bonne volonté de la part de Berlin ont, sinon l'inconvénient de l'inaction effective, l'avantage de seconder la France dans toutes ces aventures.

« Lorsque la rupture franco-chinoise est consommée en août 1884, Bismarck répète qu'il n'interviendra pas et qu'il souhaite que la France s'en tire à son avantage. À nouveau il éconduit le gouvernement chinois et intervient pour empêcher les banques allemandes de prêter de l'argent à la Chine. Mais il n'entend pas aller au-delà; proposer sa médiation serait, déclare-t-il, plus nuisible qu'utile au gouvernement français, point de vue d'ailleurs partagé par Ferry qui exclut toute entremise de l'Allemagne. Naturellement cette bienveillance n'est pas sans arrière-pensée : pour Tissot, pour Courcel, l'Allemagne espère que la France va se lier les mains en Extrême-Orient pour longtemps, ce qui affaiblira d'autant sa situation en Europe; en outre, la rivalité franco-anglaise va se trouver accrue; enfin, Bismarck ne souhaite pas un échec de la France face à la Chine, car cela affaiblirait le régime républicain au profit des extrémistes de droite et de gauche, au grand dam de la sécurité et de la paix en Europe »³¹⁵.

L'Allemagne parachève son rôle de soutien en peaufinant peu à peu son jeu. L'appui de Bismarck à la France au Tonkin est une action des plus aisées pour le Chancelier. Il ne s'avance pas démesurément dans la question et n'a, sinon des intérêts financiers et commerciaux dans la région que la France s'est engagée à protéger, aucune opposition à ce que la France s'enlise dans une affaire complexe et éloignée de l'Europe. La France, quant à elle, apprécie cet appui à sa juste valeur. Elle est reconnaissante, mais ce support, très limité, ne saurait influencer considérablement sa politique en Extrême-Orient.

³¹³ Ageron, « Jules Ferry et la colonisation » dans Furet, *Jules Ferry, fondateur de la République...*, p. 195.

³¹⁴ Pisani-Ferry, *Jules Ferry et le partage du monde...*, p. 196.

³¹⁵ AE, Allemagne, 52, Courcel à Ferry, 13 mai 1883.

Le Congrès de Berlin

Point culminant de la collaboration franco-allemande, la Conférence de Berlin³¹⁶ consacre au départ les liens singuliers qui unissent les visées françaises et allemandes outre-mer. En effet, Bismarck fomenta une entente secrète avec Paris sur certains points devant être traités au cours du Congrès, et ce, afin de faire front commun. Cette stratégie fort agressive et évidemment dirigée à l'endroit de l'Angleterre demeure confidentielle lors des délibérations, à la demande de la France.

La France et l'Allemagne se mettent dans un premier temps d'accord en vue de certains échanges territoriaux en Afrique. Ceux-ci concernent, entre autres, les régions de l'Afrique de l'Est. Survient par la suite l'affaire du Congo. Sans relater l'intégralité de la question congolaise, disons simplement que la France et l'Allemagne se sont unies pour la défense de leurs propres intérêts, essentiellement dans le bassin du Congo et dans la région du Niger, contre l'Angleterre et le Portugal. Elles s'opposent conjointement au traité anglo-portugais au printemps 1884 et convoquent la Conférence de Berlin à l'automne de la même année³¹⁷. Cette dernière

« donna à Ferry l'occasion de préciser le statut de la France en Afrique équatoriale et centrale tout en lui ouvrant pour l'avenir des possibilités illimitées d'extension de son emprise. Il s'agissait de déterminer, par un accord international, le régime de ces régions et plus généralement, la procédure de l'occupation coloniale en Afrique. Sans prendre aucun engagement qui pût directement ou indirectement contrecarrer les intérêts britanniques, Ferry entrant dans les vues du Chancelier qui faisait admirablement les affaires de la France le seconda de toutes ses forces »³¹⁸.

Le fait est que Ferry, toujours pas prêt à s'affirmer ouvertement opposé à l'Angleterre, craint qu'une conduite trop hostile envers la Grande-Bretagne récolte de pauvres

³¹⁶ Cette Conférence, convoquée par le Chancelier allemand suite à une entente anglo-portugaise quasi exclusive sur la région du bassin du Congo, se réunit à Berlin du 15 novembre 1884 au 26 février 1885. Voir, entre autres, Lugan, « L'Allemagne et l'Afrique (1870-1918) »...; Vignes, K. « Étude sur la rivalité d'influence entre les puissances européennes en Afrique équatoriale et occidentale ». *Revue française d'histoire d'outre-mer*, volume 48, numéro 1, 1961, p. 5-95.

³¹⁷ DDF, 5, Courcel à Ferry, n°406, Berlin, 22 septembre 1884.

³¹⁸ Reclus, *Jules Ferry, 1832-1893...*, p. 310.

retombées. Courcel³¹⁹ est appelé à avoir une attitude posée, voire effacée. Il y a donc, chez la France, la volonté de diriger cette conférence aux côtés de l'Allemagne, mais tout en préservant une certaine prudence. Ce comportement survient conjointement avec un changement de l'attitude de Berlin.

« [En effet] jusqu'à l'automne 1884, Bismarck a encouragé les entreprises coloniales françaises [et], le gouvernement français s'est bien sûr félicité de l'attitude bienveillante de l'Allemagne, mais il a refusé de s'engager et d'instaurer avec elle une véritable collaboration. Bismarck déçu et mécontent a modifié son attitude [en conséquence] »³²⁰.

Le Chancelier délaisse donc les ententes conclues avec Paris avant le Congrès pour se mettre strictement au service des intérêts nationaux. Bismarck, qui semble déjà convaincu de la nécessité de changer son fusil d'épaule, réagit en partie à cause de cette réserve dans l'attitude française. Il opte pour une défense des avantages commerciaux allemands et l'institutionnalisation de la zone de libre-échange dans le bassin du Congo. Ainsi, « à l'axe franco-allemand qui avait présidé à l'ouverture de la Conférence s'est progressivement substitué un axe anglo-allemand autour duquel gravitent les autres pays »³²¹.

Malgré le fait que cette conférence sonne le glas de la collaboration franco-allemande outre-mer, la France parvient tout de même à faire prévaloir ses intérêts. La France agit, à cette rencontre entre États, avec pragmatisme politique, toujours posé et calculé, entre autres parce qu'elle avait prévu un jour ou l'autre, ce revirement de la politique bismarckienne. Qui plus est, le flot de contestations qui gagne Paris au moment même, déjà agitée en raison de l'affaire du Tonkin, confirme la mince marge de manœuvre dont disposent les opportunistes en ce qui a trait aux questions extérieures.

Conclusion

Le gouvernement républicain, quoique vigilant, se lie momentanément à l'Allemagne pour mettre en œuvre sa politique extérieure. Cet aspect de l'opportunisme prend forme

³¹⁹ Représentant français à la Conférence de Berlin de 1885.

³²⁰ Guillen, *L'Expansion...*, p. 220.

³²¹ *Ibid.*, p. 206.

dans les années 1870 et prend fin en 1885. Les principaux acteurs ont tous en commun le désir de voir la France républicaine retrouver un rôle international de première importance. Cela lui permettrait à la fois de réaliser un redressement politique à l'intérieur comme à l'extérieur, et de contrer l'isolement diplomatique dans lequel Bismarck confine la France depuis 1871³²².

Bismarck optera à partir de 1885 pour une politique favorisant l'entente anglo-allemande plutôt que franco-allemande. Plusieurs raisons, endogènes et exogènes à l'Allemagne, sont à l'origine de ce changement abrupt. Entre autres, la conciliation avec la France donne lieu, des deux côtés du Rhin, à une recrudescence des sentiments chauvins³²³. Néanmoins, il semble surtout que le Chancelier réalise que la France ne constituera jamais le grand allié souhaité.

Si les visées du gouvernement républicain paraissent rejoindre ou, à tout le moins, répondre favorablement à la politique bismarckienne, les opportunistes sont limités dans leur capacité d'action. Le gouvernement opportuniste est vivement critiqué à l'Assemblée, particulièrement en ce qui concerne sa politique extérieure. Il est en effet dangereux d'exposer ouvertement ses positions, de se montrer en faveur de la colonisation ou favorable à la collaboration franco-allemande³²⁴. Cela déclenche de fortes polémiques en cette France de la fin du XIX^e siècle. La chute du ministère Ferry ne se fait d'ailleurs point attendre et survient dès mars 1885. Ce dernier met cependant en place un courant fort difficile à contrecarrer pour ses successeurs, encourageant la France à entretenir un rôle dynamique à l'international. Enfin, Paris ne souhaite pas non plus s'allier à Berlin à tout prix. Les opportunistes sont conscients du caractère sporadique de la main tendue allemande. Ils en tirent bénéfices pendant qu'il est temps et tâcheront de s'en passer une fois que la politique bismarckienne aura pris une nouvelle orientation.

³²² Gaillard, *Jules Ferry...*, p. 531.

³²³ DDF, 6, Freycinet à Courcel, n°213, Paris, 23 mars 1886; DDF, 6, Courcel à Freycinet, n°217, Berlin, 26 mars 1886.

³²⁴ Gaillard, *Jules Ferry...*, p. 534.

Conclusion

Dans un premier temps, il importe de rappeler l'hypothèse de recherche à laquelle nous avons essayé ici de répondre. Nous avons tenté d'illustrer, au cours des précédents chapitres, la politique extérieure des opportunistes et particulièrement ses rapports avec l'Allemagne de Bismarck. Ce mémoire a cherché à mettre en relief l'interaction liant ces deux nations voisines au temps du pouvoir opportuniste afin de démontrer que Paris contrôle bel et bien sa politique extérieure. La politique extérieure des divers cabinets opportunistes est soumise à plusieurs influences, mais est assurément leur œuvre et non celle du Chancelier.

Nous savons que dès 1871, le Chancelier allemand, Otto von Bismarck, développe un dessein extérieur visant à la fois une prédominance sans équivoque en Europe et lui permettant du même coup d'isoler la France. Cette politique influença l'évolution – politique, sociale, culturelle, intellectuelle et diplomatique – de la III^e République. Il est aussi vrai que, dès la naissance de la III^e République, « une certaine habitude de malléabilité est prise à l'égard du voisin allemand, soumission que les successeurs au pouvoir auront de la difficulté à altérer »³²⁵. Jusqu'à l'avènement des opportunistes au gouvernement, la France vit dans l'ombre du souvenir de la guerre, de la défaite et de la perte de l'Alsace-Lorraine. On opte d'ailleurs pour un rôle des plus effacés sur la scène extérieure. Néanmoins, à compter de l'accession au pouvoir des opportunistes, une nouvelle orientation est donnée aux politiques intérieure et extérieure. Le Chancelier allemand, plus enclin à collaborer avec une autorité républicaine que monarchiste, appuie l'investiture des opportunistes ainsi que leur retour sur la scène internationale dès la Conférence de Berlin en 1878³²⁶. À partir de ce moment survient une certaine collaboration franco-allemande en ce qui concerne les questions internationales. Cette

³²⁵ Traduction libre de "In [...] behaviour with Bismarck in particular [government] established a pattern of servility that his successors would later find difficult to alter", Mitchell, *The Bismarckian Policy of conciliation with France, 1875-1885...*, p. 47.

³²⁶ Barral, *Les fondateurs de la Troisième République...*, p. 223.

dernière est à la fois le produit du dessein bismarckien et de la politique opportuniste et contribue assurément à la détente survenant entre ces deux pays.

Contrairement à ce qui a longtemps été avancé, la réponse des opportunistes face à la main tendue allemande est relative à la situation intérieure, aux relations avec l'Angleterre, bref à un ensemble de facteurs ne répondant pas exclusivement de la politique du Chancelier³²⁷. Ainsi, l'affirmation voulant que cet opportunisme républicain se développe en conséquence des aspirations allemandes et évolue strictement selon les hauts et les bas de celle-ci ne nous semble pas viable. L'opportunisme est une entité en elle-même, quoiqu'apparaissant après l'avènement de la politique bismarckienne et interagissant avec cette dernière. Nous avons tâché de démontrer l'évolution d'une politique française se manifestant en réponse à une stratégie particulière du Chancelier, échangeant avec celle-ci tout en empruntant la voie lui convenant le plus.

Il nous sembla important de parler tout d'abord de ce que sont et ce que véhiculent les politiques bismarckienne et opportuniste. La politique allemande répond à de multiples besoins, d'ordre interne et international, éprouvés par le Chancelier à cette époque. Mise en œuvre par Bismarck, elle satisfait essentiellement des velléités de paix européenne³²⁸. Puisque, pour le Chancelier, la quiétude européenne passe par la distraction de la France, une bonne partie de la politique bismarckienne est articulée par rapport à l'acteur français.

Si la politique bismarckienne tente de 1871 à 1878 de circonscrire le rôle extérieur de la France³²⁹, elle adopte par la suite une attitude diamétralement opposée, surtout à partir de 1878. Bismarck encourage l'avènement des républicains modérés au pouvoir et de Grévy

³²⁷ Guillen, «Les républicains opportunistes et la politique étrangère», dans Hamon, *Les Opportunistes, les débuts de la République aux républicains...*, p. 191.

³²⁸ La majorité des publications de la presse en Allemagne et en Autriche reconnaissent le caractère pacifique de la politique bismarckienne et déplorent l'attitude française. Voir AE, Allemagne, 29, article de la *Gazette de Cologne*, décembre 1885.

³²⁹ Effectivement, les alliances constituées à ce moment l'exclut, voire même, la vise. DDF, 1, Gavard au Duc de Decazes, n°377, Londres, 8 avril 1875.

en tant que Président de la République³³⁰. Il cautionne de plus le retour de la France sur la scène internationale dès le Congrès de Berlin en 1878. Enfin, la politique de Bismarck stimule la conquête française d'outre-mer en lui apportant un appui variable, mais tout de même considérable.

Les opportunistes donnent, dès leur arrivée au pouvoir, le pouls à une politique intérieure et extérieure fort innovatrice. Celle-ci est, entre autres, caractérisée par les concepts de progressisme, de prudence et de pragmatisme. La perception qu'entretiennent les opportunistes du rôle de la France à l'extérieur, de l'Allemagne et d'une entente entre les deux pays évolue considérablement durant les années 1870-1880. Les opportunistes se font un à un les ardents défenseurs d'une politique d'expansion coloniale française. De plus, leur discours évolue progressivement vers une attitude plus conciliante en ce qui regarde l'Allemagne.

L'évolution de l'opportunisme est, comme tout concept politique, le résultat d'influences de diverses natures. Cependant, elle n'est pas l'oeuvre du Chancelier allemand. L'évolution de la pensée opportuniste, tout comme son élaboration et sa chute, est essentiellement le fruit des hommes qui s'en font les porte-étendards et de leurs choix politiques. Il est certain que la politique bismarckienne concourt à l'adoucissement des positions françaises et à la reprise d'une politique d'expansion, néanmoins elle n'en est pas à l'origine. La politique extérieure des opportunistes semble être, dans ce cadre, la solution trouvée par le gouvernement afin de retirer un certain bénéfice de sa situation d'infériorité quant à l'Allemagne. Sachant les rapports de force à son désavantage, la France tente avec la politique de conciliation de tirer avantage de la conjoncture. Elle tente d'utiliser ces rapports de force *amicaux*³³¹ à bon escient, et ce, jusqu'au renversement de la situation.

³³⁰ DDF, 2, de Mouÿ à Waddington, n°380, Berlin, 8 février 1879.

³³¹ Par amicaux nous entendons ici la période de 1878 à 1885-1886 où le Chancelier Bismarck trouve une certaine utilité à l'amitié française pour le bon développement de son dessein politique. C'est donc la politique de main tendue à la France qui est ici sous-entendue.

Enfin, nous avons esquissé les différentes questions extérieures pour lesquelles la France et l'Allemagne ont collaboré au sein d'un quatrième chapitre. Nous souhaitons de cette manière démontrer que la France a adhéré à cette conciliation franco-allemande lorsque cela lui était avantageux et dans la mesure du possible. C'est donc dire que la France a joué un rôle actif dans cette collaboration entre les deux pays, imposant parfois ses limites, remettant en question à d'autres moments un appui allemand peu assuré. Enfin, la France est toujours demeurée sur ses gardes, connaissant que trop bien le caractère volage de l'amitié allemande.

Peu importe l'orientation donnée à la politique extérieure par les différents cabinets opportunistes, la prudence est de mise. Le pouvoir opportuniste est conscient que les courants populaires sont peu favorables à une entente avec l'Allemagne, mais il connaît aussi les possibles avantages d'une telle collaboration pour la France. L'opportunisme veut, à l'intérieur comme à l'extérieur, combler les aspirations et attentes de la population française³³². Or, la nation française n'adhère pas en majorité à l'idée de coopération entre les deux pays. Étant au courant que cela répond néanmoins à ses besoins, les opportunistes font fi des courants populaires. Sachant que le pouvoir est en jeu, ils s'appliquent à minimiser, voire à cacher l'ampleur de cette collaboration, mais ils ne l'abandonneront jamais. C'est Bismarck qui y met fin.

Les opportunistes ont donc posé et calculé leur implication et leur transparence politiques. Cela dit, ils ont aussi eu une confiance aveugle dans le développement, dans un avenir rapproché, des idées républicaines. En effet, ils ont cru que les idées véhiculées par les grands noms de l'opportunisme pénétreraient les mentalités et que, de cette façon, l'opinion populaire adhérerait à leur idéologie. Les opportunistes semblent avoir surestimé la rapidité avec laquelle leurs idées gagneraient l'opinion publique. Les assises de la politique extérieure opportuniste étaient fragiles.

« [Si] une politique d'affirmation et d'expansion dans le monde suppose qu'en Europe [et à l'intérieur de la France] les arrières soient bien assurés [...] c'est là une

³³² Bernstein, *La Troisième République...*, p. 224.

des faiblesses de la politique extérieure des opportunistes, que leurs adversaires ne manquent pas de relever »³³³.

Les opportunistes optent ainsi pour une entente partielle avec l'Allemagne sur le plan international³³⁴. Cette coopération est calculée, car l'opinion n'accepterait pas une étroite complicité avec l'*ennemi héréditaire*.

« La puissance du courant hostile à tout rapprochement qui caractérise, nous l'avons vu, l'ambiance des années 1880, les diplomates français y font constamment référence pour expliquer la réserve de leur gouvernement et, de fait, la question du rapprochement avec l'Allemagne fournit un thème de choix à l'opposition qui l'exploite contre le gouvernement »³³⁵.

Et même s'il est vrai que le sentiment de revanche s'estompe beaucoup lors de la consolidation de la République, la suspicion ne peut être effacée complètement quant aux motifs allemands dans cette collaboration³³⁶. Enfin, si la politique coloniale n'était pas automatiquement opposée à la vigilance à l'Est³³⁷, plusieurs la perçoivent ainsi. Le gouvernement ne peut se lancer dans une association complète avec l'Allemagne et fait donc preuve de réserve.

Enfin, les différents cabinets opportunistes qui se succèdent ne veulent pas d'une coopération trop prononcée avec l'Allemagne. S'ils souffrent des réticences de l'Assemblée dans certaines questions³³⁸, ils mettent dans certains cas eux-mêmes un frein aux emballements de Bismarck³³⁹. Cet aspect prudent de la politique opportuniste conduit

³³³ Guillen, «Les républicains opportunistes et la politique étrangère», dans Hamon, *Les Opportunistes, les débuts de la République aux républicains...*, p. 190.

³³⁴ Guillen, Pierre. «Du recueillement à l'expansion», dans Jean-Claude Allain, Pierre Guillen, Georges-Henri Soutou, Laurent Theis et Maurice Vaïsse. *Histoire de la diplomatie française. Tome II de 1815 à nos jours*. Paris, Perrin, 2005. p. 155.

³³⁵ Guillen, *L'Expansion...*, p. 226.

³³⁶ Mitchell, *The German influence in France after 1870 : the formation of the French Republic ...*

³³⁷ Broche, *La III^e République, 1870-1895, de Thiers à Casimir-Perier ...* p. 372.

³³⁸ Le cas du Tonkin en est un bon exemple. Voir DDF, 5, Ferry aux représentants de France à Athènes, Berlin, Vienne, Bruxelles, Copenhague, Madrid, Washington, Londres, Tokio, La Haye, Lisbonne, Bucarest, Saint-Pétersbourg, Rome, Belgrade, Stockholm, Berne, Tunis, Constantinople, Le Caire, Shanghai, Hué, n°642, Paris, 30 mars 1885.

³³⁹ Lors de la question marocaine par exemple. Voir DDF, 5, Courcel à Ferry, n°270, Berlin, 14 mai 1884.

tout droit au revirement de l'attitude de Bismarck³⁴⁰ au profit de la Grande-Bretagne et mène de plus à son échec à l'intérieur³⁴¹. Le pouvoir républicain cède le pas à une recrudescence importante du chauvinisme et de ressentiments à connotation nationaliste à l'endroit de l'Allemagne. Le gouvernement républicain laisse ainsi place à une profonde métamorphose des rapports franco-allemands. La transformation des scènes politiques françaises et allemandes vers la fin des années 1880 contribue incontestablement au changement de la nature de ces interactions entre États. Qui plus est, cette phase s'insère dans un contexte européen où nationalismes exacerbés, militarisations et affrontements, politiques ou économiques, dominent les interactions entre États.

« Une rupture vient [...] de se produire dans la vie politique [...], plus profondément, dans l'histoire de la III^e République. Un cycle s'achève, inauguré dans les années 1860 lorsque, sous le joug impérial, une nouvelle génération politique reprit le flambeau de la République pour la fonder définitivement. En ce 30 mars 1885, c'est bien un siècle qui s'achève, ce XIX^e siècle entièrement dominé, en France depuis 1780, par la question de la Révolution à faire, puis à terminer. Le temps de Jules Ferry est l'ultime phase de ce long processus. Avec son effacement s'ouvre le XX^e siècle, la montée concomitante en France comme ailleurs du nationalisme et du socialisme, ces deux idéologies conquérantes dont le monde sortira bouleversé. Alors [s'ouvre] l'une des périodes les plus troublées de la III^e République [...] »³⁴².

Il est néanmoins intéressant de relever la continuité en politique extérieure des tendances initiées par les opportunistes. En effet, quoique de nature plus radicale ou moins encline à l'expansion, les différents ministères suivants ne pourront se distinguer complètement de leur prédécesseur en matière de politique internationale³⁴³. Une inclination est donnée par les opportunistes à la politique étrangère française, orientation qui ne pourra être renversée du jour au lendemain.

³⁴⁰ DDF, 6, Courcel à Freycinet, n°217, Berlin, 26 mars 1886.

³⁴¹ Mitchell, *The German influence in France after 1870 : the formation of the French Republic ...*, p. 47.

³⁴² Gaillard, *Jules Ferry...*, p. 614.

³⁴³ Guillen, «Du recueillement à l'expansion», dans Jean-Claude Allain, Pierre Guillen, Georges-Henri Soutou, Laurent Theis et Maurice Vaïsse. *Histoire de la diplomatie française. Tome II de 1815 à nos jours*. Paris, Perrin, 2005. p. 171.

Bibliographie

Archives

Archives des Affaires étrangères au Quai d'Orsay.

– *Affaires politiques, Allemagne*. Paris, 1871-1890, cartons 14, 29, 36, 39, 52.

– *Fond divers, Allemagne, Correspondance particulière du Comte de Saint-Vallier avec Monsieur Waddington*. Paris, 1878-1879, volumes 166, 166 bis.

– *Papiers d'agents et archives privées*.

Gambetta. Paris, 1870-1882, volume 49.

Ferry. Paris, 1881-1885, volumes 1-4.

Freycinet. Paris, 1876-1919, volume 1 B.

Waddington. Paris, 1877-1936, volume 7.

Archives diplomatiques, recueil mensuel de diplomatie, d'histoire et de droit international. Paris, Amyot, 1880-1900, 2^e série, volumes 12-22.

Documents diplomatiques français, 1^{ère} série, 1871-1900, volumes 1-6.

Sources publiées

ADAM, Juliette. *Nos amitiés politiques avant l'abandon de la revanche (1873-1877)*. Tome VI, Paris, Alphonse Lemerre.

ADAM, Juliette. *Après l'abandon de la revanche*. Tome VII, Paris, Alphonse Lemerre, 1910. 495 pages.

ALBIN, Pierre. *L'Allemagne et la France en Europe*. Paris, Librairie Félix-Alcan, 1913. 400 pages.

BAINVILLE, Jacques. *Bismarck et la France; d'après les mémoires du prince de Hohenlohe*. Paris, Nouvelle Librairie nationale, 1915. 299 pages.

FERRY, Jules. *Discours et opinions de Jules Ferry*. Paris, A. Colin & Cie, 1893. 7 volumes.

FERRY, Jules. *Lettres de Jules Ferry, 1846-1893*. Paris, Calmann-Lévy, 1914. 591 pages.

GAMBETTA, Léon. *Discours et plaidoyers politiques de M. Gambetta*, Édités par Joseph Reinach, Paris Carpentier, 1881-1885, 11 volumes.

GAMBETTA, Léon. *Lettres de Gambetta, 1868-1882*. Paris, Grasset, 1938.

GONTAUT-BIRON, Élie vicomte de. *Dernières années de l'ambassade en Allemagne de M. Gontaut-Biron, 1874-1877*. Paris, Plon- Nourrit et cie, 1907. 391 pages.

DE LEON, Daniel. «The Conference of Berlin of the West-African question». *Political science Quaterly*, volume 1, numéro 1, 1886, p.103-139.

Dictionnaires et encyclopédies

BERSTEIN, Gisèle et Serge. *La Troisième République*. Paris, MA Éditions, 1987. 356 pages.

BOULAY, Sébastien. *Répertoire historique du XIX^e siècle français et européen*. Paris, Ellipses, 2006. 492 pages.

HEYWOOD, Andrew. *Political idéologies, an introduction*. 4^e édition, Chine, Palgrave Macmillan, 2007. 366 pages.

Ouvrages collectifs

JEISMANN, Michel. *La Patrie de l'ennemi*. Paris, CNRS Éditions, 1997. 341 pages.

RENOUVIN, Pierre. *L'époque contemporaine, 1871-1919*. Paris, Presses universitaires de France, 1957. volume 11, tome 4.

Monographies

ALLAIN, Jean-Claude. *Agadir 1911 : une crise impérialiste en Europe pour la conquête du Maroc*. Paris, Université de Paris I Panthéon-Sorbonne, Institut d'histoire des relations internationales contemporaines, 1976, 471 pages.

AMSON Daniel. *Gambetta ou le rêve brisé*. Paris, Tallandier, 1994, 417 pages.

BAILLOU, Jean. *Les affaires étrangères et le corps diplomatique français*. Paris, Édition du CNRS, 1984. volume 2.

BARRAL, Pierre. *Jules Ferry : une volonté pour la République*. Nancy, Presses universitaires de Nancy, Éditions Serpenoise, 1985, 175 pages.

BARRAL, Pierre. *Les fondateurs de la Troisième République*. Paris, Armand Colin, 1968. 359 pages.

BINOCHÉ, Jacques. *Histoire des relations franco-allemandes, de 1789 à nos jours*. Paris, Masson, Collin, 1996. 324 pages.

BROCHE, François. *La III^e République, 1870-1895, de Thiers à Casimir-Perier*. Paris, Pygmalion Gérard Watelet, 2001. 535 pages.

BURY, John Patrick Tuer. *Gambetta and the making of the Third Republic*. London, Longman, 1973, 499 pages.

CARR, William. *A history of Germany, 1815-1945*. London, E. Arnold, 1969. 462 pages.

CARROLL, Eber Malcom. *French public opinion and foreign affairs, 1870-1914*. Hamden, Connecticut, Archon Books, 1964. 348 pages.

CARROLL, Eber Malcom. *Germany and the Great Powers, 1866-1914*. Hamden, Connecticut, Archon Books, 1966. 852 pages.

DIGEON, Claude. *La crise allemande de la pensée française, 1870-1914*. Paris, Presses universitaires de France, 1959. 568 pages.

GAILLARD, Jean-Michel. *Jules Ferry*. Pais, Fayard, 1989. 730 pages.

GARRIGUES, Jean. *Le boulangisme*. Paris, Presses universitaires de France, 1992. 127 pages.

GIRAULT, René. *Diplomatie européenne : nations et impérialismes, 1871-1914*. Paris Armand Colin, 1997. 286 pages.

GOOCH, George Peabody. *Franco-german relations, 1871-1914*. New York, Russel & Russel, 1967. 64 pages.

GRÉVY, Jérôme. *La République des opportunistes*. Paris, Perrin, 1998. 415 pages.

GUILLEN, Pierre. *L'Allemagne et le Maroc de 1870-1905*. Paris, Presses universitaires de France, 1967, 991 pages.

GUILLEN, Pierre. *L'expansion, 1881-1898*. Paris, Imprimerie nationale, 1984. 521 pages.

KENT, George O. *Bismarck and his times*. Carbondale, Southern Illinois University Press. 1980. 184 pages.

KORINMAN, Michel. *Continents perdus : les précurseurs de la géopolitique allemande*. Paris, Economica, 1991. 107 pages.

KOTT, Sandrine. *L'Allemagne du XIX^e siècle*. Paris, Hachette, 1999. 254 pages.

LANGER, William Leonard. *European alliances and alignments 1871-1890*. New York, Knopf, 1962 [c1950]. 510 pages.

LORRAIN, Sophie. *Des pacifistes français et allemands pionniers de l'entente franco-allemande, 1870-1925*. Paris, L'Harmattan, 1999. 297 pages.

MÉNUDIÉ, Henri. *Le couple franco-allemand en Europe*. Asnières, Institut allemand d'Asnières, 1993. 360 pages.

MITCHELL, Allan. *A stranger in Paris: Germany's role in Republican France*. New York, Berghahn Books, 2006, 95 pages.

MITCHELL, Allan. *Bismarck and the French nation, 1848-1890*. New York, Pegasus, 1971. 152 pages.

MITCHELL, Allan. *The German influence in France after 1870 : the formation of the French Republic*. Chapel Hill, University of North Carolina Press, 1979, 279 pages.

MITCHELL, Pearl Boring. *The Bismarckian Policy of conciliation with France, 1875-1885*. Philadelphia, University of Pennsylvania Press, 1935. 238 pages.

PISANI-FERRY, Fresnette. *Jules Ferry et le partage du monde*. Paris, B. Grasset, 1962. 306 pages.

POIDEVIN, Raymond. *Les relations économiques et financières entre la France et l'Allemagne de 1898 à 1914*. Paris, A. Colin, 1969, 917 pages.

POIDEVIN, Raymond. *Les relations franco-allemandes, 1815-1975*. Paris, Armand Colin, 1977. 373 pages.

RECLUS, Maurice. *Jules Ferry, 1832-1893*. Paris, Flammarion, 1947. 436 pages.

TAYLOR, A.J.P.. *Germany's first bid for colonies, 1804-1885: a move in Bismarck's European policy*. Hamden, Conn., Archon Books, 1967. 103 pages.

TAYLOR, A.J.P.. *The struggle for mastery in Europe, 1848-1918*. Oxford, Clarendon Press, 1954. 638 pages.

WEHLER, Hans-Ulrich. *The German Empire, 1871-1918*. New York, Berg Publishers, Oxford, 1991. 293 pages.

Articles de périodiques

ALLAIN, Jean-Claude. « La paix dans les relations internationales du Traité de Francfort à la Grande Guerre (1871-1914) ». *Revue d'histoire diplomatique*, volume 95, numéro 1, 1981, p. 26-42.

ANDREWS, Herbert D. « Bismarck's foreign policy and German historiography, 1919-1945 ». *The Journal of modern history*, volume 37, numéro 3, 1965, p.345-356.

AUDOIN-ROUZEAU, Stéphane. « 1870 : Une étape oubliée vers la guerre totale, Étude d'opinion publique ». *Historiens et géographes*, volume 83, numéro 338, 1992, p.81-96.

BRUNSCHWIG, Henri. « Un dialogue de sourds : un siècle de rapports franco-allemands ». *Politique étrangère*, volume 20, numéro 5, 1955, p.575-590.

BUELTZINGSLOEWEN, Isabelle von. « À propos du centenaire de 1789 : imaginaire politique et écriture de la révolution dans l'Allemagne du XIX^e siècle ». *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, volume 36, 1989, p.68-82.

DETHAN, George. « Albert Billot, Directeur des Affaires politiques du Quai d'Orsay au temps de Jules Ferry ». *Revue d'histoire diplomatique*, volume 89, 1975, p.115-126.

GÖDDE-BAUMANNNS, Beate. « La Prusse et les Allemands dans l'historiographie française des années 1871 à 1914 : une image inversée de la France ». *Revue historique*, volume 279, numéro 1, 1988, p.51-72.

GUILLEN, Pierre. « Nationalisme et politique extérieure dans le Deuxième Reich, 1871-1914 ». *Revue d'Allemagne et des pays de langue allemande*, volume 28, numéro 1, 1996, p.49-62.

GUILLEN, Pierre et J-L. Miège. « Les débuts de la politique allemande au Maroc (1870-1877) ». *Revue historique*, volume 234, numéro 2, 1996, p.323-352.

KENNEDY, P.M. « Bismarck's imperialism : the case of Samoa, 1880-1890 ». *The Historical Journal*, volume 15, numéro 2, 1972, p.261-283.

KNOPPER, François. « Les prémisses de l'histoire coloniale allemande ». *Revue d'Allemagne et des pays de langue allemande*, volume 38, numéro 4, 2006, p.477-492.

LANGER, William L. « The European powers and the French occupation of Tunis, 1878-1881 ». *The American historical Review*, volume 31, numéro 2, 1926, p.251-265.

LUGAN, Bernard. « L'Allemagne et L'Afrique (1870-1918) ». *Information historique*, volume 55, numéro 4-5, 1993, p.169-176.

MITCHELL, Allan. « Germany history in France after 1870 ». *Journal of contemporary History*, volume 2, numéro 3, 1967, p.81-100.

POIDEVIN, Raymond. « Aspects de l'impérialisme allemand avant 1914 ». *Relations internationales*, volume 6, 1976, p.111-124.

POIDEVIN, Raymond. « Le nationalisme économique et financier dans les relations franco-allemandes avant 1914 ». *Revue d'Allemagne*, volume 28 numéro 1, 1996, p.63-70.

POIDEVIN, Raymond. « Les tentatives de rapprochement entre la France et l'Allemagne de 1879 à 1939 ». *Documents*, volume 2, supplément, 1984, p.15-22.

REPUSSARD, Catherine. « L'Allemagne sur la scène coloniale ». *Revue d'Allemagne et des pays de langue allemande*, volume 38, numéro 4, 2006, p.463-476.

VIGNES, K. « Étude sur la rivalité d'influence entre les puissances européennes en Afrique équatoriale et occidentale ». *Revue française d'histoire outre-mer*, volume 48, numéro 1, 1961, p.5-47.

WEHLER, Hans-Ulrich. « Bismarck's imperialism, 1862-1890 ». *Past and Present*, volume 48, 1970, p.119-155.

Chapitres d'ouvrages collectifs

AGERON Charles-Robert. « Jules Ferry et la colonisation », dans François Furet. *Jules Ferry, fondateur de la République/actes du colloque organisé par l'École des Hautes Études en Sciences sociales*. Paris, Éditions de l'École des Hautes Études en Sciences sociales, 1985, p. 191-206.

BERSTEIN, Serge. « Jules Ferry » dans Léo Hamon. *Les Opportunistes, les débuts de la République aux républicains*. Paris, Maison des sciences de l'homme, 1991. p. 259-272.

GUILLEN, Pierre. « Du recueillement à l'expansion (1871-1898) » dans Jean-Claude Allain, Pierre Guillen, Georges-Henri Soutou, Laurent Theis et Maurice Vaïsse. *Histoire de la diplomatie française. Tome II de 1815 à nos jours*. Paris, Perrin, 2005. p. 141-213.

GUILLEN, Pierre. « Les républicains opportunistes et la politique étrangère » dans Léo Hamon. *Les Opportunistes, les débuts de la République aux républicains*. Paris, Maison des sciences de l'homme, 1991. p. 183-193.

POIDEVIN, Raymond. « La politique extérieure de Jules Ferry 1883-1885 » dans Léo Hamon. *Jules Ferry, fondateur de la République/actes du colloque organisé par l'École des Hautes Études en Sciences sociales*. Paris, Éditions de l'École des Hautes Études en Sciences sociales, 1985, p. 207-221.

VIGIER, Philippe. « Gambetta » dans Léo Hamon. *Les Opportunistes, les débuts de la République aux républicains*. Paris, Maison des sciences de l'homme, 1991. p. 251 – 258.

Mémoires et thèses

MINKOFSKI-GARRIGUES, Andreas. *Bismarck et l'expansion coloniale allemande*. Montréal, Université de Montréal, département d'histoire, 1982. 276 pages.

ROY, Marcel. *Le ministère Gambetta : l'échec d'un nouvel ordre politique*. Montréal, Université de Montréal, 1974, 122 pages.